MANDATURE 2014 - 2020

**COMPTE RENDU DE LA SEANCE
DU CONSEIL DU 12^E ARRONDISSEMENT
TENUE LE MERCREDI 18 JANVIER 2017 - 19 H 00
EN LA SALLE DES FETES DE LA MAIRIE**

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, préside la séance qu'elle déclare ouverte à 19 H 00.

Mme Manon GROMBERG est désignée secrétaire de séance et procède à l'appel nominal (DELIB 12-2017-001). (22) membres sont présents, le quorum (16) est donc atteint.

Etaient présents : Mme ATLAN-TAPIERO, Mme BARATTI-ELBAZ, M. BONNET-OULALDJ, M. BOUIGUE, Mme CHOPIN GENET, M. GREAU, M. GREGOIRE, Mme GROMBERG, Mme HONORÉ, Mme KOMITÈS, M. MARGAIN, Mme MONTANDON, M. NAJDOVSKI, Mme PIERRE-MARIE, M. ROMERO-MICHEL, Mme ROTA, M. SEINGIER, Mme TAÏEB, Mme TAVAUX, M. TEISSEIRE, M. TOUZET, Mme VELAY-BOSC.

Etaient excusés : M. HAAB, Mme MARQUIS, M. MISSIKA, M. MOULIN, M. PEUTILLOT.

Pouvoirs : Mme CHARNOZ (pouvoir donné à M. TOUZET), Mme SLAMA (pouvoir donné à M. GREGOIRE), Mme VIEU-CHARIER (pouvoir donné à M. BONNET-OULALDJ).

Arrivée, à 19 H 45, de M. PEUTILLOT, après le vote de la délibération DVD 20170005 ;

Sortie, à 20 H 20, de M. MARGAIN, après le vote de la délibération DPE 20170020 ;

Retour, à 20 H 35, de M. MARGAIN, après le vote de la délibération DEVE 20170022 ;

Sortie, à 20 H 55, de M. NAJDOVSKI, après le vote de la délibération DAC 20170602 ;

Retour, à 21 H 10, de M. NAJDOVSKI et sortie de M. PEUTILLOT, après le vote de la délibération DAJ 20170001 ;

Retour, à 21 H 15, de M. PEUTILLOT, après le vote du vœu relatif à une dénomination en hommage à Denise GINOLLIN dans le projet d'aménagement Paul Valéry.

Départ, à 21 H 25, de Mme KOMITÈS (pouvoir donné à Mme BARATTI-ELBAZ), après le vote du vœu relatif au désengagement de la Région du financement du logement social.

- **DELIBERATION (12-2017-002)** : Adoption du procès-verbal de la séance du Conseil du 12^e arrondissement du LUNDI 28 NOVEMBRE 2016.

Mme BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris, rapporteure :

« Bonsoir à toutes et à tous. Je soumets à votre vote l'adoption du procès-verbal de la séance du 28 novembre 2016. »

Votants : 22 dont 3 pouvoirs

Pour : 22 voix dont 3 pouvoirs :

10 voix groupe Socialiste Radical et Citoyen dont 2 pouvoirs
03 voix groupe Communiste-Front de Gauche dont 1 pouvoir
05 voix groupe Ecologiste
03 voix groupe Les Républicains
01 voix groupe UDI-MODEM

Contre : 0

Abstention : 0

Délibération adoptée à *l'unanimité* des suffrages exprimés.

Personnes présentes à la séance du LUNDI 28 NOVEMBRE 2016 et présentes ou ayant donné pouvoir à la séance du MERCREDI 18 JANVIER 2017.

Étaient présents : Mme ATLAN-TAPIERO, Mme BARATTI-ELBAZ, M. BONNET-OULALDJ, M. BOUIGUE, Mme CHARNOZ (pouvoir donné à M. TOUZET), Mme CHOPIN GENET, M. GREAU, M. GREGOIRE, Mme GROMBERG, Mme HONORÉ, Mme KOMITÈS, M. MARGAIN, M. NAJDOVSKI, Mme PIERRE-MARIE, Mme ROTA, M. SEINGIER, Mme SLAMA (pouvoir donné à M. GREGOIRE), Mme TAÏEB, M. TEISSEIRE, M. TOUZET, Mme VELAY-BOSC, Mme VIEU-CHARIER (pouvoir donné à M. BONNET-OULALDJ).

(DELIB 12-2017-002)

- DELIBERATION (12-2017-004) : Adoption de la procédure d'urgence.

Mme BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris, rapporteure :

Votants : 25 dont 3 pouvoirs

Pour : 25 voix dont 3 pouvoirs :

11 voix groupe Socialiste Radical et Citoyen dont 2 pouvoirs
03 voix groupe Communiste-Front de Gauche dont 1 pouvoir
05 voix groupe Ecologiste
05 voix groupe Les Républicains
01 voix groupe UDI-MODEM

Contre : 0

Abstention : 0

Délibération adoptée à *l'unanimité* des suffrages exprimés.

(DELIB 12-2017-003)

- DVD 20170005 : Stratégie Paris piéton. Approbation de la stratégie Paris piéton et signature de la Charte internationale de la marche.

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Nous abordons cet ordre du jour par la délibération DVD 5, qui concerne la stratégie Paris piéton. Notamment, l'approbation de cette stratégie, et la signature de la Charte internationale de la marche.

J'ai quatre élus du groupe Les Républicains qui sont inscrits. Je ne sais pas si vous souhaitez intervenir dans un ordre particulier. C'est Madame ATLAN-TAPIERO qui commence : vous avez la parole. »

Mme Corinne ATLAN-TAPIERO, Conseillère d'arrondissement :

« Merci. Madame la Maire, vous vous êtes félicitée à l'occasion des vœux, de pouvoir faire vivre avec l'opposition le débat démocratique dans la dignité. Permettez-moi d'en douter, non seulement au regard de votre mépris, lors de nos interventions, mais, pire encore, peut-être, l'autre soir, en ayant annoncé comme actées un certain nombre de mesures que nous allons voir ce soir. Je voudrais savoir quelle est votre conception du fonctionnement de l'institution. Considérez-vous que tout est décidé par avance ? Auquel cas, ce n'est pas notre conception, à nous, du débat démocratique.

Vous ne vous imposez pas, visiblement, de respecter le fonctionnement démocratique de cette assemblée, qui voudrait que nous votions d'abord les choses, en Conseil d'arrondissement, puis en Conseil de Paris. Au fond, pour vous, le débat démocratique, c'est un peu comme un bibelot. On l'époussette, on le montre de temps à autre, et puis on l'oublie. Notez que cela va de pair avec la ville musée que vous proposez. Le débat démocratique dont vous vous enorgueillez va souffrir encore ce soir, sur le compte twitter officiel de la Mairie du 12^e arrondissement, comme à chaque Conseil d'arrondissement. Ce compte est le lieu de votre seule promotion et des seules interventions de la majorité. Voilà ce que je voulais vous dire en préambule. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci beaucoup pour cette intervention. Je crois avoir effectivement évoqué dans l'ordre du jour d'aujourd'hui la création du centre d'hébergement d'urgence sur le bastion de Bercy. Et je crois même avoir employé le futur, voire le conditionnel. Je ne sais plus comment était conjugué le verbe. Mais avec la certitude, effectivement, que cette délibération serait adoptée, parce qu'elle fait consensus au sein de la majorité. J'aimerais qu'elle puisse faire l'unanimité. Je l'ai même dit, dans mon intervention, en disant que j'espérais que ces objectifs devraient nous rassembler.

Je suis désolée si vous avez pris cette intervention comme du mépris. Ce n'était pas mon intention. Madame MONTANDON, allez-y. »

Mme Valérie MONTANDON, Conseillère d'arrondissement :

« Avant de commencer, Madame la Maire, il me semble aussi que vous avez énuméré des noms pour des futurs équipements sportifs que nous allons bientôt voter à la fin, sous forme de vœux. Par conséquent, il n'y avait pas que le centre de réfugiés. De mémoire, il y avait d'autres points.

Sous cette mandature, vous avez la fâcheuse tendance à tout morceler. Nous pensons que c'est d'abord une stratégie de déplacements qu'il conviendrait d'adopter, et non une succession de plans. Le plan pour cycliste, le plan pour piéton, le plan anti-voitures, etc. Les objectifs de la politique de déplacement doivent s'exprimer en termes de facilitation du développement économique et social et de diminution

indispensable de la pollution et du bruit, plutôt qu'en termes de diminution de tel ou tel moyen de déplacement.

Nous sommes favorables aux cinq principes évoqués dans cette délibération, ayant pour finalité d'évoquer le déplacement des piétons dans Paris. Cependant, nous attirons votre attention sur plusieurs points.

Tout d'abord, la mauvaise qualité de la voirie, avec des très nombreux nids de poules, des trottoirs ou des places dégradés, qui vous sont souvent d'ailleurs mentionnés par les habitants, et qui ne sont pas rénovés. Je donnerai pour exemple seulement celui de la place Henri Frenay, que j'ai eu l'occasion de vous signaler déjà au dernier Conseil d'arrondissement, à travers une question orale. Et je laisserai ma collègue, Isabelle TAVAUX, revenir en détail sur ce point primordial.

Je souhaitais aussi attirer votre attention sur l'encombrement de certains trottoirs, en raison de dépôts d'encombrants récurrents, pour ne pas dire quotidiens. Vous y faites référence dans ces délibérations avec pour seule solution la répression. Il y a aussi des solutions plus conciliantes, comme par exemple la gestion des dépôts d'encombrants par les bailleurs sociaux lorsqu'il s'agit d'une grande résidence. Je prendrai comme exemple les dépôts d'encombrants devant le portail du 42 rue Sibuet, qui empêchent le cheminement correct des piétons. Ce dépôt pourrait être évité par la mise en place d'un espace dédié au sein de la résidence, avec un accord et en collaboration bien sûr avec le bailleur social. En l'occurrence, la RIVP dans le cas que je viens de mentionner.

Si nous approuvons les objectifs du plan, cela ne veut pas dire que nous approuvons tous les projets mentionnés dans cette délibération. Comme celui, par exemple, des berges de Seine. Mais, à ce sujet, je sais que vous avez toujours refusé notre projet alternatif de création d'un cheminement sous forme de ponton, du port de l'Arsenal, jusqu'à Bercy-Charenton. Mais peut-être pourriez-vous vous pencher sur ce projet dans le cadre du plan piéton, car il remplit les objectifs énoncés.

Enfin, dans le projet de rénovation de la place de la Nation, nous réitérons, avec une très forte vigilance, la nécessité d'optimiser l'intermodalité de la gestion des flux des voyageurs, ainsi que l'accès pour les voyageurs en situation de handicap. Et justement, à ce sujet, qui est primordial, Franck MARGAIN vous interpellera aussi sur la place des personnes en situation de handicap et des autres oubliés de votre stratégie piéton.

Nous voterons positivement cette délibération, en espérant que nos remarques constructives soient considérées. Merci. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci. Dans la logique de vos interventions, vous allez enchaîner, si j'ai bien compris. D'accord. Donc, Madame TAVAUX. »

Mme Isabelle TAVAUX, Conseillère d'arrondissement :

« Merci Madame la Maire. Nous voulons tous une ville où il fait bon vivre, se promener et respirer. Mais si le but est bien, comme vous l'évoquez dans cette délibération, de rééquilibrer les espaces au profit des piétons et des cyclistes, cela ne veut pas dire non plus de ne mettre que des piétons. Ou, encore moins, que des vélos, qui mettront eux-mêmes en danger les piétons.

Vous parlez également de développer les circulations douces. Mais cela ne veut pas dire supprimer la voiture complètement, comme cherche à le faire Madame HIDALGO. Vous parlez également de rendre la ville plus accueillante. Mais cela ne veut pas dire faire fuir les habitants, les gens qui travaillent et toute l'économie d'une cité. Les fermetures temporaires à la circulation rencontrent un franc succès, dites-vous, mais

pas les fermetures définitives. Même Manuel VALLS a critiqué ces méthodes. Regardez les bouchons sur les quais.

Vous évoquez également le fait de favoriser la diversité d'usages de la rue. Cela passe par un renforcement de la sécurité. Sécurité routière, certes, mais également la sécurité du citoyen. Il ne suffit pas de dire : « N'ayez pas peur ». Développer l'utilisation du domaine public, c'est aussi avoir une voirie en bon état - Madame MONTANDON l'évoquait tout à l'heure -, des trottoirs dignes de ce nom, et non pas dangereux. Nous avons plusieurs exemples qui ont été notés, par de nombreux habitants dans l'arrondissement. Par exemple, dans le quartier de Bercy, cher à mon cœur, la rue François Truffaut, juste en face du centre d'animation où les dalles sont cassées depuis bien des mois. Ou encore, 26 rue du Rendez-Vous, dans une rue commerçante comme la rue du Rendez-Vous, des trous qui ne sont pas rebouchés, rue Joseph Chailley, et bien d'autres exemples encore.

Le service dans ma rue ne doit donc vraiment pas être efficace. Celui-ci pourrait être vraiment élaboré pour permettre de traiter des problèmes. Ce qui n'est vraiment pas le cas, en ce moment. Nous sommes bien sûr d'accord pour redonner vie à la rue, la rendre chaleureuse, accueillante. Mais la qualité piétonne ne repose pas uniquement sur la disparition des véhicules. Paris est une capitale internationale, la plus visitée de par le monde. Ce ne peut être une ville sans voiture, encore moins une ville où les usagers sont pris en otage. Mais nous en reparlerons avec la délibération suivante. Merci beaucoup. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci. Monsieur MARGAIN, si j'ai bien suivi. »

M. Franck MARGAIN, Conseiller d'arrondissement :

« Nous vous remercions de l'attention que vous nous portez. Concernant ce plan piéton, on est bien évidemment très heureux de voir que vous vous souciez des piétons, mais je dois dire que, comme souvent dans vos services, on a un plan qui est beaucoup autour de la communication. Un plan où la communication me paraît assez forte, et le fond assez faible. Beaucoup d'oublis, et personnellement, je trouve des oublis un peu inacceptables.

Nous sommes appelés à délibérer sur un plan où on n'a pas - je ne l'ai pas lu, du moins-, d'équipements de feux piétons pour les non-voyants. Ce sont des choses que l'on voit partout aujourd'hui, dans les grandes villes monde, où l'on se soucie de mettre des feux qui sont souvent sonores. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Madame KOMITÈS, si vous voulez intervenir, vous me demandez la parole. D'accord ? Laissez finir Monsieur MARGAIN. »

M. Franck MARGAIN, Conseiller d'arrondissement :

« Merci de protéger l'opposition, Madame la Maire. Nous sommes rassurés de cette démocratie. Je disais ne pas avoir lu, dans ce plan, que j'ai pourtant lu avec détail, des équipements modernes, sonores pour les non-voyants. Je n'ai pas vu non plus de plan particulier pour l'élargissement des trottoirs et favoriser le passage des personnes porteuses de handicap, notamment des fauteuils roulants. Je n'ai pas non plus vu de création particulière de facilités de toilettes nécessaires dans une très grande ville comme Paris, qui est une ville pleine de tourisme. Et, bien évidemment, de toilettes pour les porteurs de handicap.

Je pense que la Ville de Paris doit se soucier de son attractivité. Toutes les villes monde ont développé des capacités d'accueil pour les populations plus fragiles et plus délaissées. J'ai, encore une fois, essayé de comprendre, mais rien pour les oubliés.

Notre groupe veillera, bien évidemment, à enrichir votre plan, de manière à porter la parole des oubliés. Merci. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci Monsieur MARGAIN. J'espère que cela sera vrai pour l'ensemble des délibérations portées à cet ordre du jour. Attention aux oubliés. Monsieur Nicolas BONNET-OULALDJ. »

M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Conseiller de Paris :

« Merci Madame la Maire. Bien sûr, nous approuvons cette démarche parisienne de stratégie piétonne. Nous sommes à un moment charnière de notre histoire et de notre ville. Soit on fait une ville pour la voiture, ce qui était le cas pendant des centaines d'années à Paris, soit on met l'humain d'abord, au cœur de Paris. Et l'humain, il est d'abord piéton. Je pense notamment aux enfants, aux familles, aux femmes et aux hommes, qui, dès qu'ils sortent de chez eux, sortent d'abord à pied. Et ce qui nécessite d'aménager Paris, pour les piétons, et c'est le sens de cette délibération que nous soutenons pleinement, avec la volonté de réduire la place de la voiture.

Nous en reparlerons tout à l'heure : sur la question du stationnement, nous pensons que, bien sûr, il faut réduire la place de la voiture. Mais il faut des solutions rapides, des alternatives, et notamment sur la question des transports en commun. Je pense au métro, au RER, au bus. Mais aussi, on en parlera tout à l'heure, je pense à la question des marchandises et au fret qu'il faudra fortement développer.

Pour en revenir à notre stratégie piéton, je voudrais aussi rappeler l'un des phénomènes qui pose problème dans notre ville. Je pense aux problèmes de harcèlement de rue dont sont victimes de nombreuses jeunes femmes. Ces femmes qui, aujourd'hui, préfèrent le soir prendre un taxi pour rentrer chez elles, plutôt que de rentrer à pied ou par le métro. Nous avons à progresser sur cette question-là, et je sais qu'Hélène BIDARD a posé cette question de l'espace public et du genre. Et ce, pour que les femmes, les jeunes femmes et les familles reprennent place dans notre ville, et que ce ne soit pas seulement, et exclusivement, un espace public occupé par les hommes.

La deuxième chose que je voudrais dire, c'est cette volonté de permettre aux familles de lâcher la main aux enfants, en toute sécurité, dans la rue. Et vous nous avez apporté, dans cette délibération, deux beaux projets, soutenus par les conseils de quartier. Je pense, notamment, à ces projets de rendre la rue aux enfants, rue Bignon, ici, derrière l'Hôtel de Ville, et rue Baudelaire, à côté de l'école maternelle et de l'école primaire. Nous sommes très satisfaits de cette volonté d'aménager la rue pour les enfants.

Nous avons aussi un autre volet qui me tient à cœur, puisque je siége avec vous, Madame la Maire, à l'hôpital des Quinze-Vingts pour les personnes malvoyantes. Et notre quartier, Place de la Bastille, est fortement marqué, avec une résidence d'ailleurs où plus de deux cents personnes habitent et sont malvoyantes. Il y a cette volonté, à travers le réaménagement de la Place de la Bastille, d'aménager la rue avec du mobilier. Mais je pense qu'il faut aller plus loin que le mobilier adapté pour les malvoyants, en faisant de ce quartier un quartier expérimental avec les nouveaux outils que l'on a, des outils numériques. Et le Professeur SAHEL, qui a donné une leçon inaugurale au Collège de France dernièrement, porte fortement la place de l'innovation dans la rue, et le fait de faire du quartier de la Bastille une place expérimentale autour

de l'œil artificiel. Et je pense qu'il faut soutenir fortement ce volet. J'avais déposé un vœu en ce sens au Conseil de Paris.

Bien sûr, nous soutenons la liaison entre la coulée verte, la promenade plantée, les berges de Seine et le bois de Vincennes. Nous savons qu'il y a deux ruptures. Une rupture, place de la Bastille. Et une rupture, en face de Saint-Mandé, qui se termine par un mur. On a le souhait de prolonger cela, le long du lycée Paul Valéry, avec une coulée verte qui va jusqu'au bois de Vincennes. Et c'est très bien.

Cela va dans le sens aussi du sport, puisque la marche est un sport. C'est important pour lutter contre l'obésité, lutter contre les maladies cardiovasculaires. Par conséquent, nous soutenons pleinement la démarche que vous entamez sur la piétonisation à Paris. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci beaucoup. Monsieur NAJDOVSKY, vous êtes inscrit également sur cette délibération, que vous portez au niveau parisien. »

M. Christophe NAJDOVSKI, Adjoint à la Maire de Paris, Conseiller de Paris :

« Oui, merci Madame la Maire. Je voudrais tout d'abord rappeler que cette stratégie Paris piéton vient aujourd'hui au débat après un an d'élaboration et je dirai même de co-élaboration, puisque cette stratégie a été présentée en commission extra-municipale des déplacements, au moins de janvier 2016. Commission dans laquelle siègent toutes les Mairies d'arrondissements et aussi tous les groupes politiques représentés au Conseil de Paris. Les groupes politiques ont été invités, d'ailleurs, à participer pendant toute l'année 2016, pour faire des propositions sur cette stratégie Paris piéton. On était dans une méthode de co-élaboration, évidemment, également avec les Mairies d'arrondissement, pour aboutir à ce plan qui est présenté aujourd'hui.

Je trouve un petit peu dommage que certains ici, dans l'opposition, cherchent à faire des effets de tribune plutôt que d'avoir participé à ce travail de co-élaboration. Travail qui a duré toute une année, et au sujet duquel on n'a pas vu de propositions pendant toute cette année. On a aujourd'hui plutôt un discours caricatural, qui vise à opposer les piétons, en disant que faire une politique en faveur des piétons, c'est faire une politique anti-voitures. On est pratiquement à la limite de ce discours.

La stratégie Paris piéton consiste tout d'abord à considérer que le piéton et la marche, c'est le premier mode de déplacement à Paris. Loin devant les transports collectifs. La marche représente 68 % des déplacements. On peut dire aussi que ce piéton aujourd'hui mérite qu'on lui accorde la place qui est la sienne, c'est-à-dire premier mode de déplacement. Cela suppose d'avoir une véritable stratégie qui se décline dans un certain nombre d'orientations, et ensuite d'aménagements concrets dans le quotidien. Ce, de manière à faire en sorte que les déplacements et la marche soient valorisés aussi dans l'image qu'ils peuvent véhiculer. Une image de quelque chose de positif et de tout à fait favorable, non seulement au bien-être personnel, mais aussi au vivre ensemble. Et considérer aussi que l'espace public, ce n'est pas simplement un lieu de passage, de transit. Mais c'est aussi un lieu dans lequel on peut se poser. D'où l'importance, aussi, de penser à la question des bancs dans l'espace public, notamment pour les personnes âgées qui n'ont pas le même rapport, par exemple, en termes de distance et de vitesse, que d'autres personnes qui sont plus véloces. Penser la place du piéton, c'est aussi penser à une ville qui est inclusive et qui pense à la place de toutes et tous.

Cela se traduit en un certain nombre d'orientations. Bien évidemment, ce sont des axes routiers à apaiser. Je pense à tous les projets qui sont portés à l'échelle de Paris, et dans le 12^e arrondissement, sur le réaménagement de grands axes de circulation. Mais

aussi le développement d'un réseau de voies à 30 km/heure qui permet une meilleure cohabitation entre les différents modes de déplacement. Ce réseau permet aussi de rendre les déplacements de piétons beaucoup plus sécurisés. Ce sont également des grandes promenades à valoriser. Et notamment la liaison entre la coulée verte et le bassin de l'Arsenal, par la rue Jules César, qui permettra d'assurer une liaison depuis le bois de Vincennes jusqu'au bassin de l'Arsenal, et au-delà, jusqu'aux berges de la Seine. Il s'agit de faire une liaison entre les deux bois, finalement, à l'échelle parisienne, bois de Boulogne et bois de Vincennes, en passant par la promenade plantée et le bassin de l'Arsenal.

C'est, en termes d'orientations aussi, les places à requalifier. Nous avons la chance d'avoir la Place de la Bastille et la Place de la Nation, qui feront l'objet de deux grands projets d'envergure, dont on verra la préfiguration dès cette année. C'est aussi la question des franchissements à faciliter. Franchissement du périphérique, et, en ce sens, nous avons le projet de passerelles entre Paris et Saint-Mandé, au droit de la rue Changarnier, de manière, là aussi, à faciliter la porosité entre Paris et les communes limitrophes. Sans compter, bien évidemment, aussi, le projet de prolongement de la rue Baron le Roy, entre Paris et Charenton.

On peut aussi évoquer le fait de privilégier la vie de la rue. Comme je le disais, la rue, ce n'est pas simplement un lieu où on ne fait que passer. C'est aussi penser la place des enfants dans la ville, avec des projets comme ceux de « la rue aux enfants ». Je pense notamment au réaménagement de la rue Bignon, qui s'inscrit tout à fait dans ce cadre. Ce sont des espaces publics plus accessibles, avec par exemple la sécurisation de traversées. Nous avons un beau projet pour le bois de Vincennes, de la sécurisation de la traversée du carrefour de la Conservation, qui permettra un meilleur accès au cœur du bois, depuis le lac Daumesnil et depuis la Porte Dorée. C'est aussi repenser l'orientation des piétons, avec des repères plus efficaces pour trouver son chemin. C'est découvrir la ville à pied, c'est développer une bonne image de la marche. C'est souligner aussi ces aspects positifs en termes de bien-être, en termes de lutte contre la sédentarité et en termes de santé publique. Rappeler aussi que faire de la marche, 10 000 pas par jour, c'est une heure de marche par jour, et c'est recommandé pour toutes et tous. Pour cela, il faut donner aussi un cadre qui donne envie de marcher, et c'est ce que nous faisons avec cette stratégie piéton.

Un dernier mot, que je dirai dans le droit fil de ma collègue Pénélope KOMITÈS. Sur la question du handicap, tous les feux sont équipés et tous les trottoirs ont été abaissés, ce qui permet donc une parfaite accessibilité. Ou, en tout cas, une accessibilité très grandement améliorée par rapport à ce qu'elle était encore il y a dix ans. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci beaucoup. Monsieur David GREAU, pour répondre, au nom de l'exécutif du 12^e arrondissement. »

M. David GREAU, Adjoint à la Maire du 12^e arrondissement, Conseiller d'arrondissement, rapporteur :

« Merci Madame la Maire. Beaucoup de choses ont été dites. Mais la première chose que je voulais dire, c'est que je suis heureux que cette délibération soit la première que l'on examine cette année. Et qu'elle suscite finalement un tel engouement, puisque, si j'ai bien compris, il y aura un vote positif de l'ensemble des groupes de cette majorité et de l'opposition.

Finalement, ce que je retiens des interventions des uns et des autres, c'est que l'opposition nous ressort les mêmes vieilles antiennes en disant : « Nous ne sommes pas contre les piétons, mais vous êtes contre la voiture ». Or, ce n'est pas du tout ce qui ressort de cette délibération. La question est simplement de faire une place, et une

juste place, à chacun, avec notamment le souci des plus faibles. En l'occurrence, sur l'espace public, le plus faible dans ses déplacements, c'est le piéton, puisque c'est le moins protégé.

Après, je voudrais rappeler simplement une chose. En termes d'occupation de l'espace public, c'est rappelé dans la délibération, 56 % des espaces urbains sont dévolus à la voiture, qui ne représente que 12 % des déplacements. Et, comme l'a rappelé Christophe NAJDOVSKI, 68 % des déplacements se font à pied. Et un automobiliste, une fois qu'il pose sa voiture, il est aussi un piéton comme les autres. Il a donc besoin d'avoir des cheminements qui soient le plus apaisés possible et le plus simples possible.

Je ne vais pas revenir sur l'ensemble des projets qui ont été déjà largement développés, notamment par Nicolas BONNET-OULALDJ et par Christophe NAJDOVSKI. J'ajouterai simplement un petit focus sur les zones de rencontres. Zones sur lesquelles nous avons travaillé avec les conseillers de quartier, avec leur expertise, et qui vont être mises en place cette année, en parallèle des zones 30 que nous avons votées l'année passée.

Je voulais aussi revenir sur la question des désagréments de voiries, des désagréments liés aux encombrements de l'espace public par X et Y, avec des solutions qui sont, sans doute, intéressantes, que vous nous avez proposées. Mais je rappellerai simplement qu'en termes de déchets et de dépôt d'encombrants, il y a énormément de solutions. Paris est très innovante de ce point de vue. Il est extrêmement aisé, sur le 39 75, sur le portail de la Ville de Paris, de signaler les déchets encombrants que l'on souhaite déposer, qui sont ramassés par la direction de la propreté, qui a un numéro, et qui ne sont donc pas verbalisés. Et, très honnêtement, c'est vraiment très simple. Et si ce sont des déchets déjà déposés, il y a l'application « Dans ma rue » qui fonctionne bien, et qui alerte aussi les services.

C'est la même chose pour ce qui est des désagréments que vous avez signalés, nids de poules ou autres. N'hésitez pas à aller les signaler, soit via ces moyens qui sont mis en place par la Ville, soit directement auprès de moi. Je n'ai pas souvenir, pour l'heure, depuis deux ans et demi, d'avoir eu une quelconque alerte de la part des élus de l'opposition. J'en ai eu de la part des habitants, mais de l'opposition, je n'en ai pas souvenir. En tout cas, n'hésitez pas à me les signaler également, on travaille dessus avec la direction de la voirie et des déplacements de manière très régulière.

Je voulais juste rappeler une chose à Monsieur MARGAIN, qui parle de l'attractivité de Paris, et notamment de son attractivité commerciale, et citer un chiffre tout simple qui est que 79 % des achats se font lors des déplacements piétons. Seulement 4 % lors des déplacements en voiture. Si on souhaite développer l'attractivité commerciale des rues de notre arrondissement, il faut permettre un cheminement aisé. Une chalandise, voilà, tout simplement une chalandise. J'ai souvenir, dans un arrondissement qui n'est pas le nôtre, de la rue du Commerce, où il y avait notamment un projet cyclable, mais aussi un projet d'élargissement des trottoirs. Projet contre lequel les commerçants s'étaient positionnés, avec l'appui du Maire d'arrondissement. Ils sont allés bloquer, avec les élus et le Maire d'arrondissement, le démarrage du chantier. Quand on est retournés les voir, un an après, ils n'auraient changé les choses pour rien au monde parce qu'ils ont gagné du chiffre d'affaires, du fait que les cheminements piétons étaient facilités. Donc, l'attractivité commerciale, cela passe aussi par le fait de faciliter les déplacements piétons. Je m'arrêterai là sur cette délibération. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci. Ce fut le cas également boulevard Diderot sous la précédente mandature. Je retiens que Monsieur MARGAIN est favorable à l'élargissement des trottoirs. Je précise, que, quand on élargit les trottoirs, souvent, c'est aux dépens d'autres usages, souvent

des places de stationnement ou des files de circulation automobiles. Je le note pour la suite.

Et, enfin, Madame MONTANDON vous nous invitez à favoriser l'intermodalité et l'accès des personnes à mobilité réduite aux transports en commun Place de la Nation : je vous retourne la question. C'est une compétence du STIF. J'espère bien, effectivement, que la Région Île-de-France entendra les demandes fortes qui ont été exprimées par les habitants pour faciliter l'accès, notamment au RER, qui est compliqué aujourd'hui par les escaliers, et qui rend l'ascenseur très attractif. »

Votants : 25 dont 3 pouvoirs

Pour : 25 voix dont 3 pouvoirs :

11 voix groupe Socialiste Radical et Citoyen dont 2 pouvoirs

03 voix groupe Communiste-Front de Gauche dont 1 pouvoir

05 voix groupe Ecologiste

05 voix groupe Les Républicains

01 voix groupe UDI-MODEM

Contre : 0

Abstention : 0

Délibération adoptée à *l'unanimité* des suffrages exprimés.

(DELIB 12-2017-004 AVIS)

- DVD 20170014 :Municipalisation du stationnement payant 2018 - Mise en place de la redevance de stationnement et forfait de post-stationnement.

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Cette délibération concerne la municipalisation du stationnement payant en 2018, et la mise en place de la redevance de stationnement et forfait de post-stationnement. J'ai deux inscriptions du groupe Les Républicains. Madame ATLAN-TAPIERO, c'est à vous. »

Mme Corinne ATLAN-TAPIERO, Conseillère d'arrondissement :

« Merci. À la lecture de cette délibération, un certain nombre de réflexions me sont venues. Effectivement, depuis 1769, date de l'invention de la machine à vapeur, la voiture n'a cessé d'évoluer, et fort heureusement. Après avoir été très gourmande en carburant, elles deviennent de plus en plus sobres et plus respectueuses de l'environnement, tout en consommant des énergies dites propres. L'automobile est elle aussi résiliente, et ne peut continuer à être considérée comme une intruse par votre majorité dans la ville.

Elle est un élément de modernité. Dans une ville qui évolue, l'automobile de demain a toute sa place. Toutefois, les mesures vexatoires que vous avez cumulées contre les automobilistes, devenus l'ennemi public numéro un de la ville, ne mettent en réalité en avant que le vide des caisses de l'Etat, qu'il faut renflouer, et l'absence de vision de mobilité à l'échelle régionale. Est-ce à dire qu'il n'y a pas de débat et que la Ville entend imposer sa vision ? Vous mettez en avant les transports gratuits, les partages. Notons ici que le déficit d'Autolib' coûtera à tous les Parisiens, y compris ceux qui ne conduisent pas. Et que la mise en place de ces innovations participe en réalité de l'enchérissement de la ville et du prix du foncier. Alors, en réalité, vous voulez faire de Paris une ville musée, alors que Paris a un destin de ville monde, et une agglomération de douze à treize millions d'habitants ne peut continuer à se fermer.

Vous ne pouvez pas continuer également, sous couvert de municipalisation de tel ou tel dossier - en l'occurrence, la municipalisation du stationnement payant -, à augmenter à chaque fois la pression fiscale pour l'usager. Je sais, vous allez nous rétorquer environnement, santé publique, etc. On connaît l'histoire. Mais votre politique d'hostilité envers la voiture n'a pas porté ses fruits et n'a pas amélioré du tout la qualité de l'air. Avec ces mesures, vous avez en tout cas certainement accru votre point de rupture avec les Parisiens les moins aisés, ceux qui n'ont pas les moyens de changer de véhicule ou de deux-roues trop ancien. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci. On vous écoute, Monsieur SEINGIER. »

M. Matthieu SEINGIER, Conseiller d'arrondissement :

« Je vais compléter les excellents propos de mon excellente collègue, en confirmant qu'effectivement, le Maire de Paris a encore menti, puisqu'on avait expliqué qu'il n'y aurait pas d'augmentation de la tarification du stationnement à la faveur de la dépénalisation, et on constate qu'aujourd'hui, stationner six heures coûtera 50 euros, contre 24 euros aujourd'hui.

Ensuite, on a un manque de stratégie cohérente, puisque l'idée de réserver le stationnement de surface de courte durée peut être justifiée, mais il est justifié s'il y a suffisamment de places en sous-sol. Or, actuellement, la Ville ne fait pas d'efforts pour ouvrir des parkings privés. Je pense par exemple à la Cité Villiot. J'y suis allé personnellement, il y a des niveaux entiers de places disponibles. Elles sont, paraît-il,

réservées pour des véhicules de la RATP. Je ne comprends pas qu'on ne puisse pas faire un accord pour ouvrir des nouvelles places de parking, notamment près de la Gare de Lyon.

Enfin, sur le déploiement des agents publics qui vont pouvoir être libérés par le fait que ce soient des sociétés privées qui vont désormais s'occuper de cette mission de verbalisation. Ces 1 600 agents gagnés pourraient être redéployés et préfigurer une véritable police municipale, qui manque tant à Paris. Et non pas les focaliser sur des missions de verbalisation, notamment sur le règlement des terrasses, alors qu'ils pourraient soulager la Police nationale. La Police nationale pourrait alors se concentrer elle-même sur ses missions principales. Merci. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Alors, on a besoin effectivement de réexpliquer un peu certaines choses. On va le faire, peut-être Monsieur NAJDOVSKI, et ensuite Monsieur BONNET-OULALDJ et Monsieur GREGOIRE. Comme vous voulez, je ne veux vexer personne. Monsieur BONNET-OULALDJ, alors. »

M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Conseiller de Paris :

« Je pense que Monsieur NAJDOVSKY sera à même aussi de répondre à quelques réserves. Monsieur GREAU aussi. Peu importe, je voudrais d'abord rappeler à Madame ATLAN-TAPIERO qu'une amende n'est pas un impôt. Quand vous prenez le train, que vous ne prenez pas de billet de train et que le contrôleur vous contrôle et vous met une amende, vous ne parlez pas d'impôt. Donc, ne mettons pas sur un pied d'égalité les amendes et les contraventions du non-respect de la loi, avec les impôts. Parce que, quand vous dites que vous êtes du côté de l'autorité et qu'en même temps, vous êtes contre les amendes, je crois quand même qu'il faut être sincère dans la vie et parler, comme vous dites, de la vérité des choses. Donc, il s'agit d'une délibération sur les amendes, et pas d'une délibération sur les impôts. Cela dit, mon groupe ne participera pas au vote, pour différentes réserves.

Tout d'abord, vous le savez, Madame la Maire, mon groupe a voté contre la « privatisation » du contrôle du stationnement. Et nous pensons qu'une maîtrise publique, pleine et entière, du contrôle du stationnement a toute sa place à Paris. La deuxième chose est que nous pensons qu'il faut bien sûr mettre les amendes à la hauteur, pour éviter des gens qui ne payent pas leur stationnement. Mais, en même temps, nous avons porté plusieurs vœux à différents Conseils de Paris, pour amener des mesures alternatives à la voiture. La Maire de Paris a raison quand elle dit que notre première bataille, c'est la lutte contre la pollution, la lutte contre le diesel, et sortir des énergies carbonées. Et donc, pour lutter contre la pollution et lutter contre le diesel, notre première priorité doit être le développement des transports en commun. C'est-à-dire les bus électriques, les métros, les RER. Et, je l'ai dit tout à l'heure, c'est-à-dire aussi le fret ferroviaire et fluvial pour les marchandises. Nous pensons que, dans cette stratégie, nous mettons beaucoup, et nous appuyons très fort le pied sur le frein pour limiter la place de la voiture. Mais nous n'accélérons pas assez sur les mesures qui accompagnent la transition vers les transports en commun.

Je voudrais vous dire que nous avons eu un débat aussi sur le Charles de Gaulle Express. Le gouvernement vient de voter une loi qui permet de réaliser des travaux pour une ligne qui s'adresse exclusivement aux hommes d'affaires et aux touristes, à 24 € le ticket pour rejoindre l'aéroport Charles de Gaulle à la Gare du Nord et à la Gare de l'Est. Alors qu'à côté, le RER A et le RER B n'ont pour l'instant pas les financements pour répondre aux besoins des Parisiennes et des Parisiens. Voilà une exigence que l'on pourrait porter. Je rappelle que ce sont plusieurs milliards qui seront investis dans le Charles de Gaulle express.

Je voudrais dire aussi que nous avons fait des vœux sur la question d'une tarification sociale du stationnement. On voudrait que ces vœux puissent voir le jour. Viser une progressivité des mesures d'interdiction des mesures diesel, qui permettent à toutes les catégories sociales de contribuer à l'effort nécessaire. Ne plus attribuer des cartes de stationnement aux résidentiels avec des véhicules diesel, qui auront acheté leur véhicule après la promulgation des mesures que l'on a prises.

Je voudrais aussi rappeler qu'aujourd'hui, beaucoup des grosses cylindrées sont encore dans les rues à Paris. Alors, on pourrait très bien revoir un petit peu, à partir des chevaux de ces véhicules, des mesures concernant le stationnement. Bien sûr, on a aussi déposé des vœux sur des dérogations spécifiques. Je pense aux travailleurs de nuit. Nous avons, par exemple, dans le 12^e arrondissement, plusieurs hôpitaux. Pensons à ces infirmiers et à ces infirmières qui travaillent la nuit et qui ne peuvent pas prendre les transports en commun, puisqu'ils sont fermés, et qui viennent en véhicule. Peuvent-ils avoir des dérogations ? Pensons aux postiers, aux gens qui travaillent dans les stations de métro et qui ouvrent les stations de métro. Nous allons poser tout un tas de dérogations dites sociales, pour accompagner ces personnes sur, par exemple, l'achat de véhicules propres. Vous savez qu'aujourd'hui, une voiture hybride, c'est minimum 40 000 euros. Comment un salarié au SMIC peut-il se permettre d'aller vers ce type de véhicule ? Ces questions-là doivent être posées, à l'Etat, à la Région, et la Ville de Paris doit accélérer sur l'ensemble de ces mesures.

Bien sûr, sur le vélo aussi. Nous avons des pistes cyclables. Il faut les multiplier, et il faut permettre le lien avec la banlieue. Aujourd'hui, nous avons des vraies ruptures entre Paris et la banlieue, des pistes cyclables qui ne vont pas en dehors de Paris. On doit aussi avoir l'œil sur le financement de ces pistes cyclables. Nous avons voté un vœu de l'exécutif au Conseil de Paris. Un vœu qui reprend exactement les positions des élus communistes, pour obtenir une hausse du versement transport des entreprises dans les secteurs les plus défavorisés économiquement, soit à l'ouest de Paris. Les zones les plus favorisées, notamment des Hauts-de-Seine, demandent un retour de la TVA sur les transports publics à 5,5 %. Aujourd'hui, la TVA est à 10 %, mesure appliquée par SARKOZY à 7 %, et augmentée par le gouvernement HOLLANDE à 10 %. Nous porterons ces exigences, et tant que nos exigences ne seront pas entendues, nous réserverons notre vote au Conseil de Paris. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci Monsieur BONNET-OULALDJ. Monsieur NAJDOVSKY, puis Monsieur GREGOIRE. Et enfin, Monsieur GREAU. »

M. Christophe NAJDOVSKI, Adjoint à la Maire de Paris, Conseiller de Paris :

« Merci Madame la Maire. Là aussi, je voudrais remettre le contexte de la délibération que nous votons, puisqu'il y a une loi qui s'appelle la loi MAPTAM, qui a été votée en 2014 et qui prévoit, d'ici 2018, que le contrôle du stationnement sera décentralisé au niveau des communes, alors qu'aujourd'hui, pour ce qui concerne Paris, il revient à la Préfecture de police, et donc à l'Etat.

Cette décentralisation du stationnement, cette municipalisation du stationnement a pour conséquence que les communes doivent délibérer sur la mise en place d'une redevance de stationnement et d'un forfait post-stationnement qui va remplacer l'amende. Aujourd'hui, que se passe-t-il à Paris ? On a une amende qui est de 17 €, qui est définie au niveau national. Elle est du même montant, que l'on soit à Paris, avec plus de deux millions d'habitants et 600 000 véhicules qui circulent chaque jour dans la capitale, ou dans une ville de 10 000 habitants, où vous avez des zones bleues où le stationnement est gratuit - en tout cas, quasiment pas payant du tout. Cette grille nationale n'est pas du tout homogène, et n'a pas du tout la même efficacité, que l'on soit dans une ville de 10 000 habitants ou à Paris.

Et, à Paris, 17 € cela représente environ, par rapport à la tarification du stationnement, quatre heures de stationnement. Et que se passe-t-il ? La Préfecture de police effectue ces missions, dont on sait bien aujourd'hui que ce n'est pas sa priorité. En effet, elle se recentre sur des missions de sécurité dans le contexte que tout le monde connaît. C'est bien légitime et nécessaire. Mais, la réalité, aujourd'hui, c'est qu'en l'absence d'un contrôle suffisamment fort et avec un montant d'amende qui n'est pas dissuasif, beaucoup d'automobilistes font le calcul de ne pas payer leur stationnement. Pour le stationnement rotatif, aujourd'hui, on en arrive à un taux de non-paiement du stationnement qui est de 90 %. 90 %, c'est la fraude au stationnement. Aucun service public ne pourrait fonctionner avec un tel niveau de fraude. Si nous avions 90 % de fraude dans les transports en commun, ils ne pourraient pas fonctionner. Si nous avions 90 % de fraude aux impôts, notre pays serait en faillite.

Il n'y a pas de fatalisme à ce que l'on accepte que la fraude au stationnement, qui est une incivilité, qui est un comportement de non-respect de la vie en collectivité, soit quelque chose qui perdure. C'est la raison pour laquelle nous devons revoir le fonctionnement, à la fois du contrôle et le montant des amendes, pour lesquelles nous devons aussi fixer un montant nouveau. Le montant proposé pour Paris correspond grosso modo au même montant que les amendes dans les transports collectifs. On est sur des niveaux qui sont très inférieurs à ceux d'autres grandes capitales européennes. À Barcelone, l'amende est à 90 euros ; à Londres, elle est à 96 euros ; et dans d'autres villes de France, elle sera du même montant qu'à Paris. Tout simplement, parce que c'est une politique de gestion de l'espace public dont il s'agit. L'objectif premier de cette délibération et de cette réforme, c'est de retrouver une bonne gestion de l'espace public, de faire en sorte qu'il y ait de la rotation des places. Qu'on évite ce stationnement ventouse, avec les gens qui font ce calcul de ne pas payer de stationnement. Donc, qu'il y ait paiement du stationnement, qu'il y ait rotation des places, qu'il y ait disponibilité des places en surface, notamment pour les artisans et les commerçants qui ont besoin de ces places de stationnement pour venir travailler dans Paris.

Etc'est ainsi que l'on évitera aussi des phénomènes de stationnement en double file qui sont très préjudiciables, notamment à la sécurité routière, et en particulier celle des piétons, et notamment des enfants. Quand un enfant traverse, qu'une voiture est stationnée en double file, comme il n'est pas plus haut que la voiture, on ne le voit pas. Et donc, il risque d'être renversé parce qu'il y a des comportements d'incivilité qui sont dus au stationnement en double file, mais peut-être aussi parce qu'une voiture est stationnée pendant des heures, et qu'elle n'a pas payé son stationnement, alors que la place pourrait être rendue libre. Tout ceci a des conséquences sur la gestion de l'espace public. Par conséquent, le premier objectif de cette délibération est d'avoir une bonne gestion de l'espace public.

Cela n'empêche pas, pour autant - et je réponds aussi à l'interpellation des élus communistes -, de développer les transports collectifs. Près d'un milliard d'euros investis dans cette mandature, d'ici 2020, dans le développement de l'offre de transports collectifs. Le financement du prolongement de la ligne 14, le financement du prolongement de la ligne 11, le financement du prolongement du RER E Eole, le financement du prolongement du tramway à la Porte Dauphine... Nous aurions souhaité aussi financer le prolongement du tramway à Nation, mais le STIF, aujourd'hui présidé par Madame PECRESSE, ne donne pas suite à notre demande. Nous finançons des projets de bus à haut niveau de service sur les quais hauts de la Seine, sur la Rocade des gares qui passent tous les deux par le 11^e arrondissement. 150 millions d'euros pour le plan vélo, avec, en 2017, beaucoup de projets de franchissement des portes. La politique de mobilité ne se résume pas simplement à ces questions de stationnement. Il faut la regarder d'un point de vue global, et, bien évidemment, il y a aussi, parallèlement, le développement des alternatives à l'usage de la voiture individuelle. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci Monsieur NAJDOVSKI. Monsieur GREGOIRE. »

M. Emmanuel GREGOIRE, Conseiller de Paris, Adjoint à la Maire de Paris :

« Merci beaucoup, Madame la Maire. Votre adjoint, David GREAU, reviendra évidemment sur quelques éléments d'explication et de pédagogie, puisque manifestement, il y a des incompréhensions qui ont été évoquées, notamment par l'opposition. Il n'a jamais été question d'augmenter les tarifs de stationnement, puisqu'il n'existait pas de stationnement autorisé de six heures. C'était deux heures maximum. Et, évidemment, comme nous nous y étions engagés, les tarifs sur les deux premières heures ne changent pas. Il est faux de dire que les tarifs ont augmenté, mais également d'essayer d'engager une confusion sur la fiscalité, comme l'a excellemment dit Nicolas BONNET. Comparer des amendes et de la contravention à de la fiscalité est simplement contraire au principe de respect des lois et de régulation de l'application des lois dans notre pays. Un trafiquant de drogue qui est condamné à une amende est-il lourdement fiscalisé par L'Etat ? C'est vraiment contraire aux principes élémentaires du droit.

Je voulais intervenir, sur, là aussi, ce qui semble être une confusion. Mais j'espère qu'en la levant, on obtiendra votre soutien. Il s'agit du devenir des 1 600 ASP qui sont transférés à la Ville dans le cadre de la réforme du statut de Paris. D'abord, se féliciter qu'hier soir, est intervenu le vote définitif de la loi à l'Assemblée Nationale sur l'évolution du statut de Paris. Evolution qui permet de récupérer un certain nombre de compétences de droit commun communales, qui, pour des raisons historiques sur lesquelles on est revenus plusieurs fois ici, avaient été transférées à l'Etat, au détriment de la mise en cohérence des politiques municipales.

Nous allons récupérer plus de 2 100 agents, parmi lesquels 1 600 ASP qui, aujourd'hui, étaient en charge du contrôle du stationnement gênant et payant. Ils continueront à s'occuper du stationnement gênant, puisque que cela restera une compétence exclusive des communes. Par conséquent, il n'est pas question de privatisation, mais simplement d'externalisation de la partie qui relève du stationnement payant. Et précisément, cela a été dit à maintes reprises, et je suis surpris que cela n'ait pas été entendu, ils seront réorientés sur des missions prioritaires de lutte contre les incivilités, dans de très petites proportions. Vous avez cité les terrasses, mais, par exemple, sur un sujet qui faisait l'actualité encore ce matin, la lutte contre les locations professionnalisées d'appartements, dont Ian BROSSAT, adjoint d'Anne HIDALGO en charge du logement, ne cesse de dénoncer l'effet pervers pour le logement des Parisiens. Parce que des gens se sont professionnalisés dans la location pirate de logements qui devraient relever du logement des Parisiens, c'est-à-dire des gens qui vivent dans notre ville.

Mais également pour renforcer ce qu'on appelle la Brigade de lutte contre les incivilités. C'est une brigade de renforcement précisément pour décharger la Police nationale de ce type de missions en matière de lutte contre ce qui fait la pollution du quotidien, que ce soient les dépôts d'ordures et de détritiques n'importe comment dans les rues, les jets de mégots. Toutes ces petites infractions qui polluent beaucoup l'espace public, et qui, justement, contribuent à détourner la Police nationale de ses missions principales. L'important, c'est que les missions soient remplies et que la Police nationale puisse se reconcentrer sur ses missions d'ordre public, grâce à la réforme du statut de Paris. Et, grâce à la réforme pilotée par Christophe NAJDOVSKI et David GREAU dans le 12^e arrondissement, nous pourrons le faire très efficacement dans les mois à venir. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci. Avant David GREAU, Madame ATLAN-TAPIERO m'a demandé la parole, même si elle ne s'était pas inscrite auparavant, mais je la lui laisse avec plaisir.

Mme Corinne ATLAN-TAPIERO, Conseillère d'arrondissement :

« Merci. Je voudrais juste intervenir d'un mot, parce que je pense que mes propos ont mal été interprétés. Je ne conteste pas qu'il puisse y avoir une amende lorsqu'on ne paye pas. Mais, lorsque vous nous présentez une délibération dans laquelle vous nous dites qu'il ne s'agit plus d'un droit de stationnement, mais d'une redevance... La redevance s'apparente, effectivement, dans la mesure où elle est payée à l'Etat, à une taxe. Excusez-moi, quand je parle de droit de stationnement, je ne parle pas des amendes. J'ai mis l'accent sur l'augmentation du coût du stationnement. C'est tout. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Monsieur David GREAU va vous répondre. Mais, en ce qui concerne le coût du stationnement à l'heure, il n'augmente pas, justement. »

M. David GREAU, Adjoint à la Maire du 12^e arrondissement, Conseiller d'arrondissement, rapporteur :

« Merci Madame la Maire. Et, merci à l'ensemble des intervenants sur cette délibération. Je dois avouer que je ne pensais pas qu'elle susciterait un tel débat, puisque c'est une délibération, somme toute, assez technique, pour qui veut bien la lire dans le détail. Puisqu'effectivement, il n'y a pas d'augmentation des tarifs du stationnement. Cela a été rappelé à maintes reprises. On est simplement dans une modalité d'application de notre règle commune, du vivre ensemble dans Paris, et de l'occupation de l'espace public.

Cela a été dit, l'amende fixée au niveau national à 17 euros, cela n'est pas dissuasif. Un automobiliste rationnel qui fait un calcul aura, vraisemblablement, tout intérêt, ou en tout cas toute volonté, de ne pas payer son stationnement en se disant : « Je prends le risque de me prendre une amende à 17 euros, finalement, ce n'est pas si cher payé, plutôt que de m'acquitter de mon stationnement ». Ce qui fait que - les chiffres ont été rappelés - plus de 90 % du stationnement rotatif n'est pas payé. De fait, ce sont 300 millions d'euros tous les ans qui échappent à la Ville de Paris et à l'Etat, pour des occupations de l'espace public, qui, elles, sont bien réelles. Il s'agit simplement de faire respecter la règle.

Je pense, au contraire, qu'on a de grandes avancées, y compris pour les automobilistes, quoique vous en pensiez, dans cette délibération. En effet, nous généralisons le paiement par Smartphone, avec une alerte au moment où l'automobiliste approche du dépassement de son ticket de stationnement. La possibilité de recharger à distance sa limite de stationnement, dans la limite des six heures. Justement, l'extension des six heures de la redevance de stationnement, qui est une vraie nouveauté, un vrai progrès, je pense, y compris pour les touristes. Vous parliez, Monsieur MARGAIN, tout à l'heure, d'attractivité, et justement, le touriste pour qu'il puisse être piéton, s'il vient en voiture à Paris, il faut qu'il puisse poser sa voiture. S'il pose sa voiture, et qu'on ne lui donne pas la possibilité de la stationner assez longtemps pour qu'il puisse aller se promener, il aura tendance à faire deux choses. Soit ne pas payer son stationnement, ce qui est le cas de 90 % actuellement des stationnements rotatifs. Soit il aura tendance à dépasser le stationnement qu'il aura acquitté.

Je rappelle également les chiffres, puisque les chiffres ont été cités en termes de tarifs. Les tarifs n'augmentent pas, ils restent de 2,40 euros la première et la deuxième heure, comme c'est le cas actuellement dans le 12^e arrondissement. Le forfait post-

stationnement, qui remplace l'amende, est pour le 12^e arrondissement fixé à 35 euros, et non pas 50 euros, comme vous l'avez dit. Ce qui correspond au montant cumulé de ces six heures de stationnement. Ce montant de l'amende est défalqué du ticket de stationnement éventuellement déjà apposé sur le pare-brise et qui aurait été dépassé. En outre, nous avons, pour les plus civiques des gens qui seraient pris en faute, une minoration de 30 % de ce forfait post-stationnement, si c'est réglé dans les 72 heures. Ce qui veut dire que la volonté de la Ville de Paris, c'est simplement de faire payer l'usage de l'espace public dans les règles. Là, ce qu'on permet, c'est justement à l'automobiliste qui aurait dépassé son ticket, ou qui n'aurait pas payé son stationnement, de régler ce qu'il doit pour l'occupation de l'espace public. Ce n'est pas plus compliqué que cela.

J'ajouterai aussi que nous avons maintenu et amplifié les facilités de stationnement pour les professionnels, qui, effectivement, ont besoin de leur véhicule. Que ce soit sur des stationnements à la journée où ils bénéficient du tarif résident, ou des stationnements fractionnés où ils pourront stationner pour la somme de 50 centimes par heure. Ce qui est nettement moindre que les tarifs, et du centre de Paris, et du 12^e arrondissement, là où, effectivement, l'usage de l'automobile est un besoin qui répond aussi aux besoins des Parisiens, nous facilitons l'accès. Nous avons également élargi la gratuité du stationnement à de nouveaux véhicules, notamment les véhicules au gaz, ce qui est également une piste pour les professionnels qui pourraient remplacer leur vieux véhicule diesel - ce sont les seuls qui bénéficient d'un dégrèvement d'impôt encore à l'heure actuelle - par des véhicules à gaz, qui sont nettement moins polluants et moins émetteurs de particules fines.

Madame ATLAN-TAPIERO, peut-être que vos propos sont mal interprétés. Mais, moi, ce que j'ai compris de votre intervention, c'est que vous reprenez à votre compte un adage qu'un ancien Président de la République avait mentionné, et qui ne lui avait pas porté chance par ailleurs : « L'environnement, ça commence à bien faire, et la santé des Parisiens, ça commence à bien faire ». C'est un peu ce que j'ai compris quand vous dites qu'il s'agit de mesures vexatoires, qu'on veut faire une ville musée. Cela n'a rien de vexatoire. Je ne connais aucun maire de droite qui souhaiterait laisser faire n'importe quoi sur son espace public, et qui laisserait faire là où le stationnement est payant, parce qu'il en a décidé ainsi et parce que la collectivité en a décidé ainsi. Je ne connais aucun maire de droite qui dirait : « Ne vous inquiétez pas de votre stationnement parce que je tolère ». Non, ce n'est pas comme cela que cela fonctionne. Ni, dans les mairies de droite, ni à Paris. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci beaucoup. Pour compléter la réponse que vous évoquiez, Monsieur SEINGIER a dit qu'il y avait des parkings de nos bailleurs qui ne seraient pas remplis pleinement, et vous avez raison. C'est d'ailleurs pour cela que l'on a lancé une réflexion, avec ces bailleurs, pour mieux les ouvrir. Parce qu'en fait, les locataires sont de moins en moins propriétaires d'une voiture. Contrairement à ce que j'ai cru entendre, avoir une voiture pour se déplacer coûte beaucoup plus cher que de se déplacer en transports en commun, en vélo ou à pied. Et, effectivement, on a un taux de remplissage des parkings souterrains de nos bailleurs qui est très faible.

Par conséquent, nous avons enclenché une réflexion avec eux pour mieux les ouvrir aux habitants du quartier, à des tarifs accessibles, sans remettre en question les sujets de sécurité de la résidence. Cela suppose parfois des aménagements, et réserver peut-être un étage aux résidents, et les autres étages à des publics extérieurs. Mais c'est une réflexion que nous avons enclenchée, et je sais que ça avance, notamment avec Paris Habitat. C'est effectivement une bonne suggestion, et je me permets de le souligner quand vous faites des remarques constructives. »

Votants : 23 dont 2 pouvoirs

Pour : 17 voix dont 2 pouvoirs :

12 voix groupe Socialiste Radical et Citoyen dont 2 pouvoirs
05 voix groupe Ecologiste

Contre : 05 voix groupe Les Républicains

Abstention : 01 voix groupe UDI-MODEM

Le groupe Communiste-Front de Gauche ne prend pas part au vote.

Délibération adoptée à **la majorité absolue** des suffrages exprimés.

(DELIB 12-2017-005 AVIS)

- DPE 20170020 : *Expérimentation de la collecte des déchets alimentaires (2^e et 12^e) - Convention de mécénat avec la société NOVAMONT.*

Mme Valérie MONTANDON, Conseillère d'arrondissement :

« Je vais faire un résumé et intervenir pour l'ensemble de mes collègues. Simplement pour vous dire qu'en fait, nous voterons favorablement cette initiative qui sera expérimentée dans le 12^e arrondissement. Nous voulions aussi, notamment, saluer le changement de mentalité des élus du groupe des Verts qui, finalement, ont modifié une certaine position en acceptant le concept de la publicité.

Ce procédé fait quand même un petit peu partie de la famille du *naming*, même si je sais que c'est un procédé peut-être un petit peu différent, à une échelle différente aussi. Mais il appartient tout de même à la même famille et, finalement, à travers cette délibération, c'est un peu ce processus qui est lancé. C'est finalement une mise à disposition gratuitement de matériel par une société, en échange d'une publicité sur des sacs ou sur d'autres supports. Voilà, nous voterons bien sûr cette délibération. Comme quoi, tout peut arriver. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Ce n'est pas bien de provoquer comme cela, Madame MONTANDON. Je ne suis pas sûre que cette intervention appelle une quelconque réponse. Quelques mots, Madame CHOPIN GENET ».

Mme Florence CHOPIN GENET, Adjointe à la Maire du 12^e arrondissement, Conseillère d'arrondissement, rapporteure :

« Une petite réponse, simplement, pour vous dire que cette délibération, ce n'est pas de la publicité. Mais c'est une convention de mécénat, comme vous l'aurez noté, avec la société NOVAMONT. Dans le cadre de la défense de l'environnement, du développement durable et de l'économie circulaire, cette société offre gratuitement à la Ville de Paris 80 000 seaux et six millions de sacs pour un montant de 273 100 euros. En fait, c'est une primo-dotation qui permettra une autonomie de dix mois. Comme cela a été fait dans des villes comme San Francisco ou Milan.

Cela permettra le lancement plein et effectif de la collecte. La contrepartie, effectivement, comme vous le notez, est réduite, avec le logo sur la face des bio-seaux et des bio-sacs, conjointement, bien évidemment, avec celui de la Ville de Paris. Le nom de la société sera mentionné dans le dossier de presse, lors d'une conférence de presse organisée par la Ville de Paris et à l'occasion du lancement de la collecte.

Pour terminer, je tiens à vous dire que, Madame la Maire, moi-même et toute l'équipe municipale sommes fiers d'être pilotes de cette expérimentation de la collecte des déchets alimentaires dans notre arrondissement. Nous assumons pleinement ce projet, qui s'intègre parfaitement dans l'objectif parisien zéro déchet à l'objectif 2025, qui est une exigence pour la valorisation des déchets et nécessaire pour le développement durable ».

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci beaucoup. »

Votants : 26 dont 3 pouvoirs

Pour : 26 voix dont 3 pouvoirs :

12 voix groupe Socialiste Radical et Citoyen dont 2 pouvoirs

03 voix groupe Communiste-Front de Gauche dont 1 pouvoir

05 voix groupe Ecologiste

05 voix groupe Les Républicains

01 voix groupe UDI-MODEM

Contre : 0

Abstention : 0

Délibération adoptée à *l'unanimité* des suffrages exprimés.

(DELIB 12-2017-006 AVIS)

- DLH 20170051 : Bastion de Bercy (12^e) - Création d'un centre d'hébergement d'urgence - Autorisations d'urbanisme.

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Il y a un vœu qui est rattaché. Je vous propose, Madame MONTANDON, d'intervenir et de présenter votre vœu. »

Mme Valérie MONTANDON, Conseillère d'arrondissement :

« Merci Madame la Maire. La question de l'afflux des réfugiés et de migrants en France, comme en Europe, est un sujet complexe et grave sur le plan humanitaire. Des hommes, des femmes et des enfants abandonnent leur pays pour fuir la guerre et l'horreur. Ils risquent leur vie, dans des traversées hasardeuses, organisées par des passeurs qui profitent de leur détresse. La complexité de cette crise fait que nous ne pouvons pas nous prévaloir de certitudes, ni de réponses toute faites. Tout comme vous, nous sommes aussi préoccupés par l'accueil des personnes sans-abris, en cette période de grand froid. Je tenais à souligner l'exemple de la Mairie du 1^{er} arrondissement, qui, sous l'impulsion de son Maire, Jean-François LEGARET, et avec la coopération d'associations telles qu'EMMAÛS, ouvre ses portes aux sans-abris. Chaque hiver, ils leur offrent un toit. Cette initiative, unique à Paris, est une solution qui nous paraît adaptée et que nous saluons. Accueillir les réfugiés dans la dignité est tout à l'honneur de la France.

Mais la création du centre d'accueil ou d'hébergement d'urgence, comme c'est le cas dans cette délibération, ne peut se faire qu'à condition que la politique nationale soit ferme et efficace. Ce qui est loin d'être le cas. Il faut d'abord qu'il y ait une distinction entre les réfugiés qui sont des demandeurs d'asile et qui fuient leur pays en guerre, et les migrants économiques qui sont des personnes qui cherchent, en venant en Europe, de meilleures perspectives économiques. Ces derniers n'ont pas forcément leur place en France et en Europe, et ont vocation à retourner dans leur pays d'origine. Nous avons eu ce débat en Conseil d'arrondissement, lors d'un vœu déposé par la majorité fin 2015, et les réponses de l'exécutif étaient de ne pas faire cette distinction entre les réfugiés dépendant du statut des demandeurs d'asiles et les migrants économiques. Ce qui est, pour nous, irresponsable. Aujourd'hui, je vous interroge : votre position a-t-elle évolué depuis ?

La deuxième condition est une plus grande fermeté. Elle est la reconduite à la frontière de ceux qui ne peuvent pas prétendre, justement, à l'asile politique. Neuf déboutés sur dix restent en France. Cela représente 50 000 personnes par an. Votre majorité gouvernementale a tout fait pour rendre l'éloignement encore plus difficile administrativement avec le texte du gouvernement, la circulaire Valls qui a rendu largement inopérante la procédure de placement en centre de rétention.

Enfin, la troisième condition est l'accélération des procédures d'asile, afin que les traitements des dossiers ne se comptent pas en mois, mais en jours.

Sans ces trois conditions, et sans une politique claire, efficace et ferme, multiplier les centres d'accueil et d'hébergement d'urgence est peine perdue. Et c'est justement ce qui se passe déjà avec le centre d'accueil du 18^e arrondissement. Quelques semaines après son ouverture, le centre d'accueil est déjà saturé, et des installations de fortune ont vu de nouveau le jour à Paris. Nous vous avons alertée sur le risque que ce centre connaisse un engorgement rapide, qui conduirait inexorablement à la réinstallation de campements sauvages, si les conditions que j'ai énumérées précédemment n'étaient pas mises en place. Il s'agit d'un constat d'échec, duquel vous ne semblez pas tirer les conséquences. Pour éviter la saturation du centre d'hébergement d'urgence, et pour en faire bénéficier les réfugiés qui, eux, peuvent prétendre à l'asile politique, il devient

plus que jamais urgent qu'une politique de fermeté accompagne la reconduite à la frontière des migrants économiques, qui ne peuvent bénéficier de l'asile.

En ce qui concerne la forme, et c'est pour cela que nous avons déposé un vœu, cette délibération arrive juste après la fermeture de l'enquête publique de Bercy-Charenton. Je précise que cette enquête publique a connu une très forte mobilisation de la part des habitants, qui ont argumenté de façon très significative leur contribution. Profiter du calendrier de l'enquête publique aurait été un gage de concertation. Vous aviez, en effet, la possibilité de recueillir l'avis des habitants, mais vous ne l'avez pas saisie. Ce n'est pas la première fois que la concertation est une façade. J'anticipe votre réponse, qui consistera à dire que cette installation est temporaire. Mais nous savons que le temporaire signifie souvent, chez vous, définitif.

C'est pour ces raisons qu'à travers ce vœu, nous vous demandons aussi de bien vouloir rouvrir l'enquête publique afin de recueillir l'avis des habitants. Pour toutes les raisons évoquées précédemment, nous nous abstenons sur cette délibération. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci. J'ai les trois présidents de groupe qui ont souhaité s'exprimer. J'imagine, à la fois sur le vœu et sur la délibération. »

M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Conseiller de Paris :

« Évidemment, nous voterons pour cette délibération, et contre le vœu que présentent Valérie MONTANDON et le groupe de l'opposition. Nous sommes en pleine situation de plan grand froid, avec beaucoup de personnes qui sont mises à la rue. Vous savez que les élus communistes, dans beaucoup de municipalités, se mobilisent tous les ans, d'abord contre les exclusions locatives - et on ne peut pas dire que c'est la même chose des autres élus. D'ailleurs, j'ai des collègues qui ont été mis devant les tribunaux pour cela : pour empêcher que des gens soient mis à la rue. Vous imaginez ! Notre priorité, d'abord, c'est que personne ne soit à la rue. Nous avons, avec Ian BROSSAT et Dominique VERSINI, au Conseil de Paris, engagé la volonté de construire et de continuer à construire à la fois des hébergements d'urgence. Cela a été le cas dans le bois de Boulogne, dans le 16^e arrondissement, malgré la fronde des élus d'opposition, des riverains, avec des propos odieux vis-à-vis de la Préfète, vis-à-vis des élus. On aurait pu s'en passer. Je pense que tous les Français ont vu ça à la télé.

Je crois qu'aujourd'hui, quand on voit les températures qu'il fait dehors, et on voit des personnes dans la rue, on peut se satisfaire qu'il y ait des élus qui ne lâchent rien et qui continuent à répondre à ces exigences que tout le monde ait un toit, parce que c'est un droit. Alors, cette délibération tombe bien. Cela montre à quel point le 12^e arrondissement a une politique solidaire, une politique humaine et fraternelle. Et donc, bien sûr, nous voterons cette délibération, et nous nous en félicitons.

Cela dit, je pense que la question n'est pas que dans l'urgence, parce que les personnes sont à la rue toute l'année, et pas seulement quand il fait froid. La question à laquelle nous sommes confrontés, c'est l'application des droits dans notre société. Le droit au logement est un droit : la loi DALO. Je reçois, personnellement, en permanence dans cette Mairie, tous les quinze jours, des demandeurs de logement qui viennent avec leur statut de droit au logement opposable DALO, et qui n'ont pas de solution. Cette politique d'urgence doit s'accompagner d'une politique de construction de logements sociaux. Nous sortirons des gens de la rue par deux volets : la lutte contre la misère par l'emploi, la lutte contre les exclusions locatives, et la construction de logement social. C'est en cela que le groupe communiste continuera de travailler au Conseil de Paris et dans les instances nationales. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci beaucoup. Monsieur GREAU. »

M. David GREAU, Adjoint à la Maire du 12^e arrondissement, Conseiller d'arrondissement :

« Merci Madame la Maire. Je souscris à ce que vient de dire mon collègue Monsieur BONNET. Sans entrer sur le fond des sujets qui nous sont présentés ici, je voulais juste revenir deux minutes sur la forme. J'aimerais simplement qu'on s'évite, dans ce Conseil d'arrondissement, de faire l'exégèse de la politique du gouvernement à chacune des occasions qui nous est donnée. C'est ce que vous avez fait longuement, Madame MONTANDON, j'en suis désolé. En tout cas, c'est comme cela que j'ai compris votre intervention.

Et arrêter de proposer les solutions de tel ou tel candidat. Je sais que nous sommes en période électorale, que nous nous en approchons. Mais je souhaiterais que l'on puisse, à minima, s'éviter ce genre de choses. Qu'on puisse parler du fond des délibérations, ce qui n'était pas forcément toujours le cas ici. Qu'on évite de mélanger les sujets, ce qui n'était pas forcément le cas dans votre intervention. Et donc, je le regrette, et j'aimerais que ce ne soit pas le cas sur l'ensemble de ces délibérations. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci beaucoup. Monsieur GREGOIRE. »

M. Emmanuel GREGOIRE, Conseiller de Paris, Adjoint à la Maire de Paris :

« Oui, merci beaucoup, Madame la Maire. Quelques observations. D'abord, pour féliciter Madame la Maire du 12^e arrondissement, la Mairie de Paris, Dominique VERSINI, Ian BROSSAT, qui sont mobilisés depuis plusieurs mois, plusieurs années, mais avec une crise plus particulière ces derniers mois, pour faire face à l'afflux de réfugiés, très important, qui viennent de terrains de guerre. Et, il faut le reconnaître, aussi parce qu'il continue à y avoir des arrivées qui concernent plus l'immigration économique. On a une divergence de fond, c'est qu'entre ceux qui fuient la guerre et ceux qui fuient la faim, nous ne considérons pas que c'est à nous de choisir et de faire le tri, et nous l'assumons. C'est une divergence, que l'on peut tout à fait assumer.

Mais je voudrais vous convaincre que vous faites erreur, lorsque vous reprochez au gouvernement de ne pas mettre à exécution les OQTF, ou de dénoncer les difficultés d'instruction de demandes de droit d'asile. D'abord, pour rappeler que le gouvernement a beaucoup fait pour raccourcir le délai d'instruction des demandes de droit d'asile, qui était un vrai problème. Mais que, précisément, en matière d'hébergement d'urgence, nous ne savons pas, quand on accueille une femme, un homme, une famille, s'il peut bénéficier ou pas des filières de droit commun en matière d'hébergement de droit d'asile. La mission, précisément, de ces centres d'hébergement d'urgence, que ce soit pour des SDF ou des réfugiés économiques, ou qui fuient des terrains de guerre, c'est de mettre à l'abri des gens qui sont en souffrance. Et après, il revient à d'autres acteurs que la commune de Paris, par ailleurs, d'exécuter les mesures d'éloignement et la modalité de le faire, le calendrier, etc.

Le débat, c'est : est-ce qu'on accepte de voir des gens et des enfants dormir dans la rue ? Ou est-ce qu'on dit que ce n'est pas humain et on met en place les moyens pour qu'ils dorment à l'abri ? Et, en la matière, je pense que l'on ne peut que se réjouir collectivement que ce type de réponse en termes de politique publique existe, parce que l'alternative, c'est dans ces centres d'hébergement d'urgence, ou en bas de chez

nous. Voulons-nous des familles qui fuient la guerre en bas de chez nous plutôt que dans des centres d'hébergement d'urgence ? »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci beaucoup. Madame Ophélie ROTA. »

Mme Ophélie ROTA, Conseillère d'arrondissement :

« Oui, je voulais faire une petite explication de vote. Une fois de plus, vous raconter un peu la tambouille entre les centristes quand l'on travaille sur les Conseils d'arrondissement. Quand cette délibération est arrivée, pour nous, il n'y avait absolument aucune hésitation. C'est à peine si on l'a lue, en réalité. Evidemment, on votera pour ce centre d'hébergement d'urgence.

Concernant le vœu, informer les habitants : oui, évidemment. Le faire le plus en amont possible : cela aurait été très bien. Les concerter : je suis toujours un peu plus mitigée là-dessus, parce que c'est un sujet qui révèle des passions, et suscite l'émotion plutôt que la réflexion. Informer, oui ; demander leur avis, pas forcément, surtout sur un sujet comme cela, qui nous oblige évidemment à faire ce centre. Merci. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci beaucoup, Madame ROTA. Alors, Madame KOMITÈS pour répondre. »

Mme Pénélope KOMITÈS, Adjointe à la Maire de Paris, Conseillère de Paris, rapporteure :

« Oui, merci Madame la Maire. Je vais répondre au groupe Les Républicains. En introduction, Monsieur MARGAIN, j'ai bien noté que vous nous indiquiez qu'il n'y avait rien pour les oubliés, que vous étiez le porte-parole des oubliés et que vous souhaiteriez qu'on fasse attention aux oubliés. J'ai un peu le sentiment que c'est le cas de cette délibération. Par conséquent, je ne reviendrai pas sur les propos de mon collègue Emmanuel GREGOIRE, et sur le refus de distinction entre les réfugiés de guerre et les migrants économiques, et la situation du gouvernement.

Je vous rappelle quand même que le gouvernement s'est engagé à accepter un certain nombre de réfugiés et qu'aujourd'hui, on en est quand même très loin. Et je considère que c'est de notre devoir, et que c'est aussi un devoir de l'Europe. Après, je rejoins Monsieur GREAU : on n'est pas à une tribune aujourd'hui d'un meeting politique ; donc, je pense, Madame MONTANDON, que vous aurez ces différents propos dans d'autres instances et à d'autres tribunes. Je ne suis pas persuadée que le Conseil d'arrondissement serve à votre campagne électorale future.

Bien, ceci étant dit, je reprends votre vœu et j'y réponds. Il y a un certain nombre de motifs dans cette délibération qui sont irrecevables, et vous le reconnaissez absolument vous-même. Puisque nous sommes sur une installation à vocation temporaire et qu'elle ne s'inscrit absolument pas dans le périmètre ni dans le calendrier de l'enquête publique. Il n'y a donc aucune raison juridique de vouloir rouvrir une enquête publique. Et, bien évidemment, comme d'habitude sur tous nos projets, nous informerons les habitants, comme nous le faisons de manière systématique. Peut-être vous dire quand même que nous considérons, et pas uniquement sur les centres d'hébergement d'urgence, qu'il y a beaucoup de zones intercalaires dans Paris qui sont à utiliser pour faire de la logistique, pour faire des centres d'hébergement d'urgence.

Il est totalement inacceptable aujourd'hui, dans une ville aussi dense que Paris, de garder des intercalaires vides sur un certain nombre d'années. Il nous appartient de regarder ce qu'il est possible au mieux d'installer dans ces intercalaires, avant

d'éventuels travaux de démarrage divers et variés. Vous dire que je me félicite de cette délibération. On a déjà eu ce type d'intercalaires. Je prendrai l'exemple de celui de la caserne de Reuilly, qui a été gérée par le centre d'action sociale protestant, de celui de la place Félix Eboué.

Et je ne peux que nous encourager à continuer. Pourquoi nous encourager à continuer ? Parce que c'est notre devoir, c'est un devoir moral, premièrement. Et c'est un devoir que nous partageons entre les élus de la majorité. Mais c'est aussi quelque chose que nous partageons avec les habitants de cet arrondissement. Et cela vous a peut-être échappé, Madame MONTANDON : les habitants de cet arrondissement sont reconnaissants de ce que nous faisons. Quand ils voient des réfugiés, des personnes dans la rue, ils viennent nous demander ce qu'ils peuvent faire, comment ils peuvent aider, où amener des couvertures, comment amener à manger. Il y a un élan de solidarité, et cet élan de solidarité, c'est ce qui garantit les valeurs de notre République, Madame MONTANDON. Et moi, je me félicite. Je me félicite notamment de l'initiative qui a eu lieu cette semaine avec le Carillon et l'organisation d'une soupe citoyenne. On voit bien que les habitants de cet arrondissement, non seulement ont envie de faire, mais sont très fiers de l'action de leurs élus, et cela, c'est quelque chose que nous devons avoir en tête. Et heureusement que l'Etat et la collectivité parisienne se mobilisent sur l'hébergement d'urgence.

Je vous rappelle, par ailleurs, que ce centre d'hébergement intercalaire, ce n'est pas pour les réfugiés. Donc, quelque part, je ne vois pas très bien pourquoi vous venez de nous parler de réfugiés. Là, on est sur des sans-abris, qui n'ont rien à voir avec les réfugiés. Je vous le dis quand même, cela n'a rien à voir. C'est un centre pour sans-abris.

Je continue. Dans notre arrondissement, non seulement il y aura ce centre intercalaire, mais nous allons avoir aussi un certain nombre de places supplémentaires, avec une expérimentation de Halte de nuit de 15 places à l'hospice Saint-Michel, et 54 places à Gravelle, ce qui a considérablement permis de réduire la situation difficile, notamment de campements dans le bois de Vincennes.

Quant au campement du 18^e arrondissement, lui, pour les réfugiés, qui serait en situation de saturation, je vous signale que, par ailleurs, on en a ouvert un deuxième, grâce à la volonté du Maire d'Ivry, puisque ce sont des questions qui se traitent à l'échelle de la Métropole. Et j'aimerais beaucoup qu'un certain nombre de communes de la Métropole, et notamment des communes riveraines qui viennent nous donner un certain nombre de leçons sur d'autres sujets, puissent le faire. Voilà ce que je voulais vous dire.

Vous dire également que, comme Monsieur BONNET, je pense que ce que nous avons vécu l'année dernière était quand même assez scandaleux. Et juste finir en disant à Monsieur BONNET que j'entends qu'il faut construire. J'ai légèrement le sentiment que c'est ce que fait l'adjoint en charge de ces questions à la Ville de Paris, Monsieur BROSSAT, donc j'ai trouvé votre discours un petit peu décalé. Mais je vais m'arrêter là. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci aux uns et aux autres pour vos interventions. Petit complément, il n'y a pas que la Mairie du 1^{er} arrondissement qui ouvre ses portes. Il y en a d'autres. Notamment au centre de Paris, vous avez raison. Peut-être parce que ces mairies-là, elles ont la place de le faire. Je vous assure que si je pouvais ouvrir la Mairie du 12^e arrondissement pour accueillir, je le ferais. Sauf que nous avons besoin de nos locaux pour fonctionner tous les jours.

En revanche, effectivement, nous avons mobilisé nos gymnases dans le cadre du plan grand froid et dans le cadre des opérations de mise à l'abri. Ce centre n'a effectivement pas vocation à être un centre d'accueil et d'orientation, comme celui du 18^e arrondissement. Il est plutôt un centre d'hébergement, comme celui du 16^e arrondissement, à la limite du bois de Boulogne.

J'avais espéré que cette délibération puisse nous rassembler. Je regrette que vous ayez trouvé cet artifice, le fait que le bastion de Bercy soit effectivement dans le périmètre de Bercy-Charenton, pour ne pas voter cette délibération. Sincèrement, je le regrette.

Aujourd'hui, la Métropole du Grand Paris a fait un communiqué de presse, disant qu'effectivement, l'ensemble des Maires de la Métropole - et vous savez très bien que l'ensemble des Maires ne sont majoritairement pas à gauche, c'est le cas du Président Patrick OLLIER - ont décidé de se saisir de cette question de l'hébergement d'urgence, de faire un diagnostic sur le territoire métropolitain, et de partager les bonnes solutions. Je pense que c'est un acte responsable, et je m'en félicite.

Vous voulez réintervenir, Madame MONTANDON, je vous donne la parole. »

Mme Valérie MONTANDON, Conseillère d'arrondissement :

« Vraiment très rapidement. Je voulais vous dire que ce n'est pas un artifice, ce vœu. C'est juste pour montrer à quel point, quand il y a une possibilité de se raccrocher à un événement de concertation, la possibilité n'a pas été saisie. Vous l'avez bien vu, dans mon intervention, il y a 90 % aussi sur le fond. Vous avez beau dire que la politique nationale, ce n'est pas lié, si, nous, on considère que c'est lié. Finalement, c'est quand même une politique de fermeté qui peut être aussi un gage d'une certaine humanité. Si vous ne faites pas la distinction entre les deux types, c'est-à-dire entre les réfugiés et les migrants économiques, nous ne serons en effet pas capables d'accueillir dans de bonnes conditions ceux qui sont demandeurs d'asile et ceux qui peuvent y prétendre. Merci. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Je ne vais pas répondre à la place de l'Etat. C'est une compétence de l'Etat. Pour ma part, j'accueillerai dans toutes nos structures tous ceux qui dorment dehors, parce que ce n'est pas possible de laisser dormir des gens dehors. Et ce qu'a expliqué Monsieur GREGOIRE, c'est qu'une fois qu'ils sont mis à l'abri, on fait le travail avec eux pour, en fonction de chaque situation, faire un accompagnement qui soit approprié.

Je n'ai pas répondu sur la concertation, puisque, vu que vous nous avez posé X vœux et questions orales sur le projet de Bercy-Charenton, je me disais qu'on y répondrait après. Mais je vais y répondre tout de suite.

C'est aujourd'hui une délibération qui est soumise au vote des élus. J'ai effectivement pensé que cette délibération serait adoptée, parce que je sais la position des élus de ma majorité. Je me doutais de la position des élus centristes sur ce principe, puisqu'on a déjà eu l'occasion de délibérer sur des sujets comparables, notamment sur le site limitrophe du bois de Boulogne. Et donc, je pensais que cette délibération passerait. Donc, je me suis permis d'en parler aux vœux mardi soir. La Maire de Paris l'avait d'ailleurs évoqué, dans ses propres vœux, aux élus du Conseil de Paris. Mais on fait cette délibération aujourd'hui, et l'ouverture du centre est prévue à l'été, ou en septembre. Donc, on est quand même très en amont de l'ouverture.

Et puis, effectivement, je partage ce qu'a dit Madame ROTA. Il y a des sujets où il y a une telle urgence que c'est effectivement de notre responsabilité d'agir et de trouver des solutions. Et effectivement, j'assume que, sur ce sujet, il n'y a pas de concertation. Il y a de l'information, et une volonté d'accompagner le plus largement

possible cette installation avec les habitants, avec les associations. Et j'en ai discuté avec beaucoup d'entre eux, et beaucoup ont montré des élans de solidarité, qui nous honorent tous et qui nous obligent tous collectivement. Et, sur le provisoire qui dure, j'aimerais bien que vous nous donniez des exemples, parce que je n'en vois pas à ce jour.»

Votants : 25 dont 3 pouvoirs

Pour : 21 voix dont 3 pouvoirs :

12 voix groupe Socialiste Radical et Citoyen dont 2 pouvoirs

03 voix groupe Communiste-Front de Gauche dont 1 pouvoir

05 voix groupe Ecologiste

01 voix groupe UDI-MODEM

Contre : 0

Abstention : 04 voix groupe Les Républicains

Délibération adoptée à *la majorité absolue* des suffrages exprimés.

(DELIB 12-2017-007 AVIS)

- **Vœu 122017-004** : *Vœu déposé par Valérie MONTANDON et les élus du groupe Les Républicains du 12^e arrondissement, relatif à la construction d'un centre d'hébergement d'urgence, rattaché au projet de délibération DLH 51.*

Mme Pénélope KOMITÈS, Adjointe à la Maire de Paris, Conseillère de Paris, rapporteure :

Considérant que le terrain dit du bastion de Bercy, limité au Nord-Ouest par le boulevard Poniatowski au débouché du Pont National et délimité par la rue Robert ETLIN sur ses autres côtés est compris dans la ZAC Bercy-Charenton ;

Considérant l'enquête publique sur le projet Bercy-Charenton qui s'est déroulée du 15 novembre 2016 au 16 décembre 2016 ;

Considérant la forte mobilisation des habitants sur ce projet qui a recueilli de nombreuses contributions souvent très argumentées sur quatre registres, ainsi que sur la plateforme numérique ;

Considérant les demandes de prolongation de l'enquête publique par des associations de riverains auprès du commissaire enquêteur ;

Considérant que le projet de construction d'un centre d'urgence n'était pas prévu sur le secteur Bercy-Charenton et nullement mentionné pendant la période de l'enquête publique ce qui va l'encontre d'une procédure normale de concertation ;

Considérant que la présentation de délibération 2017 DLH 51 survient seulement 3 semaines après la date de clôture de l'enquête publique.

Valérie MONTANDON et les élus des Groupe les Républicains du 12^e arrondissement émettent le vœu suivant :

- **Que la Maire de Paris ré-ouvre l'enquête publique sur le Projet de Bercy-Charenton afin que les habitants puissent être informés et concertés sur la construction d'un centre d'hébergement d'urgence et son insertion dans l'aménagement de la ZAC.**

Votants : 25 dont 3 pouvoirs

Pour : 04 voix groupe Les Républicains

Contre : 20 voix dont 3 pouvoirs :

12 voix groupe Socialiste Radical et Citoyen dont 2 pouvoirs

03 voix groupe Communiste-Front de Gauche dont 1 pouvoir

05 voix groupe Ecologiste

Abstention : 01 voix groupe UDI-MODEM

Vœu rejeté à **la majorité absolue** des suffrages exprimés.

(DELIB 12-2017-008 VOEU)

- **DEVE 20170022** : *Autorisation de création et de financement sur le budget participatif 2015 (769 000 euros) de 10 jardins partagés (11^e, 12^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e et 18^e) et de 10 jardin pédagogique (17^e).*

Mme Evelyne HONORÉ, Adjointe à la Maire du 12^e arrondissement, Conseillère d'arrondissement, rapporteure :

« Je me suis inscrite sur cette délibération, d'abord pour apporter un petit peu de légèreté dans ce Conseil, en parlant de végétal. Et surtout pour vous parler du rôle d'une association qui s'appelle Ville en herbe et qui n'est peut-être pas suffisamment connue. En vous racontant l'histoire du jardin dont il est question dans cette délibération pour le 12^e, et qui porte le nom de « Fauremidable », à partir du nom Elie Faure. La réalisation de ce jardin partagé sera rendue possible grâce aux budgets participatifs parisiens 2015. Comme vous le savez, le secteur de la Porte de Vincennes a été défini comme prioritaire, au titre de la politique de la Ville, du fait de ses difficultés sociales, économiques et urbaines. De ce fait, l'association Ville en herbe a, depuis plusieurs années, engagé les habitants du secteur de ce quartier, de la Porte de Vincennes, dans des projets d'amélioration de leur cadre de vie par des actions de revégétalisation du quartier.

Depuis 2011, à la demande de la RIVP, cette association a mené des actions d'éducation à l'environnement et de jardinage écologique, au sein du jardin de proximité Elie Faure et du local de l'espace Elie Faure. En 2014, la RIVP a missionné Ville en herbe pour mener une action collective d'embellissement au sein de la résidence Elie Faure, et je vous invite à aller visiter cet endroit qui est assez extraordinaire, la décoration et la revégétalisation des jardinières en béton au sein des espaces extérieurs. Depuis le printemps 2014, ces jardinières sont entretenues par les habitants de la résidence. Elles sont très appréciées, aussi bien par les enfants et les adolescents que par les adultes. Et surtout, elles n'ont, jusqu'à présent, fait l'objet d'aucune dégradation. En 2015, la RIVP a exprimé, auprès de cette association, la volonté de résidentialiser une bande enherbée, en pied d'immeuble, côté périphérique, et de reconvertir cette parcelle en jardin partagé.

La RIVP a sollicité Ville en herbe pour mener une démarche de mobilisation des habitants du quartier, en vue de concevoir et réaliser un jardin partagé, ouvert sur le quartier et la Porte de Vincennes. C'est très ambitieux, parce que si vous avez en tête le site, vous pouvez imaginer des dépôts sauvages, toutes sortes de choses autour de cet endroit, qui est en train de se métamorphoser. Souhaitant à terme s'inscrire dans le réseau des jardins partagés parisiens mains vertes, l'association a sollicité courant 2015 la DEVE, qui est la direction des espaces verts de la Ville. Et ce, afin qu'elle mène une expertise technique visant à préciser la nature des travaux à entreprendre, pour viabiliser le terrain, qui, je vous le rappelle, fait 600 mètres carrés. La RIVP a de son côté engagé des travaux, tels que la pose d'un grillage, des portes d'accès et des robinets sur le site. A la fin de l'année 2015, Ville en herbe a perçu une petite subvention de 3 000 euros de la Ville, pour démarrer une première action de mobilisation des habitants. Fort de cette expérience, une démarche de concertation en action a été menée en 2016, sous la forme de chantiers d'aménagement participatifs et d'animations de permanences au jardin en devenir, les samedis après-midis, et des ateliers de jardinage ouverts à tous, les mercredis, de 16h30 à 18h30.

Ce que je souhaitais vous dire, c'est que le projet démarre. Cette amorce a permis de mobiliser un premier noyau d'habitants autour du projet de création de ce jardin Fauremidable, ainsi que de réaliser avec eux des aménagements ayant suffisamment d'impact visuel pour remporter l'adhésion du plus grand nombre. Je vous remercie. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci, Madame HONORÉ, d'avoir valorisé cette belle délibération. »

Votants : 25 dont 3 pouvoirs

Pour : 25 voix dont 3 pouvoirs :

12 voix groupe Socialiste Radical et Citoyen dont 2 pouvoirs

03 voix groupe Communiste-Front de Gauche dont 1 pouvoir

05 voix groupe Ecologiste

04 voix groupe Les Républicains

01 voix groupe UDI-MODEM

Contre : 0

Abstention : 0

Délibération adoptée à *l'unanimité* des suffrages exprimés.

(DELIB 12-2017-009 AVIS)

- DFA 20170005 : Signature d'une convention de financement avec la Région Ile de France pour la mise en place de 3 chantiers participatifs sur la petite ceinture (12^e, 19^e et 20^e).

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Monsieur MARGAIN n'étant pas là, je vais commencer par donner la parole à Monsieur BONNET. »

M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Conseiller de Paris :

« Merci Madame la Maire. Vous connaissez notre position sur le sujet. Mais je voudrais, tout d'abord, vous faire part de remarques que m'ont faites certains habitants du quartier Bel Air. Depuis le mois de juillet, la Ville de Paris a installé la station sur la petite ceinture, impasse Villa du Bel Air, et cette station est encore en place, avec un algeco. Depuis l'installation qui était prévue pour une durée de juillet à novembre, rien n'a été enlevé. Et nous avons aujourd'hui une série de dégradations, une série d'actes de vandalisme qui exaspèrent les habitants. Je vous rappelle que, cette semaine, dans *Le Parisien*, dans le 15^e arrondissement qui connaît une expérience de plusieurs années sur ce sujet, les habitants aussi font part de cette exaspération vis-à-vis de dégradations, de vacarme la nuit et autres.

Je tiens à vous rappeler la demande des habitants et leur exigence sur les questions de sécurité. Je voudrais dire ici aussi que j'ai été interpellé par une famille, un père qui s'est rendu au commissariat suite à un jet de pierres sur une petite fille de trois ans. Il a porté plainte, du fait de ce jet de pierres, et que la petite fille était blessée. Je vous rappelle aussi qu'une voiture garée sous le pont de l'avenue Saint-Mandé a reçu un parpaing et est restée presque trois jours avec un parpaing sur le pare-brise, qui a été lancé depuis le pont de l'avenue de Saint-Mandé. Je voudrais vous rappeler aussi que, au moment du rapport-cadre qui a été signé entre le réseau SNCF et la Ville de Paris, plusieurs associations étaient intervenues, et un recours a été porté par la fédération nationale des cheminots CGT, en 2016.

Rappelons plusieurs faits. D'abord, la première chose, c'est que cette petite ceinture est propriété de la SNCF et fait partie du réseau national, et donc a un enjeu national. Et c'est au titre d'un renouveau du développement du service public que cette petite ceinture est classée au réseau national. Je voudrais dire qu'en tant que domaine public, la petite ceinture doit être en priorité affectée au service public du transport. Aujourd'hui, la SNCF n'exploite pas cette petite ceinture, mais elle a vocation, et nous l'avons évoqué tout à l'heure à travers le débat sur le stationnement, à être un potentiel. Vous remarquerez l'importance de ce potentiel pour lutter contre la pollution et notamment pour le transport. J'évoquais, tout à l'heure, l'un des faits majeurs de la pollution, qui est dû au transport de marchandises. À Paris, 95 % des marchandises viennent en camion au diesel. Nous avons cette infrastructure ferroviaire, qui est un potentiel. Nous ne voulons pas insulter l'avenir, même si, pour l'instant, la SNCF ne l'utilise pas. Toutes ces spécificités ont été déjà évoquées. Notamment le fait que cette voie ferrée est située dans l'hypercentre de l'agglomération francilienne, qu'elle est interconnectée dans Paris avec des linéaires radiales du réseau national, et dessert les grandes gares de Paris, notamment, chez nous, la Gare de Lyon et la Gare de Bercy, et avec la rocade de la Gare d'Austerlitz. Que c'est une ligne en rocade qui intercepte du relief parisien dans sa diversité, ce qui explique la présence de nombreux tunnels avec de courtes distances. Dès lors, l'emploi des qualificatifs « désaffectées » ou « anciennes » est totalement faux. Je pense que nous devons être exigeants sur la possibilité d'une réversibilité.

Je vais venir sur la réversibilité, puisqu'il me reste encore une minute. Le plan de déplacement urbain d'Île-de-France, PDUIF, qui vise à répondre aux besoins de mobilité de la population, fait de la petite ceinture un instrument incontournable dans la mise

en œuvre des services publics de transports ferroviaires. Et, en tant que tel, il est cité que ce PDUIF agit pour un renouveau et un développement du service public. Or, le protocole-cadre ne mentionne jamais ce plan de déplacement urbain d'Île-de-France, qui a été approuvé le 19 juin 2014 par les groupes socialistes et Verts à la Région. Cette omission révèle la mise à l'écart des exigences par les auteurs du rapport-cadre.

Je voudrais dire aussi que si elle est classée au patrimoine national, c'est aussi parce qu'elle a un intérêt stratégique. Et ce, soit en cas de crue de la Seine pour permettre un effet de douve, soit en cas de réquisition par l'armée, avec un délai qui est de six mois. Délai ainsi consenti au bénéficiaire pour remettre en l'état les installations qu'elle aurait dû elle-même concéder à des tiers et des aménagements. Je termine. Je pense que ce protocole-cadre nous pose encore problème. C'est pour cela que nous avons des réserves, et notamment sur la possibilité de réversibilité en six mois, ce qui exige le classement national de cette ligne ferroviaire. »

M. Franck MARGAIN, Conseiller d'arrondissement :

« Merci Madame la Maire. Comme vous l'imaginez, je vais soutenir cette idée d'un rapprochement de la Région Île-de-France avec la Ville de Paris. Je serais quand même bien mal placé pour ne pas le faire. Mais je voudrais quand même souligner deux ou trois choses qui m'ont paru assez intéressantes dans l'intervention de Monsieur BONNET. C'est tout d'abord sa demande de sécurité. J'ai trouvé qu'effectivement, il avait raison de réclamer un œil attentif, en tout cas plus attentif qu'il ne l'est aujourd'hui, sur les problèmes de sécurité. Il m'est remonté, par beaucoup de riverains, sur cette petite ceinture, de nombreuses dégradations. Une population qui, le soir, voire la nuit, squatte ces lieux. Et les gens se sentent en danger. Ils ne sont peut-être pas en danger, mais ils se sentent en danger. Nous en avons beaucoup parlé dans les campagnes qui nous ont animés et opposés. J'ai travaillé sur cette notion de sentiment de danger, que je trouve importante, plus que le danger réel, que peut-être nous pouvons vivre au quotidien. Je me fais un peu le rapporteur de ces gens qui se plaignent et qui ont peur. Je voudrais vous alerter et faire en sorte que vous les entendiez, parce que c'est une réalité.

La deuxième chose, également, c'est que j'ai participé personnellement à des projets de mise en valeur de cette petite ceinture, qui sont effectivement déjà en collaboration avec la Région. J'ai trouvé beaucoup de dégradations, beaucoup de graffitis, des espaces d'accès en très mauvais état. Cela donne une image extrêmement mauvaise de cette petite ceinture. Alors qu'elle est un patrimoine un peu exceptionnel, et qu'elle permettrait des projets de très belle envergure. On a l'impression que tout cela baigne dans un sentiment presque de rejet. Voilà, je suis favorable. Mais j'attire votre attention sur ces deux aspects, à la fois le sentiment d'insécurité, et à la fois l'aspect général de dégradation de cette petite ceinture. Je vous remercie »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Heureusement qu'il y a des Conseils d'arrondissement de temps en temps, pour que vous me disiez, les uns et les autres, ce que pensent les habitants du 12^e arrondissement. Je vous remercie. Madame KOMITÈS, et puis Madame HONORÉ pour vous répondre. »

Mme Pénélope KOMITÈS, Adjointe à la Maire de Paris, Conseillère de Paris :

« Pour répondre à Monsieur BONNET. Je pense que, Monsieur BONNET, on ne va pas revenir de manière systématique sur l'accord-cadre qui a été passé entre la Ville et la SNCF. Je vous explique que nous avons voté cette délibération. Nous l'avons votée ensemble, nous avons trouvé un accord. Et, dans l'accord-cadre passé entre la Ville et la SNCF, il y a un principe, qui est un principe de réversibilité. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes engagés quant au fait que ce que nous avons installé sur la

petite ceinture puisse effectivement être enlevé si d'aventure, dans un certain nombre d'années, cette zone pouvait resservir à, par exemple, du fret ou autre chose.

Monsieur MARGAIN, il y a effectivement des graffitis sur la petite ceinture. La petite ceinture a un certain nombre d'endroits en mauvais état. Oui, parce qu'il est exact aussi que la SNCF, depuis vingt ans, ne s'est jamais occupée de la petite ceinture. Ce n'est pas parce qu'on a passé un accord-cadre avec la SNCF depuis un an que la petite ceinture s'est dégradée. On l'a trouvée dans cet état-là. Il y a, d'ailleurs, vraisemblablement, un certain nombre de graffitis qui seront gardés, parce qu'aujourd'hui, ils peuvent être assimilés à des œuvres artistiques. On a fait travailler un certain nombre de collectifs sur des stations. Il y aura de nouvelles activités qui vont arriver sur cette portion, à partir du mois de mars, pour effectivement définir ce que va devenir la petite ceinture. Avec des missions qui sont de maintenir la continuité du linéaire, de préserver son caractère singulier, de travailler avec beaucoup de partenaires et puis d'essayer d'avoir un projet d'envergure.

Je reviens sur les questions de sécurité, et les questions de plaintes de riverains. Dans le 15^e arrondissement, qui est ouvert depuis des années, ce sont deux plaintes de riverains. *Le Parisien* a souvent tendance à exagérer beaucoup. Concernant la Villa du Bel Air, il y a effectivement deux plaintes distinctes. Une qui fait suite au jet d'un plot en béton sur une voiture. Et une autre qui émane de la copropriété, qui fait état de nuisances aggravées depuis que le premier collectif est parti - sachant que le deuxième va se réinstaller en mars.

Depuis que nous avons eu connaissance de ces faits, nous avons enlevé les plots en béton qui servaient de support aux barrières et qui étaient susceptibles de servir de projectiles. La passerelle mobile qui a été installée par le premier collectif va être enlevée dans les jours qui viennent - je pense, le 20 janvier, à la demande de la Ville. Et, bien évidemment, l'amélioration esthétique du conteneur et du site va être une des principales missions du prochain collectif. Par contre, il y a eu une demande qui a été formulée par certains riverains, qui était de retirer le ballaste susceptible d'être utilisé comme projectile. Cela est impossible, pour des questions de réversibilité et parce que ce seraient des travaux pharamineux, et que cela remettrait en cause le paysage ferroviaire du site, et cela supprimerait aussi un habitat qui participe de la biodiversité de la petite ceinture.

Nous y travaillons. Nous travaillons sur les questions de sécurité. Et nous travaillons aussi, comme le protocole nous l'indique, à installer des collectifs, de manière à ce que, rapidement, nous ayons, avec les riverains, une définition de ce qui va s'installer sur cette portion. Sachant qu'on ne travaille pas sur une portion, mais sur une globalité de la petite ceinture. L'idée est d'avoir des projets globaux, où les Parisiens puissent aller se promener sur la totalité de la petite ceinture, et pas uniquement sur les tronçons à cinq minutes de leur habitation. Et que tout le monde puisse profiter de la petite ceinture et des diverses activités sportives, littéraires, cafés, etc., qui vont s'installer sur la petite ceinture. Merci. »

Mme Evelyne HONORÉ, Adjointe à la Maire du 12^e arrondissement, Conseillère d'arrondissement, rapporteure :

« Je pense que Madame KOMITÈS a répondu de façon très satisfaisante aux deux questions qui ont été soulevées. Donc, je vais essayer de trouver des choses qu'elle n'aurait pas dites pour compléter, de façon à ce que ce ne soit pas redondant. Le premier collectif s'appelait « Qu'est-ce qu'on peut faire ? ». Vous l'avez peut-être rencontré, Monsieur MARGAIN, puisque vous dites que vous avez participé à des actions de reconnaissance de ce qui se fait, justement de ces premiers chantiers participatifs, qui se déroulaient, portion par portion, dans les trois arrondissements que l'on a cités tout à l'heure, à savoir le 12^e, le 19^e et le 20^e arrondissement. Ce qui va être différent à partir du mois de mars prochain, c'est que l'on ne va plus travailler sur des petites

portions, mais sur la grande portion 12^e, 19^e, 20^e arrondissement. Cela va être une seule entité qui va travailler sur cette grande longueur. Son travail va consister à tester des projets en taille réelle. Ce qui sera complètement différent de ce qui s'est fait auparavant, puisqu'on faisait de petites expérimentations.

Pour rappel, la conclusion du collectif « Qu'est-ce qu'on peut faire ? », c'était : qu'est-ce qu'on peut faire sur la petite ceinture ? Et, justement, on a créé, à titre expérimental, une plateforme. C'était une plateforme mobile, qui montrait bien que, jusqu'à présent, on avait une voie de chemin de fer qui servait à transporter les personnes. Cette plateforme, il a été décidé qu'elle serait enlevée. Mais ce n'est pas facile. Ce n'est pas spontanément qu'on peut enlever cette plateforme mobile, qui est effectivement sujette à dégradations. Quant à l'algeco, Madame KOMITÈS l'a dit, il est maintenu. Il va subir des dommages, mais ils vont être réparés, parce qu'on ne va pas enlever un algeco pour en remettre un au mois de mars. Alors, effectivement, il faut être patient. La dégradation de l'algeco va de pair avec toutes les dégradations que la petite ceinture peut vivre en ce moment. Puisque, justement, dans la mesure où ce lieu est inhabité au niveau ferroviaire et au niveau des activités, bien entendu, la nature a horreur du vide, et puis, il y a des petites délinquances qui se produisent sur ce lieu.

Mais tout ne peut pas se faire comme cela. Il y a des protocoles à suivre. Un marché public a été lancé pour choisir le collectif qui va travailler sur le grand tronçon et monter des expérimentations. Il faut donner du temps au temps. Le lieu va être à nouveau habité. Il y aura à nouveau des personnes qui vont organiser des choses sur la petite ceinture à partir du mois de mars prochain.

Je rebondis sur la sécurité. Bien entendu, quand un lieu est vide, il y a un sentiment d'insécurité. Mais c'est un sujet qui a été évoqué dans le cadre du chantier de « Qu'est-ce qu'on peut faire ? ». Que pouvons-nous faire pour rendre cet endroit sécurisé ? Les personnes qui ont participé aux différents ateliers ont apporté des solutions. Elles ne convergent peut-être pas toutes. Mais il y a eu des solutions qui ont été proposées. Je vous invite à suivre de près ces chantiers, qui vont démarrer à partir du printemps, pendant trois ans. On ne pourra pas dire qu'on n'aura pas eu le temps d'y aller et de s'y intéresser. Et, justement, de faire des propositions en matière, notamment, de sécurité. Parce que la solution pourra venir des habitants. Tous les habitants réunis, tous ensemble, ils vont pouvoir trouver des solutions, où tout le monde se retrouvera, pour rendre cet endroit sécurisé. Cela ne tiendra pas uniquement à des mesures de sécurité prises au sens propre du terme, mais on parle de grillage. Même si le grillage est haut, cela n'empêchera pas de faire un trou en bas du grillage pour passer. C'est également une histoire de présence et de solidarité. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci beaucoup, Madame HONORÉ. Je voudrais, moi aussi, comme Monsieur MARGAIN, me féliciter que la Région Île-de-France investisse pour un projet strictement parisien. Et c'est suffisamment rare désormais pour que je le souligne. »

Votants : 23 dont 2 pouvoirs

Pour : 23 voix dont 2 pouvoirs :

12 voix groupe Socialiste Radical et Citoyen dont 2 pouvoirs

05 voix groupe Ecologiste

05 voix groupe Les Républicains

01 voix groupe UDI-MODEM

Contre : 0

Abstention : 0

Le groupe Communiste-Front de Gauche ne prend pas part au vote.

Délibération adoptée à **la majorité absolue** des suffrages exprimés.

(DELIB 12-2017-010 AVIS)

- DAC 20170602 : *Apposition d'une plaque commémorant les événements du 14 juillet 1953 place de la Nation à Paris 12^e.*

M. Matthieu SEINGIER, Conseiller d'arrondissement :

« Madame le Maire, mes chers collègues, vous ne serez pas surpris, nous voterons contre cette délibération uchronique. Tout d'abord, nous serons cohérents avec la position du groupe Les Républicains, prise lors du Conseil de Paris des 29 et 31 mars 2016, contre le vœu communiste à l'origine du texte que nous examinons aujourd'hui. S'agissant de cohérence, je me permets de souligner qu'en concrétisant ce vœu communiste, en raison, j'imagine, d'un accord politique dont vous avez le secret, votre majorité considère que le gouvernement incriminé par cette plaque était répressif, mais il ne nomme pas ce gouvernement.

Et pour cause, lorsqu'on sait que ce gouvernement était de centre gauche. Son Ministre de l'Intérieur, pour mémoire, était le radical-socialiste Léon MARTINAUD DEPLAT. François MITTERRAND en était membre aussi. Il sera d'ailleurs le successeur du Ministre MARTINAUD DEPLAT à la place Beauvau, d'où il déclarera : "L'Algérie, c'est la France". Ainsi, en ne nommant pas l'auteur de « La Répression », terme figurant sur le projet de plaque en cause, c'est la France qui est implicitement désignée par ce terme, sur la Place de la Nation. Cette réécriture politique de l'histoire est grave et irresponsable.

Certes, le décès de personnes lors d'une manifestation constitue une faute lourde pour l'Etat et une tragédie pour les proches des victimes, dont j'espère que les âmes reposent en paix.

Mais, malheureusement, l'encadrement policier des manifestations sur la voie publique était bien différent, malgré la création par le Général de Gaulle des compagnies républicaines de sécurité, qui fut un progrès pour le maintien de l'ordre, malgré leur usage immodéré, au début, par un Ministre socialiste de l'Intérieur - je parle de Jules MOCH, en 47-48.

Heureusement, le maintien de l'ordre est aujourd'hui bien plus encadré par la loi. On s'en félicite, surtout quand on se remémore la manière dont le Ministre VALLS a circonscrit les rassemblements de la "Manif pour tous", ou le Ministre CAZENEUVE, ceux contre la loi El Khomry. Par ailleurs, cette plaque publique semble faire accroire que certaines victimes seraient plus à distinguer que d'autres. Ainsi, pour les victimes du 13 novembre 2015, le mot « victimes du terrorisme » n'a pas été retenu.

Alors, si vous souhaitez vraiment rendre hommage à des victimes de « La Répression », pourquoi ne pas commencer par apposer une plaque en mémoire des vraies victimes d'un Etat terroriste ? Une plaque en mémoire des 1 306 personnes, de toutes origines sociales, qui ont eu la tête décollée, sur cette place de la Nation, entre le 14 juin et le 27 juillet 1794, au nom de la République et de sa loi des suspects, et dont les corps sont unis à jamais dans la terre de notre arrondissement, au sein des fosses communes du cimetière de Picpus ? Car, oui, le régime de 1793-1794 était réellement répressif, totalitaire, et constitue, avec la Grande Terreur, une honte de notre histoire commune. Malheureusement, son maître d'œuvre, ROBESPIERRE, est encore dans le panthéon de nombre de candidats de gauche à la fonction présidentielle.

Enfin, cette plaque démontre une nouvelle fois le problème de la Gauche avec la guerre d'Algérie, sur lequel je n'entamerai pas de débat ici, mais qui demeure suffisamment sensible pour ne pas le graver dans le marbre de la Place de Nation. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Monsieur Nicolas BONNET. »

M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Conseiller de Paris :

« Madame la Maire, avant d'évoquer cette délibération, je voudrais dire que j'ai été scandalisé ce matin quand j'ai appris qu'hier, des mains anonymes ont apposé une affichette remplaçant le nom de la place du 19 mars 1962, dans le 12^e arrondissement, par « Place des martyres d'Oran ». Je voudrais que l'on condamne, vigoureusement, ces actes, comme l'ont fait des associations d'anciens combattants ce matin, et moi-même, et en premier lieu la FNACA. Je sais que certaines personnes continuent à refuser d'admettre le cessez-le-feu du 19 mars 1952, qui a marqué la fin de la guerre d'Algérie et la paix. Cette période, Monsieur SEINGIER l'a évoqué, est une période qui, aujourd'hui encore, traverse beaucoup les esprits de nombreux Français.

Je voudrais commencer par une phrase d'un des survivants de ce 14 juillet 1953, qui disait : « Ce soir-là, je voulais aller au bal du 14 juillet, et jamais je n'aurais cru qu'en allant à cette manifestation, je risquais de perdre la vie ». Je voudrais d'abord remercier Daniel KUPFERSTEIN, un réalisateur qui habite dans le 12^e arrondissement, à proximité de la Place d'Aligre, et qui a été l'auteur de ce magnifique film reportage auprès des familles des victimes et des rescapés, *Les balles du 14 juillet*, film qui a été projeté à l'Hôtel de Ville à l'initiative de Catherine VIEU-CHARIER. Nous cherchions le meilleur moyen de rendre hommage à ces hommes, à ces femmes, qui étaient venus à une manifestation pacifique, qui étaient venus pour danser sur la Place de la Nation, et qui ont reçu des balles. Dire que, comme c'était le cas, depuis 1935, avec l'interruption de la guerre, le Parti communiste, la CGT, des organisations de gauche, des organisations pacifiques et démocratiques organisées pour défendre les valeurs de la République, cette manifestation.

Et, depuis 1950, dans ce cortège, se trouvaient des Algériens membres du mouvement pour les libertés démocratiques en Algérie, favorables à l'indépendance. Présents aux élections, ils remportent neuf sièges sur soixante au deuxième collège de l'Assemblée Nationale en 1948 en Algérie. En mai 1952, après les manifestations d'Orléans Ville, et leur répression qui fit deux morts chez les partisans, Messali HADJ est kidnappé et interné en France métropolitaine. La surveillance du mouvement s'intensifie, les manifestations d'Algériens sont réprimées à Montbéliard, au Havre, à Charleville-Mézières, il y aura trois morts et des centaines de blessés. C'est dans ce contexte que se déroule la traditionnelle manifestation du 14 juillet 1953. Le PCF est aussi vigilant, puisque la répression est violente [à l'égard] de la manifestation contre la venue de RIDGWAY en 1952, la mort d'un communiste algérien, et l'arrestation d'un dirigeant communiste dont le plus célèbre d'entre eux, Jacques DUCLOS qui rend l'atmosphère de cette année 1953 électrique.

À la fin de la manifestation, les premières échauffourées voient s'affronter des Algériens et des parachutistes de retour d'Indochine. La police est sur les dents. Et c'est à ce moment, où les militants du MTLD rangent leurs drapeaux et les portraits de HADJ, qu'elle intervient. Il est 17h20 quand les premiers coups de feu claquent. Sept hommes tombent. Six algériens membres du mouvement indépendantiste : Amar TABJADI, 26 ans ; Abdallah BACHA, 25 ans ; Larbi DAOUI, 27 ans ; Abdelkader DRANIS, 31 ans ; Mohammed ILLOUL, 20 ans ; Medjen TAHAR. Et un syndicaliste de la CGT membre du parti communiste, militant du 18^e arrondissement, Maurice LURROT, 40 ans, qui s'interposait pour éviter les heurts entre la police et les manifestants. Dès le lendemain, la polémique s'engage. Une bataille de chiffres, entre les blessés des forces de l'ordre et les manifestations. Plus d'une centaine s'ajoutent aux victimes. Le chiffre est certainement sous-évalué, du fait que de nombreux blessés n'iront pas à l'Hôpital ni porter plainte. Cette manifestation est tombée dans l'oubli. Elle a été effacée de notre mémoire collective par les événements de février 1962 à Charonne, et ceux d'octobre 1961.

Je voudrais terminer en citant les mots du fils de Maurice LURROT, qui est toujours en vie et qui écrivait dernièrement dans le journal *L'Humanité* : « Chaque année, alors que chacun danse, c'est les larmes aux yeux que je cherche un mot qui réchauffe. Chaque année, mon père est de nouveau assassiné par l'oubli. » Nous réparons, aujourd'hui, cet oubli terrible. Et c'est avec beaucoup d'émotion que nous sommes fiers que Paris et le 12^e arrondissement rendent hommage à ces victimes, aux morts et aux blessés. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci. Madame Brigitte VELAY-BOSC, vous voulez ajouter quelque chose ? »

Mme Brigitte VELAY-BOSC, Conseillère d'arrondissement, Adjointe auprès de la Maire du 12^e arrondissement, rapporteure :

« Oui, ce journal, Nicolas, merci de l'avoir rappelé, c'est *L'Humanité Dimanche*. Que pourrais-je ajouter après ce que vient de dire Nicolas ? Si ce n'est, Monsieur SEINGIER, qu'il n'est jamais trop tard pour bien faire. Et c'est le devoir de mémoire. Cet exemple, pour le rappeler quand même, des gens ont été massacrés. Ce n'est pas un événement anodin. On a appelé « événements » aussi la guerre d'Algérie. C'est un massacre. C'est un exemple de bavure policière, c'est un exemple de mensonge d'Etat, quelle que soit la couleur du parti qui l'incarnait, à mon humble avis.

Mais c'est aussi un exemple du travail de la mémoire. Parce que, dans le film dont vous a parlé Nicolas, le film de Daniel KUPFERSTEIN, des gens anonymes s'expriment. Mais ces anonymes sont des témoins très précieux. Ils ont aujourd'hui entre 75 et 80 ans. Espérons qu'ils vivent longtemps, mais ils ne sont pas immortels. Il était temps qu'ils témoignent. Et c'est en leur nom aussi que cette plaque a le mérite d'exister. J'espère qu'elle va l'être. Je voulais simplement souligner que la mémoire, c'est aussi les gens qui ont vécu ces événements, et ce n'est pas seulement les historiens qui ont pu l'occulter, ou ne pas en parler. C'est tout, merci. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci beaucoup. Par ailleurs, je suis très fière que notre arrondissement ait une place du 19 mars 1962. Et, personnellement, je n'ai aucun problème avec la guerre d'Algérie. Je pense que c'est le cas de nombreux des élus de la majorité. Passons au vote. »

Votants : 26 dont 3 pouvoirs

Pour : 20 voix dont 3 pouvoirs :

12 voix groupe Socialiste Radical et Citoyen dont 2 pouvoirs
03 voix groupe Communiste-Front de Gauche dont 1 pouvoir
05 voix groupe Ecologiste

Contre : 05 voix groupe Les Républicains

Abstention : 01 voix groupe UDI-MODEM

Délibération adoptée à **la majorité absolue** des suffrages exprimés.

(DELIB 12-2017-011 AVIS)

Présentation du suivi des Investissements d'intérêt local (IIL) et des Investissements localisés (IL) 2016-2017.

Les Investissements d'intérêt local (IIL) :

Les investissements dits d'intérêt local (IIL), dont l'affectation est librement décidée par la maire d'arrondissement, dans la limite de l'enveloppe impartie, portent sur l'entretien des équipements de proximité et des espaces publics d'intérêt local.

Ils sont constitués de deux enveloppes : une enveloppe dédiée à l'entretien des espaces publics comprenant les travaux d'entretien des parcs et jardins inscrits à l'inventaire ainsi que la voirie secondaire ; une seconde enveloppe dédiée aux équipements de proximité comprenant les travaux d'entretien sur ces équipements à l'exception des opérations de ravalement, des travaux sur les piscines, et des opérations visant à améliorer le confort thermique et l'accessibilité.

Le mode de calcul de ces enveloppes repose sur des critères techniques (surface, capacité d'occupation pour les équipements scolaires, culturels et petite enfance), des critères d'usage (densité de population et activité économique) ainsi que des critères de vétusté.

Une partie des IIL est désormais consacrée au budget participatif qui a évolué au fil des années.

Le budget participatif mis en œuvre dans le 12^e depuis 2011, portait sur 10% du montant de l'enveloppe Espace public, conformément à la décision sans précédent à Paris, de l'Exécutif de l'arrondissement. Ces sommes étaient consacrées aux projets déterminés par les conseils de quartier. Avec l'adoption du budget participatif à l'échelle parisienne, ce sont 30 % des investissements d'intérêt local de l'arrondissement (espace public et équipements de proximité) qui ont été soumis au vote des Parisiens à partir de 2015, ces opérations ont été inscrites au budget 2016.

Pour le budget participatif 2017 (élaboré en 2016), le montant dédié a évolué à la suite du Vœu de l'Exécutif adopté au Conseil de Paris de décembre 2015, celui-ci prévoit de :

doubler le mécanisme d'abondement à 2 euros (au lieu de 1 euro précédemment) pour chaque euro consacré au budget participatif par l'arrondissement

relever à 40% (au lieu de 30%) le plafond mobilisable de l'enveloppe IIL sur l'espace public

La Maire du 12^e arrondissement a décidé de porter le taux mobilisable à 40% sur la part espace public, ce qui a permis de mobiliser une enveloppe maximale pour le 12^e arrondissement. Les opérations du budget participatif 2017 sont détaillées en page 11.

Un premier bilan de l'exécution des opérations programmées en 2016 est dressé dans la suite avant d'aborder la programmation 2017 et le budget participatif.

Exécution 2016

L'année 2016 a vu la réalisation de la plupart des opérations inscrites au BP2016, certaines se poursuivent en 2017.

L'enveloppe d'IIL 2016 se répartissait de la façon suivante :

Enveloppe espace public pour 2016 : 942 500 Euros

DEVE 160 000 Euros

DVD 782 500 €

Enveloppe Equipements de proximité pour 2014 : 2 366 700 Euros

DAC 85 000 €

DASCO 1 336 700 €

DFPE 215 000 €

DJS 480 000 €

DPA/DDCT 250 000 €

Enveloppe Espace public IIL 2016

La programmation telle qu'elle avait été adoptée au BP2016 est la suivante.

Direction	Activité	APDF	Libellé	Montants	Avancement
DEVE	Aires de jeux	23001	Square George Melies - Installation d'agrès sportifs	30 000	Travaux réalisés.
			Square E. Thomas - Rénovation de l'aire de jeux	30 000	Travaux réalisés
	Entretien d'espaces verts	23004	Squares Péguy et Reuilly - Etude installation éclairage	50 000	Les études ont été réalisées, une première tranche de travaux est programmée au BP2017 pour le jardin de Reuilly
			Jardin Hector Malot - Réaménagement horticole terrasse	30 000	Travaux réalisés. Il reste à procéder aux plantations
			Square Charles Péguy - Remplacement grille clôture	8 000	Travaux réalisés
			Square Saint Eloi - Remplacement tourniquet	12 000	Travaux réalisés
	Total DEVE			160 000	
DVD	Opérations d'aménagement	61002	Cour St Eloi	175 000	Les études ont été réalisées en 2016, les travaux devraient avoir lieu en 2017
			Place du Docteur Antoine Béclère	150 000	Les travaux sont prévus en 2017
	Patrimoine de voirie	61005	Rue Cannebière (de Decaen à Daumesnil)	32 000	Travaux réalisés
			Rue Emile Laurent	98 500	Travaux réalisés
			Rue Proudhon	277 000	Travaux réalisés
	Déplacements	61004	Accessibilité des PMR rues de Montempoivre et André Derain	50 000	Travaux réalisés
Total DVD			782 500		

TOTAL IIL 2016 Espace public	942 500	
---	----------------	--

Enveloppe Equipements de proximité IIL2016

La programmation telle qu'elle avait été adoptée en 2015 au BP2016 est la suivante :

Direction	Activité	APDF	Libellé	Montants	
DAC	Bibliothèques	40001	Bibliothèque Hélène Berr - Modernisation ascenseur	75 000	Travaux réalisés
			Bibliothèque Hélène Berr - Travaux chauffage zone accueil RDC	10 000	Travaux réalisés
	Total IIL 2016 DAC			85 000	
DASCO	Entretien localisé 1er degré	80001	EE 4 rue de Pommard - Désamiantage dalle salle 110	10 000	Travaux réalisés
			EE 51 rue de Charenton - Pose stores classes côté façade	18 000	Travaux réalisés
			EE 52 rue de Wattignies - Modernisation menuiseries T1/4	120 000	Travaux réalisés
			EE 8 rue Charles Baudelaire - Modernisation des menuiseries T2/4	200 000	Travaux réalisés
			EM 12 rue d'Artagnan - Modernisation des sanitaires étages T1/2	80 000	Travaux réalisés
			EM 15 rue Elisa Lemonnier - Modernisation des armoires électriques	80 000	Travaux réalisés
			EM 16 rue Charles Baudelaire - Modernisation fenêtres dortoir	10 000	Travaux réalisés
			EM 16 rue Marsoulan - Modernisation sol cour	100 000	Travaux réalisés
			EM 2 rue Lachambeaudie - Création 2ème WC adultes	15 000	Travaux réalisés
			EM 28 rue de la Brèche aux loups - Modernisation couverture	220 000	Travaux réalisés
			EM 40 rue Jacques Hillairet - Modernisation partielle sol cour	40 000	Travaux réalisés
			GS 253B avenue Daumesnil - Modernisation des menuiseries T1/4	111 700	Travaux réalisés
			GS 57-59 rue de Reuilly - Modernisation éclairage luminaires T2/3	50 000	Travaux réalisés
			Insonorisation du réfectoire de l'école 59 rue de Reuilly	65 000	Travaux réalisés
			Auvents dans les écoles	217 000	Les travaux sont réalisés pour les écoles Lachambeaudie et J. Hillairet. Celui de l'école maternelle Brèche aux loups sera réalisé pendant les vacances scolaires du premier semestre 2017.
Total IIL 2016 DASCO			1 336 700		
DDCT	Mairies modernisation	14008	Mairie du 12ème - modernisation menuiseries MA12 tranche 2/3	250 000	Travaux réalisés
	Total IIL 2016 DDCT			250 000	
DFPE	Etablissements de petite	30001	CC 11 rue Villiot - Stores-bannes	20 000	Travaux réalisés

	enfance		motorisation/ terrasse		
			CC 18 rue Georges et Maï Politzer - Sécurisation toiture/terrasses	55 000	Cette opération a été reportée à 2017 et sera réalisée avec l'isolation thermique de la terrasse.
			HG 5 rue Paul Dukas - Motorisation stores intérieurs	15 000	Travaux réalisés
			CC 27 rue Pommard - Insonorisation atrium	25 000	Travaux réalisés
			CC 4 rue M.Laurencin - Modernisation réseau eau	70 000	Travaux réalisés
			CC 4 rue M.Laurencin - Motorisation volets roulants	30 000	Travaux réalisés
			Total IIL 2016 DFPE		215 000
DJS	Gymnases et salles de sports	88001	Gymnase La Lancette - Rénovation réseau ECS	50 000	Travaux réalisés
			Gymnase Léon Mottot - Rénovation complète	100 000	Budget partiellement utilisés pour les études. Des travaux ont permis de rénover le réseau d'eau chaude sanitaire. L'opération de rénovation complète est estimée à 1 Million d'€
			Gymnase Reuilly - Rénovation sol sportif	155 000	Travaux réalisés
			Gymnase Reuilly - Rénovation du sol sportif (2nde tranche)	145 000	Travaux réalisés
	Entretiens d'équipements sportifs	88003	Bains douches Charenton - Mise aux normes monte handicapé	30 000	Travaux réalisés
	Total IIL 2016 DJS		480 000		
			TOTAL IIL2016 équipements de proximité	2 366 700	

Programmation 2017

Conformément à la délibération DDATC-112 « Pour un meilleur service de proximité aux Parisiens » qui présente notamment dans son article 2 la réforme des IIL, est prévue une présentation de l'ensemble des travaux programmés pour chacune des deux enveloppes d'IIL.

Pour le budget participatif 2017, la Maire du 12^e arrondissement a choisi de dédier 40 % de son enveloppe espace public et 30 % de son enveloppe équipements de proximité. La Mairie centrale a abondé cette enveloppe à hauteur de 2 euros pour chaque euro consacré par la mairie d'arrondissement, mais également au titre des quartiers retenus dans les secteurs en politiques de la ville. Le choix de la Maire du 12^e arrondissement a

donc permis de mobiliser l'enveloppe maximale pour le 12^earrondissement, l'enveloppe du budget participatif est ainsi passée de 2 427 600 € en 2016 à 4 083 521 € en 2017. Le montant des enveloppes IIL votées au BP2017 hors budget participatif, sont présentées ci-dessous :

Enveloppe espace public pour 2017 : 765 000 €

DEVE : 160 000 €

DVD : 605 000 €

Enveloppe Equipements de proximité pour 2017 : 1 858 221 €uros

DAC : 88 000 €

DASCO : 1 130 221 €

DFPE : 140 000 €

DJS : 300 000 €

DDCT : 200 000€

Les opérations retenues sont détaillées ci-dessous :

Enveloppe Espace public IIL 2017

Numéro d'AP	Libellé AP	Libellé de l'opération	BP 2017
23003	Eclairage espaces verts	Jardin de Reully - Paul Pernin - Modernisation de l'éclairage	50 000
23004	Entretien espaces verts	Jardin de Reully - Paul Pernin - Interventions sur ouvrage d'art	95 000
		Square Charles Péguy - Aménagement d'une mini-mare ou bassin de biodiversité	15 000
		Sous-total DEVE	160 000
61002	Aménagement urbain	Place Maurice de Fontenay	350 000
61005	Patrimoine de voirie	Rue Lamblardie (tapis/chaussées)	40 500
		Rue du Docteur Goujon (tapis/chaussées)	52 000
		Rue Théophile Roussel (tapis/chaussées)	43 000
		Rue Marsoulan (tapis/chaussées)	40 000
		Rue de Rambouillet (tapis/chaussées)	38 000
		Avenue Ledru Rollin (carrefour rue de Prague) (tapis/chaussées)	41 500
		Sous-total DVD	605 000
		TOTAL IIL2017 Espace public	765 000

Enveloppe Equipements de proximité IIL 2017

Numéro d'AP	Libellé AP	Libellé de l'opération	BP 2017
40001	Bibliothèques	Médiathèque Hélène Berr - Amélioration accessibilité monte charge	20 000

		Médiathèque Hélène Berr - Changement des moteurs des portes automatiques	8 000
		Médiathèque Hélène Berr - Modernisation de l'éclairage de l'escalier et peinture	60 000
Sous-total IIL 2017 DAC			88 000
80001	Entretien degré 1er	GS 253 bis et 253 ter Daumesnil-menuiseries Extérieures - 2èT/3	125 000
		EE 51 Charenton, Modernisation du SSI	30 000
		EE Wattignies, Menuiseries Extérieures - 2e T /4	123 000
		EE Picpus A. Modernisation des Sanitaires	100 000
		GS Reuilly, Modernisation des Luminaires (3e T /3)	50 000
		EE 4 Pommard, remplacement des Caniveaux dans la grande cour	40 000
		EP Gerty Archimède, provision pour modernisation des stores	140 500
		EE 4 Pommard, Menuiseries extérieures (1e T/4)	175 000
		EE Charles Baudelaire, Menuiseries Extérieures (3è T / 4)	200 000
		Divers écoles: Provision pour Travaux de sécurité suite aux prescriptions CS	1 721
		Ecole maternelle Netter, Réfection des terrasses et Gardes Corps, Bâtiment Principal	145 000
Sous-total IIL 2017 DASCO			1 130 221
14008	Mairie modernisation	Suite modernisation des menuiseries extérieures	200 000
Sous-total IIL 2017 DDCT			200 000
88001	Gymnases et salles de sport	Gymnase Picpus - Rénovation complète	300 000
Sous-total IIL 2017 DJS			300 000
30001	Entretien établissements petite enfance	CC 33 rue Montgallet: store terrasse bébés	5 000
		CC 4 Marie Laurencin: caniveaux	75 000
		CC 49 rue Truffaut: grille jardin	30 000
		CC 6 Jardiniers : motorisation volets	30 000
Sous-total IIL 2017 DFPE			140 000
TOTAL IIL équipements de proximité			1 858 221

Les budgets participatifs 2016 et 2017 :

2016 :

Les opérations retenues au budget participatif de l'arrondissement au BP2016 sont détaillées ci-dessous :

Intitulé du projet	Montant	
Des jardins pédagogiques pour des crèches	15 000	Les jardins vont être installés début 2017.
Création d'un parcours végétalisé de la Caserne de Reuilly au jardin de Reuilly	50 000	Deux propositions ont été faites pour la création de jardinières de pleine terre.
Aménagement de casiers de bagagerie dans les bains-douches Charenton	200 000	Les études ont été réalisées en 2016, les travaux auront lieu à l'été 2017.
Restauration de la Petite Mairie de la Place d'Aligre	150 000	Les travaux ont commencé en 2016 et doivent s'achever début 2017.
Implantation d'un ancien wagon, allée Vivaldi	300 000	Opération abandonnée car la SNCF n'autorise plus la réutilisation des anciens wagons.
Couverture du terrain de sport de la rue d'Aligre	300 000	Procédure en cours pour le marché de conception réalisation, début des travaux prévu en janvier 2018.
Rendre la place Henri Frenay aux enfants	64 000	Le projet est à l'étude par les services en concertation avec les riverains.
Rénover la gare de Reuilly	120 000	Travaux réalisés
Liaison cyclable entre le boulevard de la Bastille et la rue Jules César	15 000	Travaux réalisés
Sécurisation du carrefour Charenton, Wattignies, Taine	250 000	Travaux réalisés, il reste la plantation d'un arbre programmé au 21/12.
Piétonnisation de la rue Charles Baudelaire	20 000	l'opération a commencé en 2016 et se poursuivra en 2017.
TOTAL BPA2016 :	1 484 000	

2017 :

Pour le budget participatif 2017, la Maire du 12^{ème} arrondissement a choisi de dédier 40 % de son enveloppe espace public et 30 % de son enveloppe équipements de proximité. La Maire centrale a abondé cette enveloppe à hauteur de 2€ pour chaque euro consacré par la mairie d'arrondissement mais également au titre des quartiers retenus dans les secteurs en politiques de la ville. Ce qui a porté le budget participatif de 2017 à 4 083 521 €.

Cette édition a fait l'objet d'une mesure nouvelle : la Maire s'était engagée à retenir le premier projet classé dit « quartiers populaires », le projet de mur anti-bruit autour du collège Germaine Tillon a ainsi été retenu.

La Mairie a également fait le choix de financer un projet dit « pivot » qui dépassait l'enveloppe prévue initialement pour le budget participatif. Il s'agit du projet de la rue Beccaria, qui a donc été financé sur le budget d'investissement IIL de l'arrondissement pour un montant d'environ 80 K€. La programmation classique des IIL2017 détaillée précédemment a été ajustée à cet effet.

Intitulé du projet	Montant
Des toilettes rénovées pour tous les élèves du 12e	975 000
Végétalisation : l'ambition verte du 12e	750 000
Aménagement de l'avenue Daumesnil, le long du Viaduc des Arts	800 000
Du compost pour nos quartiers	100 000
De l'art dans mon quartier : des rues hautes en couleur	150 000
Des conditions d'études améliorées pour les élèves du 12e	280 000

Sécuriser les chemins des écoles du 12e	470 000
Amélioration de l'accès au Bois de Vincennes depuis la Porte Dorée	105 000
Réaménagement de la rue Beccaria pour un accès embelli à Aligre	230 000
Un mur anti-bruit autour du collège Germaine Tillion	305 000
TOTAL BPA 2017	4 165 000 €

Les Investissements localisés (IL)

Il s'agit des investissements dont l'intérêt local est avéré et pouvant, de ce fait, être rattachés à un arrondissement en particulier. Leur élaboration est le fruit de négociations entre la Maire d'arrondissement, la DFA et l'Exécutif parisien. Les IL sont de deux types, les AP (autorisations de programme) de Type 1 pour les projets nouveaux et les AP de type 2 pour les grosses réparations.

Exécution 2016

BP 2016 - AP de projet (type 1)

S'agissant d'opérations neuves ou de réhabilitations lourdes, les opérations suivantes font l'objet d'études actuellement. Le programme et le calendrier de travaux est en cours de définition.

BP 2016 - AP de plan (type 2)

Direction	Activité	APDF	Libellé	Montants
DASCO	Constructions scolaires 1er degré	04851	Charolais - Rambouillet - Ecole Bignon - Elisa Lemonnier - Mise en polyvalence et en accessibilité	2 500 000
	Total DASCO			2 500 000
DDEES	Marchés	04842	Halle Beauvau	1 000 000
	Total DDEES			1 000 000
DDCT	Actions en faveur des handicapés	04875	Espace Reuilly accessibilité	800 000
	Total DDCT			800 000
DFPE	Etablissements de petite enfance	04907	CC TROUSSEAU - hôpital Trousseau - 20 places	800 000
		04453	CC Cité Debergue	960 000
	Total DFPE			1 760 000
DJS	Gymnases	04914	Pte Vincennes - Pte Montreuil (GPRU) - Gymnase-pont (12e-20e)	12 000 000
	Piscines	04915	Baignade Bois de Vincennes	4 080 000
	Total DJS			16 080 000
DVD	Opérations d'aménagement	04935	Bercy Arena - Abords Gare de Bercy (pl du Bataillon du Pacifique et rue Corbineau)	1 500 000
				Total DVD
TOTAL IL2016 /AP de projet				23 640 000

Les opérations adoptées sur le BP2016 ont pour la plupart été réalisées ou ont fait l'objet d'études préalables.

Direction	Activité	APDF	Libellé	Montants	
DJS	Gymnases et salles de sports	88101	Centre sportif A. Mimoun - Extension système vidéo	70 000	Les travaux ont commencé en 2016 et doivent s'achever en 2017
			Gymnase La Lancette - Remise état ventilation	190 000	Travaux réalisés
	Centres d'animation	88102	Centre d'animation Montgallet - Modification ventilation salle Danse	7 500	Travaux réalisés
			Centre d'animation Montgallet - Pose CTA salle arts plastique	15 000	Travaux réalisés
			Centre d'animation - Reuilly Pose plan incliné studio enregis	5 000	Travaux réalisés
			Centre d'animation Reuilly - Remplacement centrales traitement air	50 000	Etude réalisée sur 2016 - début des travaux à l'été 2017
	Entretien d'équipements sportifs	88103	Skate Parc Bercy - Remplacement modules	200 000	Travaux réalisés
			Stade Polygone Restructuration vestiaires	200 000	Conception en cours - début des travaux été 2017 (plusieurs phases d'ici 2019)
	Création d'équipements sportifs	88103	Parcours sportif lac Daumesnil	45 000	Travaux prévus au 1 ^{er} trimestre 2017
			Street work out dans le Bois de Vincennes	20 000	Travaux prévus au 1 ^{er} trimestre 2017
Total DJS				802 500	
DEVE	Entretien d'espaces verts	23104	Mise aux normes accès bornes fontaines	20 000	Travaux réalisés par utilisation des crédits d'une opération annulée au BP2015 en IIL
			Coulée verte - rénov plancher 3 ^e tranche	100 000	Les travaux ont commencé fin 2016 et se poursuivent en 2017.
			Jeux et protection phonique du square de la Croix Rouge	150 000	Les travaux ont commencé et vont s'achever à la fin du premier semestre 2017
	Total DEVE				270 000
DPA	Ravalements	21103	ensemble EM 43-45-47 Picpus	175 000	Travaux réalisés
	Total DPA				175 000
DVD	Patrimoine de voirie	61105	Quai de la Râpée (de Traversière à Ledru-Rollin)	242 200	Opération abandonnée car un projet d'aménagement est à l'étude.
	Déplacements	61104	67 avenue Daumesnil	70 000	Opération abandonnée

				car la signalisation de l'avenue va être impactée par les travaux de la place de la Bastille
	Total DVD			312 200
	TOTAL IL2016 /AP de plan			1 559 700

B. Programmation 2017
BP 2017 - AP de projet (type 1)

Direction	Numéro d'AP	Libellé AP	Libellé de l'opération	BP 2017
DAE	04842	Marchés	MARCHE D'ALIGRE - HALLE BEAUVAU (12e)	2 050 000
			Sous-total DAE	2 050 000
DAC	05078	Edifices culturels	ST ESPRIT	2 800 000
			Sous-total DAC	2 800 000
DJS	05113	Piscines	Piscine Roger Le Gall	2 500 000
			Sous-total DJS	2 500 000
DVD	05067	Opérations d'aménagement	SECTEUR DEBERGUE	1 200 000
	05068		CARREFOUR DE LA CONSERVATION	1 612 000
	05053		ZAC PORTE DE VINCENNES (12e)	600 000
	05057		AVENUE DE ST MANDE (12e)	2 630 000
	05058		RUE CLAUDE TILLIER (12e)	1 200 000
	05064		BOIS DE VINCENNES - CARREFOUR DE LA PORTE JAUNE	625 000
			Sous-total DVD	7 867 000
TOTAL IL2017 /AP de projet				15 217 000

BP 2017 - AP de plan (type 2)

Direction	Numéro d'AP	Libellé AP	Libellé de l'opération	BP 2017
DEVE	23104	Entretien espaces verts	Coulée verte René Dumont - promenade rue du Sahel - Remplacement de la clôture et portails en tête de talus	120 000
			Sous-total DEVE	120 000
DPA	21103	Ravalements	ensemble 43-45-47 Picpus tranche 2/2	200 000
			Sous-total DPA	200 000
DVD	61101	Eclairage	Avenue Daumesnil (devant Cité Nationale de l'Histoire de l'immigration)	40 000
	61105	Patrimoine voirie de	Boulevard de Reuilly entre la rue de Charenton et la rue Taine (tapis/chaussées)	123 000
			Square Courteline (tapis/chaussées)	66 000
			Sous-total DVD	229 000
DJS	88103	Entretien équipements sportifs	CS Léo Lagrange - Mise en conformité du SSI	50 000
			Vélodrome Jacques Anquetil - Reprise partielle de la structure métallique	70 000
			Vélodrome Jacques Anquetil - Remplacement du réseau d'ECS	50 000

			Stade Pershing - restructuration des vestiaires accueil, locaux personnel, électricité	460 000
			Stade Polygone - restructuration des vestiaires	465 000
			Sous-total DJS	1 095 000
TOTAL IL2017 /AP de plan				1 644 000

- **DELIBERATION (12-2017-003)** : *Choix de la gestion par délégation de service public du centre Paris Anim' Maison des Ensembles dans le 12^e arrondissement.*

(DELIB 12-2017-012)

- **DFPE 20170023** : *Crèches réalisées sur le domaine public de l'APHP - hôpitaux Saint-Louis (10^e), Trousseau (12^e), Pitié-Salpêtrière (13^e) et Bichat (18^e). Autorisations d'urbanisme ; demandes de subventions.*

(DELIB 12-2017-013 AVIS)

- **DFPE 20170011** : *Subvention (146.000 euros) et avenant avec l'association "Réseau Môm'Artre"(19^e) pour ses actions menées en direction des enfants et des familles parisiennes dans leur vie quotidienne.*

(DELIB 12-2017-014 AVIS)

- **DLH 20170050** : *Espaces verts de Paris - Démolition de kiosques de toilettes publiques - Autorisations d'urbanisme.*

(DELIB 12-2017-015 AVIS)

- **DAC 20170459** : *Subventions (7.850 euros) à 8 associations d'anciens combattants et comités du Souvenir localisés dans les arrondissements de Paris.*

DELIB 12-2017-016 AVIS)

- **DAJ 20170001** : *Convention cadre de partenariat entre la Ville de Paris et l'Ordre des Avocats au Barreau de Paris Subvention (296.750 euros) et convention pluriannuelle pour l'organisation de consultations gratuites.*

DELIB 12-2017-017 AVIS)

Votants : 25 dont 3 pouvoirs

Pour : 25 voix dont 3 pouvoirs :

12 voix groupe Socialiste Radical et Citoyen dont 2 pouvoirs

03 voix groupe Communiste-Front de Gauche dont 1 pouvoir

04 voix groupe Ecologiste

05 voix groupe Les Républicains

01 voix groupe UDI-MODEM

Contre : 0

Abstention : 0

Délibération adoptée à *l'unanimité* des suffrages exprimés.

Projets de délibération du Conseil Départemental transmis pour information du conseil d'arrondissement :

2017 DPA 1-G : PARISfaitPARIS - Collège Georges Courteline, 48, avenue du Docteur Arnold Netter à Paris (12^e) - Extension et restructuration - Objectifs, programme des travaux, modalités de réalisation - Autorisations administratives.

M. Laurent TOUZET, Adjoint à la Maire du 12^e arrondissement, Conseiller d'arrondissement, rapporteur :

2017 DASCO 2-G : Divers collèges publics parisiens - Dotations (32.605 euros).

M. Laurent TOUZET, Adjoint à la Maire du 12^e arrondissement, Conseiller d'arrondissement, rapporteur :

2017 DASCO 3-G : Divers collèges publics parisiens - Subventions (45.547 euros).

M. Laurent TOUZET, Adjoint à la Maire du 12^e arrondissement, Conseiller d'arrondissement, rapporteur :

2017 DASES 4-G : Subventions d'investissement (216 943 €uros) à cinq Espaces "Solidarité Insertion" (3^e, 10^e, 12^e et 13^e) dans le cadre de la mise en œuvre du projet solidarité du budget participatif 2015.

Mme Pénélope KOMITÈS, Adjointe à la Maire de Paris, Conseillère de Paris, rapporteure :

- VŒU 122017-001 :Vœu présenté par Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Nicolas BONNET-OULALDJ, Président du groupe Communiste-Front de Gauche et les élu-e-s de l'ensemble des groupes de la majorité, relatif à une dénomination en hommage à Denise GINOLLIN dans le projet d'aménagement Paul Valéry.

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris, rapporteure :

« Aujourd'hui, nous vous proposons deux délibérations qui nous permettraient d'honorer une femme et un homme dans notre arrondissement. L'idée, comme à chaque fois, est d'essayer d'abord de rétablir un peu d'égalité. Une très grande majorité des voies de notre arrondissement sont dédiées à la mémoire d'hommes, sûrement illustres, qui ont marqué l'histoire de notre pays, de notre ville. Mais nous sommes nombreux à considérer que, peut-être, certaines femmes ont pu aussi contribuer à cette histoire collective. Nous avons, depuis 2014, honoré Gertrude STEIN, Louise HERVIEU, Mary CASSATT, Simone IFF, Claire HEYMAN, et Maria ERRAZURIZ, Edmonde CHARLES-ROUX et donc Althea GIBSON. Aujourd'hui, je vous propose d'honorer la mémoire de Denise GINOLLIN.

Elle est née dans le 12^e arrondissement, il y a 110 ans. Elle s'est engagée dans les jeunesses communistes et au Parti communiste français. Elle est rapidement devenue secrétaire de la section communiste du 12^earrondissement. Son parti est dissous par l'occupant allemand. Elle participe à la création d'une cellule clandestine et s'engage donc dans la résistance. Elle est condamnée à mort, arrêtée, déportée à Ravensbrück, puis à Mauthausen. Elle aura la chance de revenir en France à la Libération. Elle poursuit son engagement politique et est élue parmi les premières femmes à l'Assemblée Nationale. Elles étaient seulement 33 à l'époque, dans l'Assemblée Nationale constituante, le 21 octobre 1945. Elle est réélue à deux reprises du département de la Seine. Elle s'est particulièrement mobilisée pour améliorer notamment les conditions de vie des déportés, mais aussi s'est mobilisée en faveur de la limitation des expulsions locatives comme de la gratuité des transports pour nos jeunes. Des sujets qui font écho encore aujourd'hui à notre actualité.

C'est pourquoi, au vu de cet engagement de résistante, et de son engagement au service des habitants de Paris et de notre arrondissement, je vous propose qu'une rue du projet d'aménagement Paul Valéry puisse honorer la mémoire de Denise GINOLLIN. Monsieur BONNET, vous avez souhaité vous associer au dépôt de ce vœu. Je vous propose de compléter cette présentation en prenant la parole après moi. »

M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Conseiller de Paris :

« Merci Madame la Maire. Evidemment, nous nous associons à ce vœu et à cet hommage. C'est vraiment un honneur de mettre Denise GINOLLIN dans les rues du 12^e arrondissement, vous l'avez rappelé. Je ne reviendrai pas sur toute son histoire. Mais je veux dire que c'est une femme qui a été déportée à Ravensbrück et à Mauthausen. Nous étions ensemble il y a deux ans à Auschwitz, et nous sommes rentrés par cette porte qui est dite « La porte des femmes françaises », qui ont franchi cette porte en chantant La Marseillaise, avec Marie-Claude VAILLANT-COUTURIER et d'autres.

Ces femmes-là entreront à l'Assemblée Nationale en 1945, au moment du droit de vote des femmes en France, et feront partie des 33 premières femmes députées, et députées de Paris. Une époque, d'ailleurs, où siégeait, sur les mêmes bancs, Ambroise CROIZAT, fondateur de la Sécurité sociale deux ans après. Je vous invite d'ailleurs à aller voir au cinéma actuellement *La Sociale*, qui remémore son parcours et tout ce qui se passe autour de la Sécurité sociale, sur laquelle, d'ailleurs, Denise GINOLLIN s'est fortement engagée aux côtés d'Ambroise CROIZAT. Ses interventions à l'époque, vous l'avez dit, étaient principalement tournées vers le besoin immédiat de l'Après-guerre.

Des familles ont faim et froid, s'écriait-elle au début d'un débat en 1947. Alors que, deux ans après la Guerre, le rationnement en tant que nourriture et en tant que charbon exaspérait les populations les plus modestes. Vous imaginez l'écho que cela peut avoir aujourd'hui, dans cette période de grand froid où certains sont encore dans la misère. Alors, oui, le souci quotidien est essentiel pour Denise GINOLLIN, ancrée dans ce quartier, dans le Paris populaire. Elle militera toute sa vie pour la justice, pour la paix, pour le progrès social, qui était le slogan du Front Populaire. Merci pour cette initiative, à laquelle nous nous associons. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Monsieur SEINGIER pour la position du groupe Les Républicains sur ce vœu. Allez-y. »

M. Matthieu SEINGIER, Conseiller d'arrondissement :

« Merci Madame la Maire. Nous avons toujours voté, effectivement, vos propositions, notamment pour les dénominations qui rendaient hommage à des femmes qui se sont investies. Sur ce vœu, nous sommes plus mesurés. Nous trouvons que le nom proposé n'est pas approprié pour Paul Valéry. En effet, la nomination d'un site scolaire devrait avant tout être présidée par des valeurs éducatives ou culturelles, et non purement politiques. D'une manière générale, la nomination d'édifices publics, surtout des écoles, doit éviter la revendication d'opinions politiques uniquement partisanses.

Certes, des choix politiques existent. Combien de municipalités ont, par exemple, utilisé le nom de Léo LAGRANGE - je prends ce nom au hasard - pour des centres sportifs. Ce choix était bien sûr acceptable, dès lors que Léo LAGRANGE a contribué au développement de la pratique sportive. Donc, je ne suis pas contre le Front Populaire. Mais, si une personne politique est choisie, elle doit indiscutablement avoir contribué à l'intérêt général du site choisi, pour notre pays ou au-delà. En l'occurrence, on peut en douter avec Madame GINOLLIN, qui, toute sa vie, ne s'est battue que pour le communisme. Déjà, au nom du pacte germano-soviétique entre HITLER et STALINE, elle a préféré son lien avec le communisme, plutôt que de défendre la France. Vous avez oublié cette petite partie. Et, quand elle a été arrêtée par la police française, c'est l'occupant allemand qui l'a libérée. Elle fait partie du groupe de communistes qui ont négocié pour la réouverture de *L'Humanité* auprès des Allemands. Ensuite, évidemment, je n'enlève pas le fait qu'elle ait été déportée comme prisonnière politique pour le communisme. Cela n'enlève rien à son courage et à son engagement que je respecte en tant que combattante. Mais son nom n'a pas sa place dans une cité scolaire publique, qui est neutre par nature. Pourquoi pas une rue, une impasse ? »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Excusez-moi, je me permets de préciser. Aujourd'hui, vous avez une seule parcelle unique, qui est la cité scolaire Paul Valéry. Mais peut-être vous aura-t-il échappé que la Région Île-de-France va reconstruire son lycée, que le Département de Paris va reconstruire son collège, que la barre de deux cents mètres va être détruite et que nous allons construire de nouvelles rues entre ces deux établissements scolaires. Nous allons construire des logements à côté de ces deux parcelles du lycée, et celle du collège.

La proposition qui est faite - je voudrais que vous vous positionniez en ayant bien en tête la proposition que nous faisons -, c'est qu'une dénomination soit dédiée à la mémoire de Denise GINOLLIN, d'une voie, d'une rue, et non de l'établissement scolaire. Concernant le nom des établissements scolaires, le lycée va garder le nom de Paul Valéry. Pour l'instant, il n'y a pas de décision qui ait été prise sur le collège, et ce sera une décision, qui, à mon sens, devra être partagée avec la communauté éducative. Voilà, donc, le vœu n'est peut-être pas assez explicite, et je m'en excuse. Mais l'idée est bien d'attribuer ce nom à une rue, sur la parcelle Paul Valéry. Je voulais quand

même préciser ce point avant de vous laisser vous positionner. Monsieur Nicolas BONNET, vous voulez reprendre la parole. »

M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Conseiller de Paris :

« Je voudrais que les habitants qui assistent à ce Conseil d'arrondissement entendent la vérité de l'histoire. Monsieur SEINGIER a évoqué un acte que Denise GINOLLIN a fait sur ordre, alors qu'elle était sténodactylographe de *L'Humanité*. On lui a demandé d'aller rencontrer la police allemande qui venait d'interdire le journal en juin 1940. Le journal *L'Humanité* est interdit. Donc, elle fait partie d'une délégation qui va rencontrer la police allemande pour demander à ce que *L'Humanité* ne soit pas interdit, et vous comparez cela à une espèce de trahison. »

Je voudrais dire que cela se passe en 1940, le 20 juin 1940, donc, quelques jours après, elle est arrêtée par la police allemande. Donc, Monsieur SEINGIER, ne prenez pas dans votre intervention un élément qui a duré une heure dans la vie de Denise GINOLLIN, qui était une simple sténodactylographe. Elle était sous ordre à ce moment-là pour aller rencontrer, bien sûr, nos adversaires, mais pour défendre un journal et la liberté de la presse. En faire un argument contre le fait qu'on lui donne et qu'on lui rende hommage à travers notre arrondissement, je trouve cela assez scandaleux et révisionniste de votre part. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« On ne va pas refaire la biographie de Denise GINOLLIN ce soir. On aura d'autres occasions d'en rediscuter. Passons au vote. »

Vœu

Le destin de Denise GINOLLIN, née Eglantine Denise REYDET, figure féminine de la Résistance et figure politique du XX^e siècle, élue parmi les 33 premières femmes députées, le 21 octobre 1945, est intrinsèquement lié au territoire du 12^e arrondissement.

Née dans le 12^e, elle s'engage dans les jeunesses communistes et au Parti communiste français et devient rapidement l'une des secrétaires de la section communiste de l'arrondissement. Son parcours hors du commun et les combats courageux qu'elle a menés dans la période d'occupation et de reconstruction méritent d'être portés à la connaissance des générations futures.

Considérant notre volonté d'honorer des femmes aux destins exceptionnels et de perpétuer leur mémoire en inscrivant leur nom dans l'espace public de notre Ville ;

Considérant le lien exceptionnel qui unit Denise GINOLLIN au Département de la Seine et particulièrement au 12^e arrondissement qui l'a vu naître il y a 110 ans et où elle s'est mariée ;

Considérant les combats courageux qu'elle y a menés au prix de sa liberté ; condamnée à mort par contumace par un tribunal militaire allemand, elle fût arrêtée et déportée à Ravensbrück puis à Mauthausen ;

Considérant qu'elle fût élue parmi les premières femmes députées à l'Assemblée Nationale constituante du 21 octobre 1945, puis réélue à deux reprises ;

Considérant le dévouement et l'énergie qu'elle a consacrés lors de ses trois mandats, à l'amélioration des conditions de vie du peuple dans une France en reconstruction et en particulier au retour des Déportés ;

Considérant son courage inébranlable et la constance de son engagement politique au service des Français.

Sur proposition de Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, de Nicolas BONNET-OULALDJ, Président du groupe Communiste-Front de Gauche et des élu-e-s de l'ensemble des groupes de la majorité, le conseil du 12^e arrondissement émet le vœu :

- Qu'une dénomination soit dédiée à la mémoire de Denise GINOLLIN dans le projet d'aménagement urbain Paul Valéry.

Votants : 25 dont 3 pouvoirs

Pour : 20 voix dont 3 pouvoirs :

11 voix groupe Socialiste Radical et Citoyen dont 2 pouvoirs
03 voix groupe Communiste-Front de Gauche dont 1 pouvoir
05 voix groupe Ecologiste
01 voix groupe UDI-MODEM

Contre : 01 voix groupe Les Républicains (M. SEINGIER)

Abstention : 04 voix groupe Les Républicains

Vœu adopté à **la majorité absolue** des suffrages exprimés.

(DELIB 12-2017-018 VOEU)

- Vœu 122017-002 : Vœu présenté par Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement et les élu-e-s de l'ensemble des groupes de la majorité, relatif à la dénomination du futur gymnase-pont de la Porte de Vincennes en hommage à Victor PEREZ.

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris, rapporteure :

« J'ai également souhaité vous proposer de rendre hommage à un homme, cette fois-ci. Victor PEREZ, qui est un sportif franco-tunisien de confession juive, a été une figure mondiale de la boxe. Champion de France, champion du monde poids mouche, fauché à 33 ans, le 22 janvier 1945 par les nazis lors de la libération des camps de la mort, et ce qu'on a appelé les marches de la mort. Il avait survécu à deux ans de vie à Auschwitz. Son courage, son talent, sa détermination lui ont permis d'accomplir de nombreux exploits sportifs. Il a été sacré champion du monde en 1931, à Paris. Et sa passion pour la boxe l'a poussé à rester à Paris, malgré un climat politique qui s'est dégradé, notamment la montée de la xénophobie et de l'antisémitisme.

Il a été dénoncé, arrêté par la milice française et interné à Drancy, avant d'être déporté à Auschwitz le 10 octobre 1943. Dix ans après, l'INSEP lui a d'ailleurs dédié sa salle de boxe. Alors, à notre tour, je vous propose de rendre hommage à ce sportif exceptionnel au destin tragique. Et ce, en donnant son nom au futur gymnase-pont qui prendra sa place au-dessus du périphérique, au bout de l'avenue Courteline, dans le cadre du grand projet de renouvellement urbain, de part et d'autre de la Porte de Vincennes. J'espère que cette fois-ci, nous ferons consensus, parce que c'est vraiment l'objectif de ces propositions qui sont faites en Conseil d'arrondissement.

Il n'y a pas d'intervention. J'imagine donc un vote à l'unanimité de ce vœu. Je vous remercie. »

Vœu

Figure mondiale de la boxe, sacré plus jeune champion du monde dans sa catégorie, Victor PEREZ dit Young PEREZ, jeune sportif juif franco-tunisien, champion de France et champion du monde poids mouche, fut fauché à 33 ans par la barbarie nazie, au cours des marches de la mort, le 22 janvier 1945, après avoir survécu deux ans dans le camp d'Auschwitz.

Considérant le courage incroyable, le talent exceptionnel et la détermination inébranlable dont il a fait preuve tout au long de sa vie ;

Considérant que Paris a été le témoin de ses nombreux exploits sportifs, de sa passion constante pour la boxe et pour la France, malgré un climat politique dégradé par la xénophobie et l'antisémitisme ;

Considérant qu'il a été dénoncé, arrêté, interné à Drancy puis déporté dans l'enfer d'Auschwitz, le 10 octobre 1943 ;

Considérant qu'ayant survécu à l'horreur des camps, il a été lâchement tué lors des marches de la mort ;

Considérant qu'il y a 10 ans, le 7 octobre 1997, l'Institut National du Sport, de l'Expertise et de la Performance (INSEP), situé dans le 12^e arrondissement, a rendu hommage à ce sportif exceptionnel en dévoilant une plaque commémorative à sa mémoire dans sa salle de boxe ;

Considérant notre devoir de transmettre cette histoire au plus grand nombre pour qu'elle ne puisse se répéter ;

Considérant que le quartier de la Porte de Vincennes a été terriblement meurtri par l'attaque terroriste et antisémite du 9 janvier 2015 dont il portera à jamais la mémoire.

Sur proposition de Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement et des élu-es de l'ensemble des groupes de la majorité, le conseil du 12^e arrondissement émet le vœu que :

- le futur gymnase-pont programmé dans le cadre du Grand projet de renouvellement urbain de la Porte de Vincennes, avenue Courteline, soit dédié à la mémoire de Victor « Young » PEREZ.

Votants : 26 dont 3 pouvoirs

Pour : 26 voix dont 3 pouvoirs :

12 voix groupe Socialiste Radical et Citoyen dont 2 pouvoirs
03 voix groupe Communiste-Front de Gauche dont 1 pouvoir
05 voix groupe Ecologiste
05 voix groupe Les Républicains
01 voix groupe UDI-MODEM

Contre : 0

Abstention : 0

Vœu adopté à *l'unanimité* des suffrages exprimés.

(DELIB 12-2017-019 VOEU)

- VŒU 122017-003 : Vœu présenté par Nicolas BONNET-OULALDJ, Président du groupe Communiste-Front de Gauche et les élu-e-s de l'ensemble des groupes de la majorité, relatif au désengagement de la Région du financement du logement social.

M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Conseiller de Paris :

« Merci Madame la Maire. Je vais vous donner lecture de ce vœu :

Considérant la volonté de Mme PÉCRESSE, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, de réduire le budget de la Région dédié au financement du parc locatif social sur le périmètre de la Métropole du Grand Paris, c'est-à-dire Paris et 130 communes du centre de l'agglomération francilienne ;

Considérant que ce désengagement pourrait s'élever à 30 millions d'euros en 2017, le budget passant de 70 millions d'euros en 2016 à seulement 40 millions d'euros en 2017 ;

Considérant que Mme PÉCRESSE justifie ce désengagement par le transfert de la compétence logement à la Métropole à partir du 1er janvier 2017 ;

Considérant que le transfert à la Métropole de la compétence de financement du logement social exercée par les communes ne se fera qu'après l'adoption du PMHH, à partir de fin 2017 ;

Considérant que ce désengagement rendra plus difficile la production de logements sociaux dans la Métropole, à Paris ;

Considérant que ce désengagement se fera aussi au détriment d'opérations de réhabilitation d'immeubles de logements sociaux existants qui bénéficiaient jusqu'à présent de financements de la Région ;

Considérant que, sous la mandature précédente, plus de 100 millions d'euros étaient mobilisés chaque année par la Région, deux tiers de ces aides régionales étant consacrées au financement d'environ 10 000 logements sociaux, le tiers restant étant dédié au financement de la réhabilitation de logements, à la lutte contre la précarité énergétique, les aides aux copropriétés en difficulté, et à la lutte contre le saturnisme.

Sur proposition de Nicolas BONNET-OULALDJ, Président du groupe Communiste-Front de Gauche, et des élu-e-s de l'ensemble des groupes de la majorité, le Conseil du 12^e arrondissement émet le vœu que :

- la Région maintienne le budget consacré au logement social afin de continuer à soutenir l'effort de production et de réhabilitation de logements sociaux pour répondre à la demande des personnes modestes et de la classe moyenne.

Voilà l'état d'esprit de ce vœu qui est adressé pour que la Maire de Paris écrive à Madame PECRESSE. »

M. Franck MARGAIN, Conseiller d'arrondissement :

« Je vais simplement répondre à votre intervention. Mais bon, c'est dans d'autres cénacles que tout cela aura lieu. C'est pour vous dire quand même que Madame PECRESSE a été assez claire sur le phénomène du logement social. Elle a fait des déclarations qui sont assez limpides. Donc, à la fois, c'est un problème de transfert de compétence, auquel cas elle maintient sa mission en matière de compétence sur le logement social en dehors de la Métropole, et il y a beaucoup à faire.

Et, deuxièmement, elle nous a expliqué l'autre jour, noir sur blanc, que de nombreuses communes de la Métropole avaient bénéficié outrageusement des aides de la Région sous la précédente mandature, et que d'autres n'en avaient pas du tout bénéficié. Elle a expliqué également qu'elle en avait absolument assez d'avoir des ghettos constitués uniquement de logements sociaux, et qu'elle souhaitait une meilleure répartition. Là aussi, cela a été clair. C'est une réalité. Je n'ai pas à intervenir sur votre vœu, mais c'est pour vous dire qu'on votera évidemment contre. Et que je trouve cela un petit peu déplacé. Merci. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris, rapporteure :

« Je vais faire la réponse de l'exécutif en l'absence de Madame SLAMA. Moi, je trouve déplacées les querelles stériles entre la Métropole et Paris. Au final, que va-t-il se passer ? Si la Région Île-de-France retire son financement à la Ville de Paris, en l'occurrence ici, et à l'ensemble des communes de la Métropole du Grand Paris, nous pourrions moins construire nos logements sociaux, et donc, nous aurons encore plus de demandeurs que nous ne pourrions pas satisfaire. Nous aurons encore plus de classes moyennes et de classes populaires qui partiront. Et surtout, nous ne pourrions pas continuer à rénover le parc existant.

Et donc, j'aimerais bien que vous m'expliquiez ce que je vais dire aux habitants de Contenot, ce que je vais dire aux habitants de Fécamp Edouard Robert, ce que je vais dire aux habitants de la rue Erard, quand les bailleurs sociaux n'auront plus les moyens d'entretenir le patrimoine qui est le leur aujourd'hui. Parce que c'est bien de cela qu'il s'agit. Je vous confirme que la Métropole du Grand Paris n'a pas, aujourd'hui, ni la compétence tant qu'elle n'a pas voté le PMHH, ni l'argent pour financer l'ensemble de ces programmes de rénovation. Effectivement, ce ne sont pas des actions qui sont sans conséquences sur la vie quotidienne des habitants du 12^e arrondissement, et c'est donc très grave. Je donne un avis favorable à ce vœu, bien évidemment, et nous l'adopterons.

Normalement, sur un vœu, il y a une prise de parole pour une explication de vote par groupe, et cela fait maximum cinq minutes. Mais je veux bien que vous partagiez les cinq minutes, puisque Monsieur MARGAIN n'a pas tout utilisé. »

Mme Valérie MONTANDON, Conseillère d'arrondissement :

« Je vous remercie, Madame la Maire. Mais comme vous avez posé une sorte d'interrogation - qu'allez-vous répondre aux habitants du square Contenot ? -, je vais vous donner une réponse.

Vous allez pouvoir leur dire déjà le caractère absurde du millefeuille territorial et arbitraire du Grand Paris, qui ne correspond à rien de précis. Vous allez pouvoir dire aussi que les transferts de compétences de la Grande Métropole ont été voulus par votre gouvernement. Vous allez aussi pouvoir leur dire que Valérie PECRESSE et Geoffroy DIDIER aussi, je crois, sont tout à fait disposés à collaborer avec la MGP sur le logement, notamment la Petite Couronne. Mais il y a des discussions pour qu'il n'y ait pas de doublons. Notre transfert de compétences a quand même été voulu, à la base, par ce millefeuille qui dépend de votre gouvernement. Il va falloir être clair là-dessus. Depuis le 1^{er} janvier 2017, la compétence des logements est placée entre les mains de la Métropole. C'est une réalité. Et, à la base, vous êtes à l'initiative de cela. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris, rapporteure :

« C'est pas un millefeuille, Madame MONTANDON. Nous sommes 131 communes, et nous sommes maires. Nous n'avons pas une instance supplémentaire. Ce sont juste des

maires qui décident de travailler ensemble, sur des objectifs et des préoccupations qui concernent particulièrement la zone dense. Effectivement, le problème du logement social ne se pose pas du tout de la même manière dans cette zone dense et dans la Grande Couronne. Les habitants des logements s'en fichent complètement, du millefeuille.

Par contre, ils veulent savoir quand le chauffage va marcher chez eux, quand les vide-ordures vont être fermés, quand les locaux vélos dans les rez-de-chaussée vont être installés, quand les ascenseurs vont être rénovés. C'est cela, les questions qu'ils posent, et vous le savez très bien. Et aujourd'hui, cette décision de la Présidente de la Région Île-de-France va diminuer considérablement le budget de nos bailleurs sociaux, et ils ne pourront plus entretenir le patrimoine.

Passons au vote. On ne sera pas d'accord sur ce vœu. Ce n'est pas grave. Cela fait du bien d'avoir encore des sujets sur lesquels nous ne sommes pas d'accord. Cela nous confirme qu'il y a encore une petite différence entre la droite et la gauche. Cela se voit au niveau régional. »

Votants : 26 dont 3 pouvoirs

Pour : 20 voix dont 3 pouvoirs :

12 voix groupe Socialiste Radical et Citoyen dont 2 pouvoirs
03 voix groupe Communiste-Front de Gauche dont 1 pouvoir
05 voix groupe Ecologiste

Contre : 6 voix :

05 voix groupe Les Républicains
01 voix groupe UDI-MODEM

Abstention : 0

Vœu adopté à **la majorité absolue** des suffrages exprimés.

(DELIB 12-2017-020 VŒU)

- Vœu 122017-005 : Vœu déposé par Valérie MONTANDON et les élus du Groupe les Républicains, relatif à la rénovation des équipements du stade Léo LAGRANGE.

Mme Valérie MONTANDON, Conseillère d'arrondissement :

« Merci Madame la Maire.

Considérant que la ville de Paris est la capitale la plus dense d'Europe avec 21.000 habitants au kilomètre carré ;

Considérant qu'il est indispensable de préserver les espaces verts et de respiration dans la ville pour assurer la qualité de vie et les besoins de détente des citoyens ;

Considérant que le secteur Léo LAGRANGE, comprenant le stade et les équipements sportifs, est un espace vert légitimement très apprécié des sportifs et des riverains de toutes les générations ;

Considérant que la construction des bâtiments en question est une privation de l'espace public à usage collectif installé dans un espace vert ;

Considérant que les stades et équipements publics n'ont pas vocation à servir de nouveaux terrains à bâtir ;

Considérant que le secteur Léo LAGRANGE qui comprend 310 arbres, dont certains remarquables, remplit une fonction écologique essentielle ;

Considérant que la construction de bâtiments le long des maréchaux isole le bois derrière un front bâti continu entre Paris, Vincennes et Charenton ;

Considérant le renoncement par la majorité d'un projet aux finalités identiques sur le stade Championnet dans le 18^e arrondissement en 2016 ;

Considérant la pétition engagée par les riverains qui rassemble à ce jour 1.300 signatures.

Valérie MONTANDON et les élus des Groupes les Républicains émettent le vœu suivant :

- Que la Maire de Paris renonce à la construction de bâtiments sur les parcelles du stade Léo LAGRANGE, et que la rénovation des équipements publics soit réalisée sans densification urbaine et sans destruction des arbres existants. »

M. Richard BOUIGUE, Premier Adjoint à la Maire du 12^e arrondissement, Conseiller d'arrondissement, rapporteur :

« Vous me permettrez d'abord de souligner que deux vœux et quatre questions orales sur le projet Bercy-Charenton, c'est plutôt merveilleux. Ce qui est étonnant, c'est que cela vient juste après l'enquête publique. Cela laisse paraître soit que l'enquête publique n'a pas été satisfaisante et qu'elle a laissé des frustrations, soit que l'on n'aurait pas eu ces moments d'échanges avant. Mais nous avons pourtant parlé à plusieurs reprises du projet Bercy-Charenton. Je m'en étonne et m'en félicite en même temps.

Sur des aspects factuels, Madame MONTANDON, j'aurais envie de vous répondre plein de choses, mais je ne vais pas forcément faire une revue de détails. Mais, quand vous parlez de la privatisation de l'espace public, moi, je n'ai pas l'impression que, lorsqu'on construit du service public, lorsqu'on va construire un collège, une

bibliothèque, une crèche, des logements sociaux, l'on est sûr de la privatisation de l'espace public. Je n'ai pas l'impression que, s'agissant des arbres remarquables, dans cette assemblée, vous n'avez pas eu des réponses concrètes évoquées même par la Maire, sur la manière dont on traitait les arbres remarquables à la Ville de Paris.

Je n'ai pas non plus l'impression que vous pouvez dire aujourd'hui quelque chose comme un « front bâti continu ». Qu'entendez-vous par là ? Avez-vous des dessins d'urbanisme ? Avez-vous déjà les plans, les formes ? Moi, je ne les ai pas. Elles sont encore en négociation, et je peux vous dire qu'aujourd'hui, cela fait partie des tensions que nous avons sur cet espace, puisque nous voulons des formes qui soient adaptées, appropriées, et ne pas utiliser notamment toute l'enveloppe possible sur la constructibilité, mais uniquement une partie. C'est une demande de la Maire depuis le début sur ce projet.

Vous nous dites enfin que nous allons rénover des équipements publics. Je veux vous dire que nous ne les rénovons pas simplement : nous en créons. Parce que nous en avons besoin. Sur cet aspect, on ne sera pas d'accord, et vous connaissez notre engagement, et nous connaissons le vôtre. Mais, à un moment donné, il faut aussi dire les choses telles qu'elles sont. Vous n'arrêtez pas de nous parler de densification. Quelle est le contre-projet que vous présentez, Madame MONTANDON ? C'est un contre-projet qui propose 10 000 logements. Nous en proposons 4 000. Ce n'est pas une densification. Vous proposez un urbanisme sur dalle, un urbanisme daté, coûteux, avec des problèmes d'entretien qu'aujourd'hui, un urbanisme que même les urbanistes à Paris, mais aussi à Bordeaux - une ville que vous connaissez bien -, ne veulent plus mettre en œuvre parce que ce ne sont plus des solutions.

Vous êtes en train de dire que vous voulez des zones aérées. Les voies ferrées aujourd'hui, telles qu'elles sont, sont des zones de respiration et d'aération pour les habitants. A un moment donné, sur ce projet, elles ont été intégrées dans un projet global, et non pas supprimées parce qu'elles peuvent aussi se développer.

Vous nous parlez « coût », vous avez raison. L'urbanisme sur dalle, c'est combien ? Des millions et des millions d'euros. C'est un projet beaucoup plus cher, que même la SNCF n'a pas demandé, alors qu'elle était propriétaire des lieux. Vous le savez. Vous pouvez me dire non, mais toutes les enquêtes que l'on a sur ce qu'est aujourd'hui le projet que vous avez présenté montrent qu'il est à la fois un projet de densification, un projet coûteux, un projet irréaliste, un projet qui ne ménage pas deux choses : premièrement, le développement des services publics nécessaires au quartier tel qu'il est aujourd'hui et tel qu'il sera demain. La continuité urbaine n'est pas uniquement aujourd'hui destinée à faire joli, mais c'est parce que, demain, il va y avoir un nouveau quartier. Il faut qu'on fasse re-fonctionner ce coude autour de la porte de Charenton, qui, aujourd'hui, en termes d'urbanisme, ne fonctionne pas.

Vous nous dites enfin que vous demandez de rénover, encore une fois, les équipements publics du stade Léo Lagrange. Nous allons le faire. Nous allons même aller plus loin. Nous allons développer la pratique sportive dans cet espace. Aujourd'hui, nous avons des terrains qui ne sont pas homologués pour certaines compétitions. Nous avons des pistes d'athlétisme qui ne font pas les 400 mètres nécessaires. Nous avons un manque en termes de vestiaires. Nous avons un manque en termes d'accueil pour les parents qui accompagnent les enfants. C'est tout cela que l'on a travaillé. Mais, de notre côté, on a rencontré avec Madame TAÏEB l'ensemble des associations, l'ensemble des usagers qui pratiquent soit en club, soit en libre accès sur cet espace pour voir avec eux comment améliorer et aménager cet espace. Nous avons encore retravaillé récemment avec eux, notamment pour travailler sur les périodes intercalaires, pour voir comment nous allons pouvoir joindre entre le temps des travaux et le temps d'utilisation des terrains.

Nous avons un projet qui est effectivement un projet global, sur lequel nous ne sommes pas d'accord. Vous revenez avec des questions. Moi, je vous dis ce que nous proposons,

qui est aujourd'hui de faire de la Porte de Charenton un espace qui soit raccordé demain à ce qui va être un enjeu urbain, et un nouveau quartier, entre Paris et Charenton. Je ne crois pas qu'on est en train de s'opposer à des principes de réalité. On l'a dit. La Maire l'a redit. On est dans une poursuite du dialogue. On a encore des choses sur lesquelles il y a des moments pour s'améliorer. Et, vous l'avez dit vous-même, la Maire l'a redit aux vœux lundi soir, sur ce projet, des choses ont déjà bougé, que ce soit à la fois -Monsieur BONNET en parlait - sur la place de la logistique urbaine sur ce projet, que ce soit sur la place qui sera donnée sur la relocalisation dans le périmètre de la ZAC des activités qui sont aujourd'hui sur les tunnels Baron le Roy, ou sur la place des activités sportives ou d'autres.

Et nous avons encore des questions, notamment sur le transport, puisque, aujourd'hui, nous ne sommes pas satisfaits de ce qui est proposé. Nous voulons aller plus loin, et avec les habitants, notamment sur la ligne 87, on a un enjeu - mais pas que sur la ligne 87. Un dialogue, oui, mais attention à ce que vous proposez. À un moment donné, je veux bien que l'on mette en opposition les projets. Mais mettez les éléments sur la table. Et sur la table, il y a des éléments qui posent problème sur leur réalité, sur leur possibilité, sur leur coût et sur ce qu'ils proposent en termes de développement urbain. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci beaucoup. Non, vous n'avez pas le droit de prendre la parole, Madame. Vous l'avez prise à plein d'autres occasions, y compris aux vœux lundi soir. Tout va bien. Aujourd'hui, ce sont les élus qui s'expriment. Je récuse la comparaison avec le stade Championnet, Madame MONTANDON, cela n'a strictement rien à voir. Monsieur BONNET, puis Monsieur NAJDOVSKI. »

M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Conseiller de Paris :

« Madame la Maire, ce vœu est déposé alors que nous sortons d'une enquête publique et d'une période de concertation. Moi, ce que je souhaite - j'ai passé d'ailleurs plus d'une heure et demie avec le commissaire enquêteur, durant laquelle je lui ai fait part des réserves de mon groupe. Notamment, j'évoquais tout à l'heure la petite ceinture. C'est un sujet dans ce débat. On évoquera tout à l'heure la question des tunnels ; Baron-le-Roy, c'est un sujet dans ce débat. Mais je voudrais dire à Madame MONTANDON de faire confiance aux habitants, à la démocratie, à la concertation, pour que les choses continuent, puisqu'il y a une question de tempo.

On parle d'une ZAC dont l'horizon est peut-être après 2020. On parle de choses qui vont se dérouler, sur lesquelles nous aurons, chère Valérie MONTANDON, des moments de vote en Conseil de Paris, en Conseil d'arrondissement. Moi, j'attends d'abord le rapport du commissaire enquêteur. J'attends de voir quelles seront ses réserves, ou pas. Quel sera son avis sur ce sujet même que vous évoquez et sur lequel à la fois les associations sportives et les habitants se sont exprimés et sont allés voir le commissaire enquêteur.

Je ne voterai pas votre vœu. Et on verra, une fois que l'enquête sera remise, comment on aboutira sur ce sujet.

Moi, j'ai porté une remarque, en tout cas. Celle qu'il y a besoin d'une piscine dans ce quartier, et nous l'avons portée avec la Maire du 12^earrondissement, avec Christophe NAJDOVSKI, avec les élus écologistes. Je crois que vous-même, vous êtes assez sensible à la volonté que, si on a un certain nombre de nouveaux habitants dans ce quartier, il faut plus d'équipements sportifs. Notamment avec l'obligation, au collège, de savoir nager. Peut-être que, justement, sur le secteur Léo Lagrange, il va falloir reconfigurer l'ensemble des équipements sportifs et faire appel à des architectes pour pouvoir essayer d'ajouter, pourquoi pas, une piscine, un gymnase, des tennis, etc. Moi, j'en

suis là au niveau de la réflexion. J'en suis pas à déposer des vœux pour dire qu'il faut faire ci et qu'il faut faire ça. Nous voterons contre. »

M. Christophe NAJDOVSKI, Adjoint à la Maire de Paris, Conseiller de Paris :

« Oui, merci Madame la Maire. Le secteur de Léo Lagrange a été intégré au secteur Bercy-Charenton. Les élus écologistes ont toujours dit que cette intégration devait être pensée en maintenant à la fois les surfaces imperméabilisés sur Léo Lagrange et les espaces verts sur le site. Nous avons également demandé que cette réflexion s'accompagne également d'une réflexion sur le lien avec la pelouse de Reuilly. En effet, depuis très longtemps, nous posons cette question des usages sur la pelouse de Reuilly. Nous avons demandé à ce qu'il y ait une étude, qui devait normalement être remise à la fin de l'année 2016. Nous sommes au début de l'année 2017 et nous n'avons pas encore connaissance de cette étude. Voilà quelques éléments.

Par ailleurs, comme je le disais, ce site fait partie intégrante du projet de ZAC Bercy-Charenton. Vous le savez, depuis toujours, les élus écologistes sont opposés aux immeubles de grande hauteur. Ce n'est une surprise pour personne. Nous militons pour un urbanisme qui soit à échelle humaine, et qui ne soit pas celle de la démesure de tours de 180 mètres. D'ailleurs, nous ne connaissons pas la position de la droite sur cette question. Nous aimerions bien la connaître.

Ce que nous disons, c'est que nous devons remettre à plat la programmation du projet de Bercy-Charenton. Il y a effectivement, en termes de méthode, la question de l'enquête publique qui a été menée. Il faut aussi tenir compte du calendrier de l'enquête publique. Mais, en tout état de cause, nous pensons que cette programmation de Bercy-Charenton, aujourd'hui, vous le savez, ne convient pas aux élus écologistes. Et ce, notamment par rapport à la question de ces immeubles de grande hauteur. Et puis, nous devons aussi penser la création d'un nouveau quartier avec les équipements publics, qui vont permettre d'accompagner l'arrivée des nouveaux habitants. Nous avons porté depuis très longtemps aussi, notamment, l'exigence d'une piscine supplémentaire dans notre arrondissement, et sur le site de Bercy-Charenton. Ce que nous voulons, c'est avoir une vision globale, une stratégie globale sur la question de Bercy-Charenton. En attendant, nous ne participerons pas au vote sur ce vœu. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Ce vœu ne concerne absolument pas la question des IGH. Ce n'est quand même pas à moi de relire le vœu de Madame MONTANDON. Mais il concerne uniquement la parcelle Léo Lagrange et la protection des arbres existants. Et, puisque vous voulez parler programmation, parlons-en. Qui, dans cet arrondissement, dans quel groupe, a fait évoluer la programmation ? Qui a souhaité que nous passions à 50/50 ?

Interventions hors micro.

Non, Monsieur NAJDOVSKI, je vous ai écouté. Vous deux, ces deux groupes politiques-là, vous avez fait évoluer la programmation et l'équilibre logements-activité sur ce programme qui nous oblige aujourd'hui à construire plus de logements. Et c'est bien parce que nous avons accepté de faire évoluer la programmation et l'équilibre logements-activité qu'effectivement, nous nous trouvons aujourd'hui obligés de construire sur une surface au sol plus large et d'élargir à Léo Lagrange. Voilà. Maintenant, il faut assumer. Ce sont vos deux groupes politiques qui ont fait évoluer la programmation. Ce n'est pas le mien. Vous avez demandé à ce qu'on fasse évoluer la proportion d'activité-logements. Vous et Monsieur NAJDOVSKI. Cela a comme conséquence très simple l'élargissement du périmètre de la ZAC à Léo Lagrange, pour pouvoir faire plus de logements. Mais bien sûr. Reprenons les débats. Passons au vote. »

Votants : 21 dont 4 pouvoirs

Pour : 6 voix :

05 voix groupe Les Républicains

01 voix groupe UDI-MODEM

Contre : 15 voix dont 4 pouvoirs :

12 voix groupe Socialiste Radical et Citoyen dont 3 pouvoirs

03 voix groupe Communiste-Front de Gauche dont 1 pouvoir

Abstention : 0

Le groupe Ecologiste ne prend pas part au vote.

Vœu rejeté à *la majorité absolue* des suffrages exprimés.

(DELIB 12-2017-021 VOEU)

Q122017-001 : Question orale de Matthieu SEINGIER, au nom du groupe Les Républicains, relative au coût de la ZAC Bercy-Charenton pour la ville.

Madame la Maire,

Le projet de création de la ZAC Bercy-Charenton a été soumis à l'enquête publique. Dans ce cadre, les habitants de notre arrondissement ont soulevé de nombreuses questions légitimes.

Certaines avaient déjà été posées lors des réunions publiques, mais les réponses sont restées évasives ou n'étaient pas enveloppées du même caractère officiel que celles formulées devant notre assemblée.

Ainsi le coût de la ZAC pour la Ville de Paris n'est pas toujours pas clair.

La « *NOTE DE PRÉSENTATION DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL DU PROJET* » soumise à l'enquête publique indique d'une part que « *A ce stade du projet, les éléments financiers du projet d'aménagement ne sont qu'ébauchés. Ils doivent être affinés et consolidés dans le cadre du dossier de réalisation de la ZAC* ».

Certes, l'enquête publique concerne avant tout l'aspect environnemental du projet, mais il est tout de même piquant de noter que les personnes qui se sont prononcées l'ont fait sans connaître le coût global de l'aménagement.

Ceci dit, ce même document expose, d'autre part, page 19, des participations de la Ville, pour un total de l'ordre de 235 M€.

Parmi ces participations, nous savons que le coût de reconstruction des équipements sportifs du secteur Léo Lagrange, qui n'était initialement pas prévu et qui est, conséquemment entièrement à la charge de la Ville, sera de l'ordre de 27 M€.

Soucieux de la transparence financière et du principe de sincérité budgétaire, le groupe Les Républicains souhaiterait connaître le coût net de la ZAC pour la Ville de Paris et les recettes que la seule Ville de Paris peut escompter sur ce projet.

Il vous est également demandé si vous pourriez fournir un tableau listant précisément les dépenses de la Ville envisagées par gros postes de dépenses (travaux de la rue Baron-le-Roy, bibliothèque, équipements sportifs, etc.).

Q122017-002 : Question orale de Matthieu SEINGIER, au nom du groupe les Républicains, relative au devenir du foyer « ADOMA ».

Madame la Maire,

Le projet de création de la ZAC Bercy-Charenton a été soumis à l'enquête publique. Dans ce cadre, les habitants de notre arrondissement ont soulevé de nombreuses questions légitimes.

Certaines avaient déjà été posées lors des réunions publiques mais les réponses sont restées évasives ou n'étaient pas enveloppées du même caractère officiel que celle formulées devant notre assemblée.

Ainsi la disparition du foyer « ADOMA » situé *place du Cardinal Lavigerien* n'est pas acté clairement.

Le document «*PROJET DE DOSSIER DE CRÉATION DE LA ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ (ZAC) BERCY-CHARENTON*» indique, page 23, à propos du réaménagement du centre sportif Léo LAGRANGE la mention suivante:

«En position de belvédère et libérée du bâtiment provisoire (foyer ADOMA), la place du Cardinal Lavigerie offre une porte d'entrée au bois de Vincennes et propose un panorama renouvelé vers le 12^{ème} arrondissement.»

Cette formulation demeure ambiguë dès lors que les délibérations relatives à l'extension du périmètre de la ZAC évoquent la démolition de ce bâtiment mais pas davantage.

C'est la raison pour laquelle le groupe Les Républicains vous interroge clairement, dans l'hypothèse où les organes délibérants de Paris se prononcent favorablement, sur la véracité de la démolition de ce bâtiment et à quelle date.

En outre, nous vous remercions également de nous informer sur les conditions de relogement des occupants de ce foyer.

Q122017-003 : Question orale de Matthieu SEINGIER, au nom du groupe les Républicains, relative à la construction d'une tour de 180 mètres à Bercy.

Madame la Maire,

Le projet de création de la ZAC Bercy-Charenton a été soumis à l'enquête publique. Dans ce cadre, les habitants de notre arrondissement ont soulevé de nombreuses questions légitimes.

Certaines avaient déjà été posées lors des réunions publiques mais les réponses sont restées évasives ou n'étaient pas enveloppées du même caractère officiel que celle formulées devant notre assemblée.

Ainsi, la position de la majorité municipale du 12^e arrondissement sur l'érection d'une tour de 180 mètres n'est pas claire.

En effet, lors de la réunion publique du 22 avril 2015, où j'étais présent, l'architecte Stephen BARRETT, au nom du maître d'œuvre urbain du pré-projet a annoncé : « *Au cœur du futur quartier, les immeubles les plus hauts peuvent atteindre une hauteur de 180 mètres. (...) ce territoire offre l'opportunité de proposer là un paysage urbain fort (...). Des immeubles de grande hauteur sont concentrés au cœur de Bercy-Charenton et contribuent à l'intensité urbaine du futur quartier* ».

Sans commenter le vocabulaire choisi, la construction d'une tour de 180 mètres de haut est évoqué positivement. L'idée de construction d'un tel ouvrage démesuré à Bercy a pourtant déjà avorté (il s'agit du projet de Bernard ZEHRFUSS en 1966). Sans être opposé à des immeubles de grande hauteur par principe, ni à de l'audace architecturale, ce sujet mérite un vrai débat à Paris dont la ligne architecturale repose historiquement sur l'horizontalité.

Fort logiquement la proposition d'une tour isolée à Bercy, de type gratte-ciel, de surcroît issue d'une utopie des années 60-70, a suscité de très nombreuses remarques.

Cette enceinte a déjà connu un débat mais il n'a jamais porté sur la taille d'un immeuble de 180 mètres, soit plus haut que le dôme des invalides (160 mètres) et comparable aux tours *Total* ou *Areva* de la défense, sur un site qui ne comporte aucun immeuble comparable.

C'est pourquoi il nous paraît opportun que vous puissiez éclairer définitivement les habitants du 12^e arrondissement sur la position de votre majorité sur l'idée d'une tour de 180 mètres.

M. Matthieu SEINGIER, Conseiller d'arrondissement :

« Je vais juste faire une introduction. Monsieur, vous expliquez que ce débat, peut-être, était malvenu. Mais, manifestement, vu la passion qu'on y met, je trouve, au contraire, qu'il est intéressant de reparler de Bercy-Charenton. Certes, nous parlons d'un projet 2010, mais le vote de l'adoption de la ZAC, cela peut être en 2017 ou en 2018. C'est bientôt. Et on sait très bien qu'on a les documents trop tard pour que l'opposition puisse les travailler. Alors, autant aborder ces questions. Puisqu'on parle d'une ZAC, donc, on parle de quelque chose qui risque d'être irréversible. Au contraire, je pense que c'est de l'intérêt de tout le monde de pouvoir éclaircir nos positions. J'y tiens parce que, oui, il y a eu une enquête publique, mais, dans le cadre de cette enquête, les habitants ont pu soulever des questions légitimes. Nous étions aussi aux réunions publiques, et parfois, les réponses n'étaient pas claires, ou du moins elles étaient ambiguës.

Juste pour la question des hauteurs. La hauteur de 180 mètres surgit par un architecte avant tout. Elle ne surgit pas par les politiques. Dans cette enceinte, on ne s'est jamais positionnés réellement sur cette hauteur de 180 mètres. Et encore, je ne rentre pas dans le débat entre l'altitude au niveau du sol et le sommet total en prenant le niveau du sol. 180 mètres, c'est la hauteur autorisée. Monsieur MISSIKA - il n'est pas là aujourd'hui - a déclaré le 30 novembre dernier en réunion publique que les tours à Bercy et les tours de Massena pourraient être les portes de Paris. Mais pourquoi avoir besoin de portes, alors que le projet de Bercy-Charenton avait été présenté comme une continuité urbaine ? Déjà, là, on est en manque de cohérence avec l'idée de créer ces tours, qui pourraient créer une frontière physique.

Ensuite, sur le coût de Bercy. Pourquoi vous pose-t-on la question ? Parce que, lorsque l'on a examiné le dossier d'enquête, on s'aperçoit que cela n'était pas chiffré. C'était d'autant moins chiffré que le projet a évolué en intégrant la zone Léo Lagrange, que nous n'avons jamais demandée. C'est pour répondre à la question de tout à l'heure. On s'est aperçu que la reconstruction, rien que des équipements sportifs, allait coûter 27 millions, uniquement à la Ville de Paris, parce qu'elle s'est engagée à reconstruire ces établissements qui existaient déjà. On va devoir détruire des choses et les reconstruire. Il y a une question du coût qui est vraiment importante. Je voudrais connaître le coût, uniquement pour la Ville de Paris, de Bercy-Charenton.

Enfin, concernant le foyer ADOMA, c'est une question qui se pose. Effectivement quand on relit vos déclarations, on voit bien qu'il devrait être démoli. Mais ce serait pour avoir plus de précisions sur cette démolition et sur les occupants. Que va-t-il advenir de la situation des occupants ? »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Monsieur BOUIGUE, pour essayer de répondre à ces trois questions, que vous avez fait l'effort de regrouper. »

M. Richard BOUIGUE, Premier Adjoint à la Maire du 12^e arrondissement, Conseiller d'arrondissement :

« Qu'on soit bien d'accord, je ne pense pas que ce débat est malvenu. Il n'y a pas de débat malvenu. Vous pouvez néanmoins m'accorder que, sur sa temporalité, quelques jours, quelques semaines après la fin de l'enquête publique, c'est étonnant. Il y a d'autres moyens de porter les types de remarques que vous faites. Je reviens sur vos questions. Je vais les prendre dans l'ordre, telles qu'elles avaient été inscrites à l'ordre du jour.

Vous parlez du coût de la ZAC. Mais, Monsieur SEINGIER, on va être sérieux. On n'est pas au coût de la ZAC, puisqu'on n'a pas encore créé la ZAC. Le coût de la ZAC, il va

avec la création de la ZAC. On est à l'enquête publique. L'enquête publique n'est pas là pour donner les éléments qui seront donnés au moment de la création de la ZAC. C'est l'aménageur qui les donnera à un moment donné. Comme nous l'avons voté ici même pour la Porte de Vincennes. Vous étiez en séance avec nous. Rappelez-vous, nous avons créé la ZAC et nous avons eu des documents qui étaient annexés par l'aménageur. Nous avons eu tout l'ensemble des éléments qui étaient budgétés et financés. Pourquoi les avons-nous eus ? Parce que c'est le travail de l'aménageur dans le cadre de la création de la ZAC. Ce n'est pas dans le cadre de l'enquête publique. Mais, dans l'enquête publique, vous avez quand même des données. Vous les avez vous-même vues. Elles ne vous suffisent peut-être pas, mais elles sont là pour donner un ordre de grandeur. C'est exactement cela, l'enquête publique. C'est donner un ordre de grandeur, et pouvoir informer les habitants sur ce qui va se passer dans les grandes masses. Ce n'est pas rentrer dans la programmation. C'est, encore une fois, quand la ZAC sera créée. Ce n'est pas le moment. Là, on est sur l'enquête publique.

Vous avez des éléments. On vous parle globalement d'un budget d'un milliard d'euros. C'était dans les éléments. On vous parle effectivement, vous l'avez dit, d'engagement de la part de la Ville. Vous avez cité les 27 millions pour Léo Lagrange. Vous auriez pu aussi évoquer les 235 millions, comme vous l'avez évoqué dans votre question orale. Oui, parce que la Ville va investir. Quand elle investit sur la création, à la fois d'une bibliothèque, à la fois d'un collège, d'équipements publics ou de rénovation d'équipements publics, c'est une dépense de la Ville, mais c'est un investissement. C'est un investissement pour l'avenir des jeunes, pour l'avenir des enfants dans cet arrondissement. Oui, c'est une dépense. C'est un investissement de la Ville pour faire fonctionner, à un moment donné, ce quartier, pour faire fonctionner ce quartier sur des équipements et des services publics à la population. Oui, nous investissons. Oui, nous engageons l'avenir. Oui, nous le préparons avec ce type d'engagement. Et, encore une fois, les éléments, vous les aurez au moment de la création de la ZAC. Nous sommes à l'enquête publique. Vous avez une note de présentation de l'intérêt général du projet, qui n'est pas dans les documents financiers, ni les annexes, mais que vous trouverez dans le document quand nous créerons la ZAC dans quelque temps. Et ce, si jamais l'enquête publique et le rapport qui sera donné, auquel nous faisons référence depuis un moment, le signalent et le proposent.

Deuxièmement, vous parlez de la construction d'une tour de 180 mètres. Je voudrais vous dire d'abord qu'on n'est pas sur une tour isolée. Telle que vous rédigez votre question orale, on a l'impression qu'on a une tour, comme cela, qui apparaît. C'est bon, l'architecture monumentale et isolée, à Paris, on connaît, et c'est quelque chose qui a échoué. Vous avez déclaré : l'érection d'une tour de 180 mètres n'est pas claire. Effectivement, c'est un projet global. Vous êtes venu ici, probablement pour l'enquête publique. Il n'y a pas une tour. Vous avez bien vu le projet. Il y a une tour, mais il y a d'autres tours. Ce n'est pas une tour isolée. On n'est pas sur un acte architectural isolé, seul. C'est un ensemble dans le quartier. D'autre part, vous nous dites que cela renvoie à des utopies, qu'il n'y a aucun immeuble comparable, etc. Nous l'avons dit et cela figurait très clairement dans l'enquête publique. Les éléments, on peut être contre, mais ils ont été donnés. Ils ont été clairement annoncés. Vous dites que ce n'est pas clair. Mais, quand vous citez : « Au cœur du futur quartier, les immeubles les plus hauts peuvent atteindre une hauteur de 180 mètres. », sur la proposition de la maquette, vous avez vu : il y a un seul immeuble proposé qui fait cette hauteur.

Vous nous dites que cela ne correspond pas à ce quartier. On peut en discuter. Mais aujourd'hui, ce n'est pas dans ce quartier que l'on va insérer le futur Bercy-Charenton ; c'est avec, demain, la perspective d'un quartier complètement construit sur le 13^e arrondissement, avec des tours qui vont être immenses. Cela concerne aujourd'hui un quartier qui n'est pas un quartier habité, mais un quartier hyper-hostile sur lequel on va reconquérir de l'habitat. Il y a la possibilité de le faire à cet endroit précis. On ne l'a pas fait ailleurs dans le 12^e arrondissement. Ce n'est pas nous qui avons construit une grande tour sur le Cours de Vincennes et qui défigure quasiment tout le Cours de

Vincennes. Ce n'est pas nous. Les perspectives là sont claires. C'est à cet espace, à cet endroit précis. Et ailleurs, j'ai autant d'exemples à vous montrer, de la volonté de la Mairie d'avoir restreint des hauteurs. Mais là, nous avons une possibilité de le faire. En effet, demain, nous serons dans un univers urbain changeant, évoluant, et avec, notamment du côté du 13^e arrondissement, des tours de grande hauteur, auxquelles, à un moment donné, il faudra que cette partie de la Seine réponde. Et elle ne répond pas que par des immeubles de grande hauteur - on est contraint en raison du foncier -, mais elle répond aussi par des aménagements verts, des espaces verts, par des voiries, par des circulations améliorées. Oui, il y a cette tour insérée dans un projet global. Il n'y a pas une tour comme cela, née d'une volonté.

Sur le foyer ADOMA, vous avez une question qui m'étonne, Monsieur SEINGIER. Vous me permettrez là de ne pas trop comprendre. Je veux bien qu'on ait besoin de faire des questions orales. Mais votre dernière question me donne l'impression que vous n'avez pas compris ce qui se passait là-bas. Je pense que vous êtes allé voir Villiot ; mais allez voir le foyer ADOMA. « Nous vous remercions également de nous informer sur les conditions de relogement des occupants de ce foyer » : mais l'essence même, l'objectif même de ce foyer, quel est-il ? C'est d'avoir participé à la politique de réhabilitation des foyers de travailleurs dans cette capitale, engagée en 2001 par Bertrand DELANOË, parce que ces foyers étaient devenus insalubres. Il a fallu, à un moment donné, pour rénover, que les gens quittent ces foyers, le temps qu'ils soient rénovés. On a des opérations dites « tiroirs ». Ces opérations tiroirs, le foyer ADOMA y a participé. Ce foyer a toujours été dit temporaire. Il se trouve que nous avons pris du retard à Paris, sur la réhabilitation de l'ensemble de ces foyers que nous avons demandés. Nous avons parlé ici même, dans cette assemblée, de pouvoir prolonger l'existence de ce foyer jusqu'à une date qui a été clairement annoncée par la Maire à savoir 2019. Ce foyer a une vie qui est aujourd'hui inscrite dans les textes que nous avons délibérés - nous les avons votés ici -, pour lesquels la Mairie du 12^e arrondissement s'est battue en demandant qu'il y ait une date précise, qui corresponde à la fin de la politique de réhabilitation de l'ensemble de ces foyers sur Paris. On y participe. Paris y contribue. Et oui, effectivement, la phrase que vous citez est juste : « En position de belvédère et libérée du bâtiment provisoire ». Il n'y aura plus le bâtiment provisoire. Ce n'est pas, comme vous l'évoquez quelques phrases plus haut, « une disparition ». Ce n'est pas un coup de baguette magique. On va détruire ce foyer, parce qu'il aura cessé d'avoir sa raison d'être, et que nous aurons fini la politique visant à réhabiliter l'ensemble de ces foyers. Je vous le dis, c'est pour cela que votre dernière question m'étonne. Ces occupants qui sont là ont déjà un logement. Simplement, ils viennent là le temps qu'on réhabilite leur logement. Et ils retournent dans leur logement après. Ils n'ont pas à être accompagnés. Et les conditions de relogement sont les mêmes que pour tous ceux qui les ont précédés : il s'agit de retrouver un logement digne et un logement réhabilité, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Oui, le foyer ADOMA participe de cette volonté de pouvoir accompagner une politique parisienne forte, en lutte contre l'habitat dégradé et le logement dégradé, notamment le foyer travailleurs migrants. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci beaucoup, Monsieur BOUIGUE, pour ces réponses à ces trois questions orales. Vous avez théoriquement le droit de reprendre la parole, Monsieur SEINGIER. Je crois que vous maîtrisez bien le règlement intérieur. Je vous redonne la parole, rapidement. »

M. Matthieu SEINGIER, Conseiller d'arrondissement :

« Oui, bien sûr. Merci Madame la Maire. Très rapidement, concernant mes questions sur le coût. J'ai bien conscience que l'aménageur va devoir détailler. Moi, c'est vraiment le coût de la Ville de Paris, parce qu'on a eu un surcoût. Et je suis désolé, mais dans l'équilibre d'un projet de ZAC, en général, avec la revente des terrains, on arrive à un

équilibre. Je ne suis pas sûr qu'on ait l'équilibre du fait de la reconstruction des infrastructures sportives. C'était sur ce point que je voulais mettre l'accent.

Sur la tour de 180 mètres, je vais en profiter pour donner la position du groupe. Notre position, c'est l'idée de protéger le site de la capitale. Nous avons donné notre position pendant la campagne, à savoir que nous voulions des tailles d'immeubles humaines - qui respectent donc l'horizontalité de la Ville de Paris -, et non pas des projets datés. Vous avez osé employer le mot de « projet daté » pour des dalles recouvrant les voies ferrées. Je ne vois pas en quoi c'est daté de recouvrir des voies ferrées qui, au contraire, permettent d'avoir une entrée rapide au cœur de la ville. Cela permet de libérer du foncier, c'est avant tout ce dont on a besoin. Faire des tours, je suis désolé, mais cela n'a rien de moderne. On va avoir des débats sur l'utilisation du béton. En tout cas, les tours n'ont rien de moderne, c'est un truc des années 1960. Voilà. Je vais arrêter. Sur le débat concernant ADOMA, j'ai eu mes réponses. Merci. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci. On aura d'autres occasions d'en débattre, puisque, formellement, le commissaire enquêteur doit poser des questions à la Ville, au porteur de projet. Nous avons une période de débat contradictoire, et ensuite le commissaire enquêteur rendra son avis, accompagné de réserves et recommandations. Il fera aussi un bilan de la manière dont s'est déroulée l'enquête publique. Il m'a déjà saisi pour nous remercier des conditions dans lesquelles l'enquête publique a pu se dérouler, des conditions dans lesquelles le public a pu être accueilli en Mairie. Nous remercier de la mise à disposition de la maquette et du déroulement de la réunion publique du 30 novembre.

Nous entrons maintenant dans une phase de dialogue avec eux. Et le rapport sera rendu public. Ensuite, sera soumise à la Ville de Paris la délibération de la création de ZAC. Et ensuite, sera désigné un aménageur. Effectivement, le bilan de la ZAC sera probablement négatif parce que nous construisons dans cette ZAC aussi des équipements publics qui vont servir à des habitants en dehors du périmètre de la ZAC. C'est souvent le cas. Ce sera le cas pour l'hôtel logistique. Ce sera le cas pour les installations de Léo Lagrange qui vont continuer à bénéficier à tous les habitants du 12^e arrondissement. Ce sera probablement le cas, d'ailleurs, du collège, ou des écoles et des crèches qui vont être créés. Donc, oui, théoriquement le bilan d'une ZAC est équilibré, sauf quand des équipements publics de la ZAC sont au bénéfice d'habitants à l'extérieur du périmètre strict. Ce sont des choses que nous ne maîtrisons pas encore aujourd'hui, précisément pour les raisons évoquées par Monsieur BOUIGUE. Ce sont des sujets sur lesquels, bien sûr, nous serons amenés à revenir.

Vous avez une autre question sur l'avenir des acteurs économiques de la gare de la Rapée inférieure. »

Q122017-004 : Question orale de Madame Valérie MONTANDON et de Matthieu SEINGIER, au nom du groupe Les Républicains, relative à l'avenir des acteurs économiques de la gare de la Rapée inférieure.

Madame la Maire,

Le projet de création de la ZAC Bercy-Charenton a été soumis à l'enquête publique. Dans ce cadre, les habitants de notre arrondissement ont soulevé de nombreuses questions légitimes.

Certaines avaient déjà été posées lors des réunions publiques mais les réponses sont restées évasives ou n'étaient pas enveloppées du même caractère officiel que celle formulées devant notre assemblée.

Ainsi, l'avenir des acteurs économiques, produisant de la richesse au sein de la gare de la Rapée inférieure reste incertains.

En effet, la « NOTE DE PRÉSENTATION DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL DU PROJET » évoque, page 18, le phasage des travaux et prévoit, dans l'hypothèse où les organes délibérants de Paris se prononcent favorablement, *l'aménagement du secteur Rapée suite à l'adaptation et au confortement des voûtes* en 2018.

Des rumeurs provenant de l'entourage de la SNCF annoncent que les travaux qui affecteraient la gare de la Rapée inférieure, appelée aussi « les tunnels Baron LE ROY », visant notamment à la réfection de 3 voutes dans leur longueur, ainsi que la façade sur la Seine, commenceraient dès le mois de février 2018.

Vraie ou fausse, cette information circule et inquiètent légitimement les 80 artisans, primeurs, négociants, indépendants qui occupent ce site. En tant qu'acteurs économiques, ils ont besoin de plus de visibilité pour prendre leur disposition afin d'assurer la continuité de leur activité et la pérennité des emplois.

C'est la raison pour laquelle, le groupe des républicains vous remercie de nous présenter un calendrier prévisionnel plus précis, dans l'hypothèse où le projet de ZAC était adopté en état et l'aménageur choisi, du début des travaux.

Plus précisément, quelle mesure seraient prises pour informer les travailleurs de la gare de la Rapée inférieure, notamment pour les aider à trouver un lieu où ils puissent effectuer leur activité durant les travaux mais également s'ils disposent d'une possibilité de retour sur ce site ?

Mme Valérie MONTANDON, Conseillère d'arrondissement :

« Merci Madame la Maire. La note de présentation de l'intérêt général du projet évoque l'aménagement du secteur de la Rapée, suite à l'adoption, et en confortement des voûtes en 2018. Il y a des rumeurs qui proviennent de l'entourage de la SNCF. Ces rumeurs annoncent que les travaux affecteraient la gare de la Rapée, appelée aussi tunnel Baron-le-Roy, travaux qui visent à la réfection des trois voûtes dans la longueur, ainsi que de la façade. Ces travaux commenceraient dès février 2018. Ces informations qui circulent inquiètent légitimement les 80 artisans, primeurs, négociants, indépendants qui occupent ce site. En tant qu'acteurs économiques, ils ont vraiment besoin d'avoir de la visibilité pour prendre des décisions, que ce soit afin d'assurer la continuité de leur activité, mais aussi pour la pérennité des emplois. C'est la raison pour laquelle nous vous remercions de bien vouloir présenter un calendrier prévisionnel plus précis, dans l'hypothèse où le projet de la ZAC est adopté en l'état. Moi, j'insiste vraiment pour que la réponse ne soit pas guidée par les résultats de l'enquête publique.

Pourquoi ? Déjà, parce qu'il est vrai qu'il y a des informations qui circulent. Mais aussi parce que nous avons besoin de savoir quelles mesures seraient prises pour informer justement les travailleurs de la gare de la Rapée, notamment pour les aider à trouver un lieu où ils puissent effectuer leur activité durant les travaux, mais également pour leur faire savoir s'ils disposent d'une possibilité de retour sur site après. Parce que vous avez déjà annoncé aux vœux la dernière fois que les tunnels seraient partiellement conservés. Est-ce que eux sont aussi dans cette perspective ? Considérez-vous conserver les activités actuelles ? Ou est-ce pour un projet différent ? Merci. »

M. Richard BOUIGUE, Premier Adjoint à la Maire du 12^e arrondissement, Conseiller d'arrondissement :

« Madame MONTANDON, vous me permettrez d'abord d'être un petit peu surpris que, dans votre question orale, vous fassiez état, pour la fonder, de rumeurs. Je trouve que c'est un peu maladroit de partir de rumeurs. Vous avez le droit après de reprendre la parole, je vous laisserai le soin de me répondre. Je pense qu'à un moment donné, le sujet est suffisamment sérieux pour que vous n'évoquiez pas cette partie-là dans cette question orale.

Pourquoi ? Parce que, sur cette question orale, la position de la Maire a été clairement définie, clairement dite. Et cela, depuis plusieurs mois et plusieurs années. Nous avons toujours dit que nous ferions en sorte que l'ensemble des activités soient relocalisées sur la zone de la ZAC. Nous nous sommes toujours engagés à cela. Vous évoquez, dans votre question orale, des rumeurs provenant de l'entourage de la SNCF. Vous nous permettez de ne pas être au courant de ces rumeurs dans l'entourage de la SNCF. À chaque fois qu'on vous fait une remarque, vous le prenez mal. Mais comprenez qu'on essaie de répondre correctement à votre question orale, Madame MONTANDON. C'est juste cela qui nous anime.

Vous parlez du mois de février 2018. Vous avez bien compris que nous sommes aujourd'hui sur la fin de l'enquête publique. La fin de l'enquête publique va nous amener probablement à un rendu, courant mars, de ce qui va être l'avis du commissaire enquêteur, à ce calendrier-là, puisque vous voulez avoir des choses et des phrases très claires. Il nous faudra créer la ZAC, et nommer un aménageur. Cela nous amènera à l'automne prochain. Parce que c'est un processus assez long : il y a à la fois la création de la ZAC, mais aussi la désignation de l'aménageur. Il faut que l'aménageur constitue un dossier, que le dossier soit validé. Tout cela prend du temps. Ce sera donc probablement à l'automne. Il n'y a aucune chance pour qu'on engage, d'ici février 2018, des travaux sur les tunnels de la Rapée inférieure.

En revanche, la question que vous posez est une question importante. Quid du devenir des activités pour lesquelles des baux ont été signés par les locataires avec la SNCF et qui pourraient s'arrêter, pour certains, à cette date de février 2018 ? Pour certains, cela peut même être avant. Pas forcément à la Rapée inférieure, mais sur des sites qui sont annexes rue Baron-le-Roy. La SNCF, que nous avons interrogée sur ce dossier, a proposé la chose suivante. Vu qu'aujourd'hui, nous n'avons pas suffisamment avancé, il y aura des baux qui seront proposés en prolongation d'un an pour l'ensemble des personnes. Quand on arrivera à février 2018, pour être clair, la SNCF propose de rédiger un bail qui proposera un an de plus. On pourra reconduire en fonction de l'évolution du dossier.

Pourquoi ? Car, derrière, il y aura une obligation. L'obligation, c'est celle des travaux qui seront sur ces tunnels. Les obligations sur les travaux de ces tunnels seront très claires. Elles seront de dire, à un moment donné, aux activités qui sont présentes, de libérer les lieux pour pouvoir y faire des travaux. Cela a déjà été fait sur d'autres sites à Paris. Je n'invente rien. C'est ce qu'on a fait sur Pajol. Libérer les lieux, cela veut dire aussi que l'on s'engage à relocaliser à proximité l'ensemble des activités, avant

qu'elles ne puissent être réintroduites dans le périmètre de la ZAC. Je dis bien : dans le périmètre de la ZAC. C'est un engagement que nous avons pris depuis des années.

Vous vouliez des éléments clairs sur les calendriers, je crois que je vous en ai donné. Vous vouliez des éléments clairs sur ce qui se passe après février 2018, je vous ai dit : en fonction des baux. Vous avez parallèlement des éléments sur la programmation de la ZAC, et sur l'aménageur désigné, et sur le dossier. Je pense qu'avec cela, on a répondu à la question telle qu'elle était proposée, pour, j'espère, tordre le cou à des rumeurs. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Voulez-vous reprendre la parole, Madame MONTANDON ? »

Mme Valérie MONTANDON, Conseillère d'arrondissement :

« Oui, je veux bien reprendre la parole, parce que je ne suis pas du tout satisfaite de la réponse. Ecoutez, Monsieur BOUIGUE, toujours prendre tout comme prétexte, un mot comme « rumeur » pour commencer à nous faire tout un préambule là-dessus, cela commence à bien faire. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Madame MONTANDON, Monsieur BOUIGUE peut vous répondre comme il l'entend ! Vous n'êtes pas d'accord avec sa réponse, cela ne vous satisfait pas, je l'entends bien. »

Mme Valérie MONTANDON, Conseillère d'arrondissement :

« Ce sont toujours des diversions pour ne pas répondre sur le fond. D'ailleurs, vous-même, vous parlez au conditionnel, Monsieur BOUIGUE. Vous dites : « Certaines conventions devraient s'arrêter en 2018 ». En fait, pour l'instant, je vous apprends que toutes les conventions vont s'arrêter en 2018. D'accord ? C'est un premier point. Ce sont plus que des rumeurs, ce sont des faits. Ensuite, et c'est ce qui nous distingue, quand vous dites qu'il y aurait une prolongation d'un an, il faut déjà savoir que l'incertitude est ce qu'il y a de pire pour des acteurs économiques. Vous pouvez aussi tout mettre sur le dos de la SNCF. Mais, enfin, je pense qu'avec les protocoles d'accord, maintenant, ils travaillent aussi dans le sens de votre projet. Il ne faut quand même pas mettre tout sur le dos des autres, que ce soit les incertitudes, les prolongations d'un an, que ce soit quand vous dites qu'on a encore le temps, car c'est en 2018 - je voulais vous dire que, dans le monde économique, 2018, c'est demain. Quand on doit prendre des décisions de relocalisation, quand on doit prendre des décisions de licenciements, je suis désolée, mais, 2018, c'est demain. Non, aujourd'hui, on n'a pas de réponse précise. On a simplement des hypothèses qui répondent à des faits qui sont pourtant concrets. Aujourd'hui, je ne suis même pas à même de donner une réponse par rapport à la question que je vous ai posée. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Pour l'instant, la réponse à cette question, ce sont le propriétaire des lieux et le titulaire du bail qui peuvent y répondre. Aujourd'hui, vous voyez bien que ce projet fait encore débat entre nous. Ce n'est pas à nous de répondre aux locataires, mais bien au propriétaire. »

Q122017-005 : Question orale de M. Nicolas BONNET-OULALDJ et des élu-e-s du groupe Communiste-Front de Gauche, relative à l'ouverture de la bibliothèque Hélène BERR le dimanche.

À partir du 22 janvier prochain, la médiathèque Hélène Berr sera ouverte au public le dimanche. L'ouverture du dimanche reposera sur des équipes majoritairement composées d'agents vacataires. Dans ce contexte, la question de la qualité du service se pose.

La démarche « Qualiparis » pourra-t-elle être appliquée lors des ouvertures dominicales ? Les actions d'accompagnement et de médiation culturelle pourront-elles être menées par les équipes ces jours-là ?

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Dernière question posée par Monsieur Nicolas BONNET, sur la bibliothèque Hélène Berr. Monsieur BONNET, vous avez la parole. »

M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Conseiller de Paris :

« Madame la Maire, mon cher Jean-Luc, Monsieur l'adjoint, et mon cher adjoint au personnel à la Maire de Paris, c'est un sujet que vous connaissez, puisque je suis intervenu à plusieurs reprises au Conseil de Paris. Ce week-end, dimanche, à partir du 22 janvier prochain, la médiathèque Hélène Berr sera ouverte au public tous les dimanches. L'ouverture du dimanche reposera sur des équipes majoritairement composées d'agents vacataires. Les personnels avaient fait des propositions et avaient porté des revendications, sur l'ensemble de Paris, sur onze demandes de créations de postes. Seulement six ont été inscrites au budget 2017. Deux pour rattrapage du temps partiel, trois pour des équivalents temps pleins, et une création de poste nette.

Dans ce contexte, la question de la qualité du service se pose. La démarche « QualiParis » pourra-t-elle être appliquée lors de l'ouverture dominicale ? Les actions d'accompagnement et de médiation culturelle pourront-elles être menées par les équipes ces jours-là ? Voilà le sens de ma question. Ce n'est pas une remise en cause du vote du Conseil de Paris, sur lequel nous nous sommes opposés. Mais maintenant que vous allez ouvrir, je voudrais savoir dans quelles conditions, au regard des postes qui ont été votés au budget 2017. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Monsieur ROMERO-MICHEL pour vous répondre. »

M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, Adjoint à la Maire :

« Cher Président, Nicolas BONNET, je vais essayer de répondre un peu précisément à vos questions. Effectivement, à partir du 22 janvier, la médiathèque Hélène Berr sera ouverte au public le dimanche. Vous savez que c'était un engagement de campagne d'Anne HIDALGO. Un engagement qui avait été formé au fur et à mesure de sa campagne, puisque c'était une des demandes des citoyens qui avaient participé au programme d'Anne HIDALGO. Ce n'est, en soi, pas une surprise. Je crois qu'il est aussi important que notre arrondissement ait une médiathèque bibliothèque ouverte le dimanche. La forte attente du public est évidente. Et d'ailleurs, ce qui s'est passé dans les autres arrondissements qui ont ouvert leur bibliothèque le dimanche montre le succès de cette bibliothèque.

Mais, bien sûr, dans ce contexte, nous avons mis - et je parle sous le contrôle d'Emmanuel GREGOIRE - des moyens supplémentaires que je vais vous rappeler. Pour Hélène Berr, il s'agit en particulier du recrutement de trois agents titulaires

supplémentaires, mais aussi de la création de seize emplois à temps partiels, 20 % de temps partiels, ce qui représente 3,2 postes à temps plein. C'est-à-dire, six postes qui auraient été créés pour renforcer l'équipe, bien sûr le dimanche, mais aussi le samedi.

Les étudiants - et je sais que c'est une de vos inquiétudes - recrutés pour compléter l'équipe le sont sur contrat à durée déterminée. Ils travaillent chacun quatre jours par mois, et sont sérieusement et particulièrement formés. L'expérience des autres bibliothèques nous a servi, et elle démontre en tout cas que ces étudiants travaillent, pour la plupart, pendant plusieurs années consécutives dans les bibliothèques. L'équilibre entre agents contractuels et agents statutaires correspond donc à une quasi-parité. Je rappelle aussi que les agents titulaires ne sont pas obligés de travailler le dimanche : c'est sur le volontariat. Ce sont des fonctionnaires. Personne n'a été forcé à travailler le dimanche.

Pour répondre complètement à votre question, notamment sur ce qui vous inquiète sur la démarche QualiParis qui caractérise, c'est vrai, un niveau global et constant de qualité d'accueil et de service dans les bibliothèques. D'ailleurs, l'équipe de la médiathèque Hélène Berr s'est montrée très volontaire sur ce programme, voire pilote dans cette démarche. Les formations suivies, les aménagements et procédures mis en place pour améliorer l'accueil constituent bien sûr des acquis que nous ne voulons pas remettre en cause.

Cependant, il a quand même été indiqué aux équipes qu'en cas de forte affluence le dimanche, les réponses au téléphone ne devaient pas être traitées comme prioritaires, dans la mesure où, d'ailleurs, aujourd'hui, l'essentiel des demandes des usagers se font part d'autres moyens de communication. Je pense évidemment à internet. Le soin apporté à l'accompagnement et à la médiation est une priorité. Ainsi les équipes sont constituées de telle sorte que des bibliothécaires de chaque section (adulte, jeunesse, musique, vidéos) sont présents le dimanche.

En revanche, les actions culturelles demeurent concentrées (les expositions etc.), pour l'essentiel, le samedi et en soirée. Le dimanche, la priorité sera bien sûr donnée à l'accueil des usagers. Nous sommes donc, en ce qui nous concerne, heureux de voir qu'un lieu culturel aussi important qu'une bibliothèque, qu'une médiathèque municipale, offre un service public dans notre arrondissement, en concertation avec les personnels - Emmanuel pourra peut-être ajouter certains éléments, mais nous-mêmes, avec Madame la Maire, avons reçu tous les représentants du personnel qui l'ont souhaité - et, bien sûr, au service des habitants de notre arrondissement, qui sont très demandeurs pour l'ouverture du dimanche de cette médiathèque Hélène Berr. »

Mme Catherine BARATTI-ELBAZ, Maire du 12^e arrondissement, Conseillère de Paris :

« Merci beaucoup, Monsieur ROMERO-MICHEL. Je vous propose que nous arrêtons là. Je vous souhaite à toutes et à tous une bonne soirée. Je vous donne rendez-vous fin février, début mars, pour notre prochaine séance. »

Madame la Maire lève la séance à 22H 10.

La Maire du 12^e arrondissement,
Catherine BARATTI-ELBAZ.